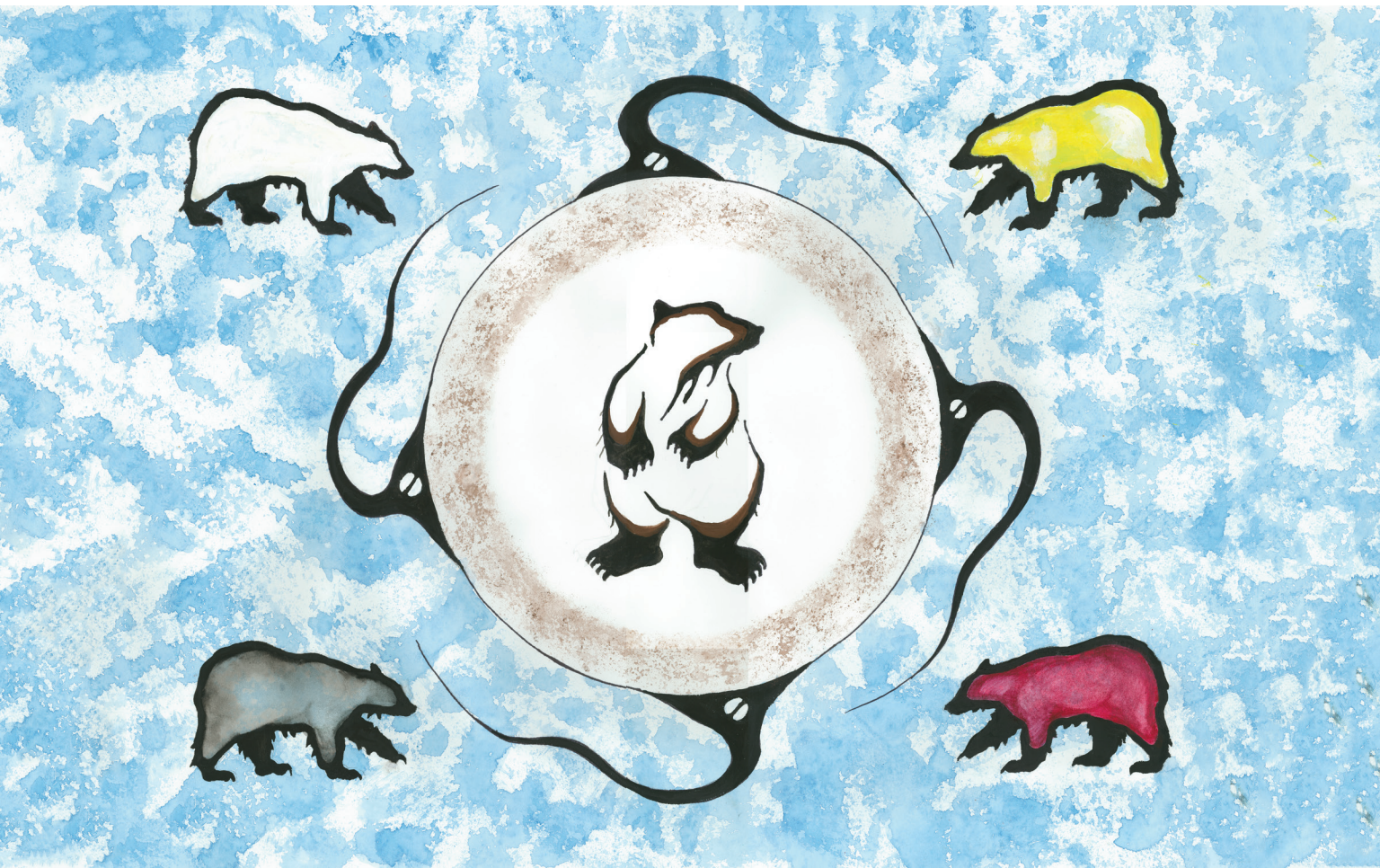




INSTITUTE OF
URBAN STUDIES

APPROCHES LOCALISÉES DE LUTTE CONTRE L'ITINÉRANCE

Autochtoniser Logement d'abord





INSTITUTE OF
URBAN STUDIES

Institute of Urban Studies, The University of Winnipeg
599, avenue Portage, Winnipeg

T 204-982-1140
F 204-943-4695
C ius@uwinnipeg.ca

© 2019, Institute of Urban Studies, The University of Winnipeg

Auteurs principaux:

Jino Distasio,
Sarah Zell,
Scott McCullough,
Betty Edel

Cochercheuse principale et conseillère spéciale:

Betty Edel

Collaborateurs à la rédaction:

Chris Leskiw,
Deb Dyck

Réviseurs:

Betty Edel,
Lukas Maitland

Collaboratrice aux entrevues:

Marcie Snyder

Recherches préliminaires additionnelles:

Dylon Martin

Étudiante adjointe à la recherche:

Delilah Bergen

Citer ainsi :

Distasio, J., S. Zell, S. McCullough et B. Edel (2019).

Approches localisées de lutte contre l'itinérance :

Autochtoniser Logement d'abord, Winnipeg, Institute of Urban Studies.

Cette publication peut être téléchargée ici

www.uwinnipeg.ca/ius/

ISBN 978-1-894858-43-4

The Institute of Urban Studies est un organe de recherche indépendant de l'Université de Winnipeg. Depuis 1969, l'IUS est un centre de recherche universitaire et appliquée qui se penche sur les enjeux du développement urbain d'un point de vue général et non partisan. L'institut s'intéresse aux questions qui touchent aux quartiers urbains défavorisés, à l'environnement, aux Autochtones et au développement communautaire. Outre ses travaux de recherche continus, l'IUS accueille des chercheurs invités, organise des ateliers, des colloques et des conférences et forme des partenariats avec d'autres organismes de la collectivité en vue de faire changer les choses.

AVEC GRATITUDE

Grand merci au **conseil des aînés** qui a guidé ce travail. Nous nous sommes efforcés de « poser nos stylos » et de bien écouter vos enseignements. Miigwetch, Ekosani, thank you, merci.

David Budd	Robert Greene
Don Robinson	Velma Orvis
Peetanacoot	Vera Pierre
Nenakawekapo	

Grand merci au **groupe consultatif** qui a guidé et orienté la recherche. C'est grâce à notre collaboration et à nos partenariats de longue date que nous avons pu faire ce travail. Merci.

Grand merci à tous les organismes de **services aux sans-abri** de toutes les régions du Canada et d'ailleurs qui œuvrent auprès des collectivités autochtones et qui se sont entretenus avec nous. Nous avons essayé d'incorporer et de transmettre votre savoir durement acquis. Merci.

Les auteurs tiennent à remercier tous ceux qui se sont entretenus avec nous. Vos réflexions et votre introspection nous ont été très utiles et nous ont permis de compiler un récit plus complet. Nous vous remercions également au nom de l'ensemble de la collectivité pour le travail que vous avez fait (et que vous continuez de faire) et pour l'effet positif de vos efforts.

Miigwetch et Ekosani.

Les illustrations de la page de couverture et des marges ont été réalisées par Norma Jean Prince, Paul Linklater et Corrine Machiskinic, sous la direction de l'aînée Vera Pierre.



Financé par le gouvernement du Canada par le biais des Solutions novatrices à l'itinérance de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance.

Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

REMERCIEMENTS

À ceux qui n'ont pas d'abri, à ceux qui essaient de trouver leur chez-soi et à ceux qui ont guidé ce travail, les histoires et les leçons apprises dans ce rapport sont vos histoires et vos paroles. Nous vous remercions et nous sommes honorés que vous nous ayez confié votre sagesse et nous ayez permis de transmettre votre savoir à d'autres. Nous espérons que nous le faisons d'une manière qui respecte les nombreuses collectivités et traditions représentées dans ces pages.

Ce projet continue le travail entamé il y a plusieurs années quand des organismes locaux de Winnipeg ont été invités à participer au projet de recherche Chez Soi. En 2009, la Commission de la santé mentale du Canada a mis sur pied le projet Chez Soi dans cinq villes canadiennes (Moncton, Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver). À chacun de ces endroits, des gens ont uni leurs forces pour trouver des réponses et proposer un moyen de mettre fin à l'itinérance au Canada. À l'échelle nationale, 2 148 personnes ont participé au projet, dont plus de 1 000 qui ont reçu un logement et du soutien pendant une période de quatre ans. Ce document transmet une bonne partie de ce que nous avons appris du projet Chez Soi.

Au cours des dix dernières années, nous avons beaucoup appris dans notre ville des prairies sur la façon dont les organismes communautaires et les dirigeants locaux (tant autochtones que non autochtones) peuvent s'unir et trouver des moyens d'aider ceux qui ont besoin d'un abri à trouver un chez-soi et une communauté. En 2008, un an avant le démarrage du projet, l'équipe directrice de Chez Soi à Winnipeg a joué un rôle déterminant dans l'examen critique et la remise en question du modèle largement américain de Logement d'abord et dans la recherche de moyens de l'adapter pour une ville qui comptait de dynamiques dirigeants autochtones et communautaires.

L'approche à Winnipeg a été distincte de celle des autres villes comprises dans l'étude, principalement en raison de la nécessité de mieux refléter les manières locales de savoir et d'inclure une représentation autochtone.

Ce travail appartient à chaque personne qui a pris part au projet Chez Soi et à celles qui nous ont raconté leur histoire tandis que nous recueillions des connaissances d'autres régions du Canada et d'ailleurs pour rédiger ce rapport. Nous rendons hommage à celles qui sont avec nous et à celles qui nous ont quittés et dont nous nous souvenons dans les histoires qui nous ont été racontées au cours des dix dernières années. Nous transmettons ce savoir dans le but de favoriser un changement positif et d'aider ceux qui sont sans abri à trouver de l'espoir et un chez-soi.

Nous sommes aussi honorés par les aînés qui se sont unis pour guider ce travail et nous transmettre leur sagesse et leurs enseignements. Notre cheminement dans ce projet n'aurait pas été possible sans leur savoir et la bonne volonté avec laquelle ils nous ont offert leurs enseignements, leurs conseils et leur espoir. L'équipe du projet était composée de personnes autochtones et non autochtones. Nous avons encore une fois appris les uns des autres, comme nous le faisons depuis plus de dix ans. Ce sont toutefois les aînés qui nous ont enracinés dans les communautés de Winnipeg et du Manitoba. Dans chaque enseignement, dans chaque histoire et à chaque rencontre, ils ont offert leur compréhension et leur conviction que nous pourrions mettre fin à l'itinérance au Canada. La plus importante leçon que nous avons apprise est peut-être simplement d'écouter; notre première leçon des aînés a été de poser nos stylos, d'ouvrir notre cœur et de vraiment écouter leurs paroles. Nous sommes reconnaissants à chaque aîné et nous espérons que nous les honorons au moment où nous prenons nos stylos pour écrire.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	4
Tawâw – Entre, tu es le bienvenu; il y a de la place	6
Niiwin Makwag Niimiiwag – Quatre Ours dansants	7
Nitohtamowin – Recueillir le savoir : écoute, n'écris pas	8
Mise en contexte : Logement d'abord au Canada et les perspectives autochtones	9
Définitions d'itinérance	11
L'approche de la gouvernance du projet	12
Kîwewin – Les chemins qui mènent à un chez-soi	13
Introduction aux sept étapes	14
Pamipiciwîw – Un long cheminement : Lignes directrices pour localiser Logement d'abord	18
1) Phase de formation de relations et de consultation avant le projet	19
Avoir une vision	19
Former des relations avec les communautés	19
Créer le programme avec la collectivité	20
Les relations communautaires—et la confiance—prennent du temps	20
Relations avec le reste du système et le grand public	21
2) Leadership et gouvernance	22
Principes directeurs clés	22
Mobiliser les dirigeants et les décideurs locaux	22
L'approche et la structure de gouvernance	25
Reddition de compte et évaluation continue	27
Financement	27
Potentiel de transformation et souveraineté autochtone	29
3) Localiser Logement d'abord dans un cadre de travail fondé les forces de la collectivité	31
La population visée	32
Le contexte communautaire local	34
Le marché du logement	37
Localiser Logement d'abord : En bref	39
4) Formation de l'équipe Logement d'abord	40
Organismes chefs de file et renforcement de la capacité de la collectivité	40
Dotation en personnel	41
Embauche	41
Soutien du personnel	42
Formation culturelle et réconciliation en acte	42
5) Considérations pour localiser Logement d'abord	44
Prestation des services	44
Fourniture de logement	53
6) Contrôle et évaluation	61
7) Durabilité – Renforcer la capacité de la collectivité	64
Ponipayiw – La fin	67
Lier les constatations à la pratique	67
Niiwin Makwag Niimiiwag : Autochtoniser Logement d'abord	68
Prochaines étapes pour Logement d'abord	68
Sources	70
Autres ressources	70

TAWÂW

ENTRE, TU ES LE BIENVENU; IL Y A DE LA PLACE

Le présent rapport est un guide général pour l'implantation et l'exécution du programme Logement d'abord, particulièrement dans un contexte communautaire autochtone. Son objet est d'offrir un cadre de travail qui met les efforts de localisation au premier plan afin que l'implantation de Logement d'abord se fasse de la manière qui convient le mieux à la collectivité. Le travail dont nous rendons compte ici a été gouverné par un conseil des aînés et par des dirigeants locaux, qui ont aidé à formuler cette série d'observations sur pourquoi et à quel point il est important d'adapter et de localiser Logement d'abord en fonction du contexte communautaire. L'optique de notre analyse est ancrée dans un point de vue autochtone qui puise dans les expériences locales vécues au Manitoba.

La première section du guide se fonde abondamment sur les expériences du site de Winnipeg du projet Chez Soi, où les adaptations locales apportées au modèle Logement d'abord ont atténué certaines des tensions ressenties au début de l'implantation et de l'exécution du projet. À Winnipeg, le modèle Logement d'abord a été modifié afin qu'il corresponde mieux aux besoins de la population autochtone locale et afin de favoriser une approche de renforcement des capacités.

La deuxième section du guide présente les points à considérer pour le travail de localisation, qui proviennent de consultations poussées, de visites de sites et d'examen de programmes Logement d'abord au Canada et ailleurs. Au cours d'une période de plusieurs mois, nous avons parlé de leurs défis et de leurs succès avec 68 représentants de collectivités qui ont mis en œuvre Logement d'abord et nous vous faisons part de leurs réflexions générales ici.

Ce travail a été effectué à Winnipeg, qui se situe sur le territoire du traité n° 1 sur les terres traditionnelles des peuples anichinabés (ojibwés), ininews (cris),

oji-cris, dénés et dakotas, et sur les terres ancestrales de la nation métisse. Notre travail est fortement informé par notre connaissance des enjeux qui existent sur ce territoire et des nations qui occupent ces terres depuis des milliers d'années. Il vise donc à honorer le savoir local tout en réfléchissant sur les contextes plus larges qui peuvent influencer les approches adoptées pour mettre fin à l'itinérance.

Notre cheminement a été façonné par des années d'expérience de travail auprès de ceux qui vivent sans abri à Winnipeg. Nous puisons aux sources des gardiens traditionnels du savoir au Manitoba et des aînés qui nous ont guidés dans cette voie. Cette connaissance des manières traditionnelles de savoir et d'être a orienté notre travail.


Il est à propos que ce travail ait commencé en 2018 par une rencontre à Thunderbird House, au centre de la ville de Winnipeg. C'est à Thunderbird qu'un groupe d'aînés et l'équipe de recherche se sont réunis pour la première fois pour parler et tisser des relations les uns avec les autres. C'est au même endroit que la direction et les chercheurs du projet Chez Soi avaient rencontré des aînés dix ans auparavant, en 2008, pour chercher du soutien au début du projet Chez Soi.

Notre première leçon a été qu'il est important de commencer par une réelle conversation avec les dirigeants communautaires locaux. Nous n'avons pas demandé aux aînés de confirmer l'approche envisagée pour notre travail, mais plutôt travaillé à en créer une ensemble. Nous avons aussi appris l'importance d'écouter. Certains pourraient penser qu'il s'agit d'un acte simple et pas compliqué; d'autres soutiendraient avec raison qu'écouter fait partie d'une forme plus profonde de connexion et de mise en confiance. À ce moment-là du projet, nous avons posé nos stylos et écouté.

NIIWIN MAKWAG NIIMIIWAG

QUATRE OURS DANSANTS

Un des plus beaux cadeaux qu'on nous ait fait pendant ce cheminement a été le nom Niiwin Makwag Niimiiwag. Nous sommes profondément honorés que les aînés nous aient permis de prendre part à une cérémonie traditionnelle du nom, lors de laquelle le site de Winnipeg du projet Chez Soi est devenu Niiwin Makwag Niimiiwag ou Quatre Ours dansants. Ce nom est venu d'une vision et d'une connexion aux premiers temps du projet Chez Soi. Il est lié au besoin de protéger les autres et d'en prendre soin, comme les ours prennent soin de leurs petits et leur fournissent un abri dans une tanière. Dans les sept enseignements sacrés, les ours représentent le courage et pour nous, ce courage a aidé à ancrer notre travail tandis que nous avançons dans notre cheminement.

 *Il ne faut pas voir Logement d'abord comme un programme mais comme un sentiment, le sentiment de prendre soin de ceux qui sont temporairement vulnérables et dans le besoin, de les comprendre, de les soutenir, de les protéger, de les abriter et d'affronter le chemin avec eux avec confiance et bravoure.*

Niiwin Makwag Niimiiwag (le site de Winnipeg du projet Chez Soi) est aussi connecté de multiples manières à l'aîné Tobasonakwut Kinew, qui a fait part d'une vision à Freeman Simard en 2010. Ils ont parlé du projet Chez Soi et du besoin de guérir et de protéger la ville et les participants à cette étude en marquant quatre directions, en encerclant la ville spirituellement. Le 2 décembre 2012, Tobasonakwut Kinew a fait le long voyage vers le monde des esprits.


C'est à Freeman Simard, à l'aînée Velma Orvis et à d'autres qu'il est revenu de réaliser sa vision d'une cérémonie des quatre directions. Alors que Niiwin Makwag Niimiiwag tirait à sa fin en 2013, la vision a été réalisée quand un groupe mené par l'aînée Orvis a placé des drapeaux dans quatre directions, encerclant la ville. Chaque année depuis, l'aînée Orvis a répété cette cérémonie. Nous sommes honorés de porter ce nom, Niiwin Makwag Niimiiwag, pour poursuivre notre travail.



NITOHTAMOWIN

RECUEILLIR LE SAVOIR : ÉCOUTE, N'ÉCRIS PAS

Quand on recueille de l'information, on voit souvent l'écriture comme étant le résultat principal et plusieurs peuvent penser que le rapport final est le seul produit. Pour le présent travail, notre premier enseignement a été l'importance d'écouter. À notre première rencontre avec les aînés, nous avons écouté tandis qu'ils parlaient. Ils nous ont dit l'importance de comprendre que guérir et soutenir ceux qui n'ont pas d'abri ne consiste pas simplement à leur fournir un logement. Il faut connaître et comprendre l'histoire plus profonde des peuples autochtones au Canada. Il faut comprendre les traumatismes historiques et la détermination actuelle des dirigeants autochtones, qui ont le droit de répondre aux besoins des leurs et l'autodétermination nécessaire pour le faire. Nous avons appris par ailleurs que les terres traditionnelles que nous nous trouvons à occuper à Winnipeg et au Manitoba, de même que les peuples de ce territoire et leurs manières de connaître, de comprendre et de faire, sont distincts des peuples et des manières d'ailleurs.

 *Cet enseignement met en relief l'importance du local. Souvent, les approches nationales perdent de leur effet si elles ne reconnaissent pas et ne célèbrent pas le caractère distinct des gens et des endroits en leur donnant le pouvoir de façonner leur propre approche.*

Ce rapport se penche sur les questions fondamentales suivantes : **Comment localiser Logement d'abord dans un contexte autochtone et comment ces expériences locales peuvent-elles aider à informer la façon de faire ailleurs?** Nous admettons volontiers que nous ne faisons pas une réponse complète à cette question, ce que nous ne pouvons d'ailleurs pas faire. Notre intention est simplement d'attirer l'attention sur les leçons apprises à Winnipeg pendant le projet Chez Soi, tout en illustrant d'autres idées nées de discussions tenues dans de nombreuses collectivités au Canada et ailleurs dans le monde. Nous cherchons aussi à informer les dirigeants locaux des collectivités et des gouvernements de l'importance de travailler de concert et d'apprendre les uns des autres.

Notre but est d'apporter des observations et de l'information qui montrent pourquoi il est important de localiser les efforts de mettre fin à l'itinérance.



Avant de continuer, nous avançons quelques assertions :

1. Les peuples autochtones au Canada ont subi un génocide culturel. Il est le résultat des premiers efforts de colonisation, de la période des pensionnats autochtones, des adoptions forcées d'enfants autochtones dans les années 1960 et après, appelées la « rafle des années 60 », et de la période actuelle de racisme et d'interactions inéquitable avec les ministères de la Justice, de la Santé et des Services à l'enfant et à la famille. Ces traumatismes actuels et historiques demeurent une cause persistante de l'itinérance chez la population autochtone du Canada.
2. Au Canada, le taux d'itinérance est plus élevé chez les Autochtones qu'il l'est chez les autres Canadiens, et ce dans une mesure disproportionnée. Les conséquences des traumatismes historiques mentionnés ci-dessus en sont une des principales raisons. La perte de leurs territoires traditionnels, le manque de financement pour le logement et les ressources limitées des collectivités autochtones sont aussi des facteurs qui y contribuent.
3. La définition même d'itinérance au Canada n'a jamais tenu compte de la dynamique culturelle et sociale distincte qui anime les collectivités autochtones. Nous utilisons la définition de l'itinérance autochtone proposée par Jesse Thistle et l'Observatoire canadien sur l'itinérance pour guider notre compréhension de l'itinérance autochtone et notre réaction à celle-ci.¹
4. Le Canada se rend de plus en plus compte du besoin de réconciliation. Notre travail est guidé par un désir de réconciliation, tout en signalant que les injustices passées envers les peuples autochtones ont gravement érodé la confiance et les relations. Il faut prendre ce fait au sérieux si nous voulons vraiment avancer vers une réelle réconciliation.

Bien que ce rapport présente une grande partie de ce que nous avons appris, nous avons appris plus que nous ne pouvons transmettre dans ces pages. Ce travail a créé des relations et a renforcé les relations entre les aînés, les membres du groupe consultatif, l'équipe de recherche, le cercle de l'expérience vécue et les personnes d'autres endroits qui ont fait ce chemin ensemble.

Mise en contexte : Logement d'abord au Canada et les perspectives autochtones

Bien que les estimations pour le Canada varient, il y aurait environ 30 000 personnes qui ont de la difficulté à se trouver un abri chaque nuit. Bon nombre de ces personnes se retrouvent dans des logements temporaires, vivant dans des campements informels ou logés précairement dans des maisons de chambres ou des hôtels meublés. Les Autochtones constituent un pourcentage disproportionné de la population de sans-abri. À Winnipeg, on estime que 66 p. 100 de la population locale de sans-abri est autochtone; parmi les jeunes, ce pourcentage grimpe à 74 p. 100.²

Au cours des dix dernières années, il y a eu un changement de pensée dans les cercles d'élaboration de politiques, qui ont commencé à concentrer davantage leur attention sur les personnes qui sont dans une situation d'itinérance chronique. La recherche récente indique qu'environ 67 p. 100 des personnes qui ont été sans abri disent avoir eu des difficultés de santé mentale dans leur vie.³ Cette population utilise généralement une énorme quantité de services et de soutiens. C'est sur ce segment de la population que s'est concentré le projet Chez Soi, du fait que les interventions antérieures avaient eu du mal à aider ce groupe souvent « difficile à loger ».

¹ J. Thistle, *Définition de l'itinérance chez les Autochtones au Canada*, Toronto, Presse de l'Observatoire canadien sur l'itinérance, 2017.

² *Recensement fait dans les rues de Winnipeg*, 2018.

³ P. Goering, G. Tomiczenko, T. Sheldon, K. Boydell et D. Wasylenki, « Characteristics of persons who are homeless for the first time », *Psychiatric Services*, 2002, vol. 53, n° 11, p. 1472-1474.

Les premiers travaux du sénateur Michael Kirby et son rapport de 2006 intitulé *Out of the Shadows at Last: Transforming Mental Health, Mental Illness and Addiction Services in Canada* ont non seulement changé la façon dont les Canadiens voient le rapport entre l'itinérance et la santé mentale, mais ont aussi mené à l'établissement de la Commission de la santé mentale du Canada (CSMC) et au projet Chez Soi.

Logement d'abord est né du programme Pathways, qui a été mis sur pied au début des années 1990 à New York. Le programme visait à combler les lacunes dans les soutiens offerts aux personnes qui sont aux prises avec des difficultés accrues, telles que des dépendances et des problèmes aigus de santé mentale. Logement d'abord était un changement de paradigme par rapport au modèle plus répandu du « continuum de soins », dans lequel il faut mériter le droit à un logement autonome en satisfaisant à une série de conditions préalables, qui comprennent souvent l'abstinence. Logement d'abord a repris un modèle de gestion de cas établi appelé le suivi intensif dans le milieu (SIM) et y a adjoint une composante logement. Au Canada, le projet Chez Soi s'est associé à l'équipe Pathways pour créer une solution de rechange faite au Canada, qui utilisait un modèle double combinant le SIM et le suivi d'intensité variable (SIV). En règle générale, les équipes de SIM aident les personnes qui ont les besoins les plus élevés, tandis que le SIV se concentre sur les personnes dont les besoins sont plus modérés.

Logement d'abord épouse une approche de réduction des méfaits et ne se concentre pas exclusivement sur la lutte contre la toxicomanie dans le plan de traitement. Le modèle Logement d'abord utilise l'apport d'un logement stable comme élément du plan de traitement, accompagné de services qui travaillent à lutter contre la toxicomanie dans une optique de rétablissement. Autrement dit, le but de Logement d'abord est de loger la personne de manière stable et d'utiliser ensuite ce logement autonome comme base sur laquelle fonder un plan axé sur le rétablissement pour surmonter les autres obstacles au maintien du logement, tels que la toxicomanie et les problèmes de santé mentale.

Or, ce point de vue n'est pas nécessairement compatible avec les manières de savoir autochtones locales. Pour les Autochtones, par exemple, un défaut de Logement d'abord est l'importance qu'il accorde à la manière occidentale de voir l'autonomie. Comme l'a dit un membre de l'équipe du projet Chez Soi de Winnipeg :

« Pour entrer dans la voie qui mène à l'inclusion sociale, il faut reconnaître que nous sommes des êtres interdépendants. Que nous avons tous besoin les uns des autres pour notre sentiment d'être; qu'être exclus socialement et privés de nos droits contribue au manque de bien-être et à l'isolement. C'était et c'est le problème de l'habitat dispersé et du taux élevé d'expulsion que nous voyons à Winnipeg; c'est une façon occidentale de voir le logement. Il n'y a aucune mention de réconciliation dans Logement d'abord; ni de famille, d'amis ou de collectivité; ni de reconnaissance que nous faisons tous partie de quelque chose. La toxicomanie est un symptôme des traumatismes complexes que les gens ont vécus tout le long de leur vie; c'est la façon dont ils font face au stress. Jusqu'à ce que nous reconnaissons ce à quoi elle sert, que tout est un remède pour nous aider à surmonter les traumatismes et à entamer notre voyage de guérison, nous aurons toujours des toxicomanies. »

C'est pourquoi Logement d'abord doit être entrepris dans une perspective localisée, autochtone. La collectivité de Winnipeg a indiqué que Logement d'abord doit viser l'équilibre, la guérison, la force et l'épanouissement, pour que les Autochtones puissent comprendre l'effet que l'histoire a sur leur vie, au lieu de partir du point de vue occidental selon lequel tout le monde est indépendant et maître de sa propre destinée, la mentalité qui veut que chacun se débrouille soi-même.

Définitions d'itinérance

La définition d'itinérance a souvent été abordée du point de vue du manque d'abri ou du fait de dormir à la dure. On voit l'itinérance dans l'optique socioéconomique de la pauvreté, du chômage et de l'incapacité d'obtenir un vrai travail ou, comme on le dit souvent, « de se sortir de la pauvreté ». Dans les écrits plus contemporains, on s'intéresse aux liens que les Autochtones ont avec leur terre d'origine et leurs réseaux familiaux ainsi qu'à la séparation d'avec leurs territoires traditionnels qui ont mené plusieurs à parler d'un sentiment « d'itinérance spirituelle ». Ce concept reflète plus justement les circonstances, les histoires et les expériences uniques des Autochtones.

En 2010, l'Observatoire canadien sur l'itinérance a commencé à explorer les définitions canadiennes d'itinérance :

L'itinérance décrit la situation d'un individu, d'une famille ou d'une collectivité qui n'a pas de logement stable, sûr, permanent et adéquat, et qui n'a pas de possibilité, de moyens ou de capacité de s'en procurer un dans l'immédiat. Elle résulte d'obstacles systémiques ou sociétaux, d'un manque de logements abordables et adéquats, des défis financiers, mentaux, cognitifs, comportementaux ou physiques de l'individu ou du ménage, ou de racisme et de discrimination. La plupart des gens ne choisissent pas d'être sans abri et l'expérience est généralement négative, désagréable, malsaine, dangereuse, stressante et pénible.⁴

L'objet de la définition ci-dessus était de servir de point de départ au Canada et de saisir la complexité d'une situation qui est plus que simplement être sans abri. Après la définition originale de l'Observatoire, une deuxième approche a été amorcée afin d'avoir une mesure plus holistique qui refléterait mieux les expériences des Autochtones et les réalités de la population canadienne qui vit l'itinérance. Sous la direction de Jesse Thistle, la définition suivante a été proposée :

L'itinérance chez les Autochtones est une condition humaine décrivant le manque de logement stable, permanent et adéquat des individus, familles ou communautés des Premières Nations, des Métis ou des Inuits, ou le manque de possibilité immédiate, de moyens ou de la capacité d'acquiescer un tel logement. À la différence de la définition colonialiste commune de l'itinérance, l'itinérance chez les Autochtones ne se définit pas par un manque de structures ou de logement, mais se décrit plutôt et se comprend pleinement à travers une lentille composite de visions du monde autochtone. Celles-ci incluent des individus, des familles et des communautés séparés de leurs relations avec la terre, l'eau, leur région, la famille, leurs semblables, les autres, les animaux, les cultures, les langues et les identités. Qui plus est, les Autochtones vivant ces types d'itinérance ne peuvent pas se reconnecter culturellement, spirituellement, émotionnellement ou physiquement avec leur identité autochtone ou leurs relations perdues.⁵

Comme le décrit Thistle, l'itinérance chez les Autochtones va chercher des sens plus profonds, ainsi que des connexions avec la terre, les gens, la collectivité et leurs relations. Bien qu'aucune définition ne puisse à elle seule saisir le véritable esprit de l'expérience, l'approche de Thistle a donné au Canada une compréhension plus complète de l'itinérance chez les Autochtones.

La définition de Thistle offre un point de départ pour comprendre et embrasser la capacité du savoir local de réagir aux problèmes. « Résoudre » le problème de l'itinérance ne veut pas simplement dire mettre un toit au-dessus de la tête de quelqu'un. Il s'agit peut-être tout autant de décoloniser les approches occidentales traditionnelles et de réfléchir plus profondément sur les manières autochtones de voir le monde. Et il faut aussi reconnaître l'autodétermination et l'autogouvernance dont disposent les populations et les dirigeants autochtones du Canada pour réagir et répondre aux besoins des leurs.

⁴ *Observatoire canadien sur l'itinérance, 2010.*

⁵ *Aboriginal Standing Committee on Housing and Homelessness, 2012.*

L'approche de la gouvernance du projet

Comme nous le mentionnons ci-dessus, nous avons abordé le travail sur ce projet dans une optique locale fondée sur le savoir traditionnel, sur ce qu'on sait à propos de Logement d'abord et sur les expériences vécues dans le domaine des services communautaires et en recherche. Nous avons communiqué avec les chefs d'équipe du projet Chez Soi, qui représentaient les organismes communautaires qui avaient assuré l'exécution du programme Logement d'abord, pour leur demander s'il convenait de poursuivre ce projet. Nous avons ensuite établi un groupe consultatif formé de membres de l'équipe du projet Chez Soi et d'autres personnes pour discuter d'idées et d'approches. Il a été décidé d'utiliser un modèle de codirection, avec Betty Edel et Jino Distasio (tous deux membres du projet Chez Soi) comme directeurs, et avec un conseil des aînés qui guiderait l'équipe au complet et qui a aidé à tracer la voie suivie et nous a appuyés pendant notre cheminement.

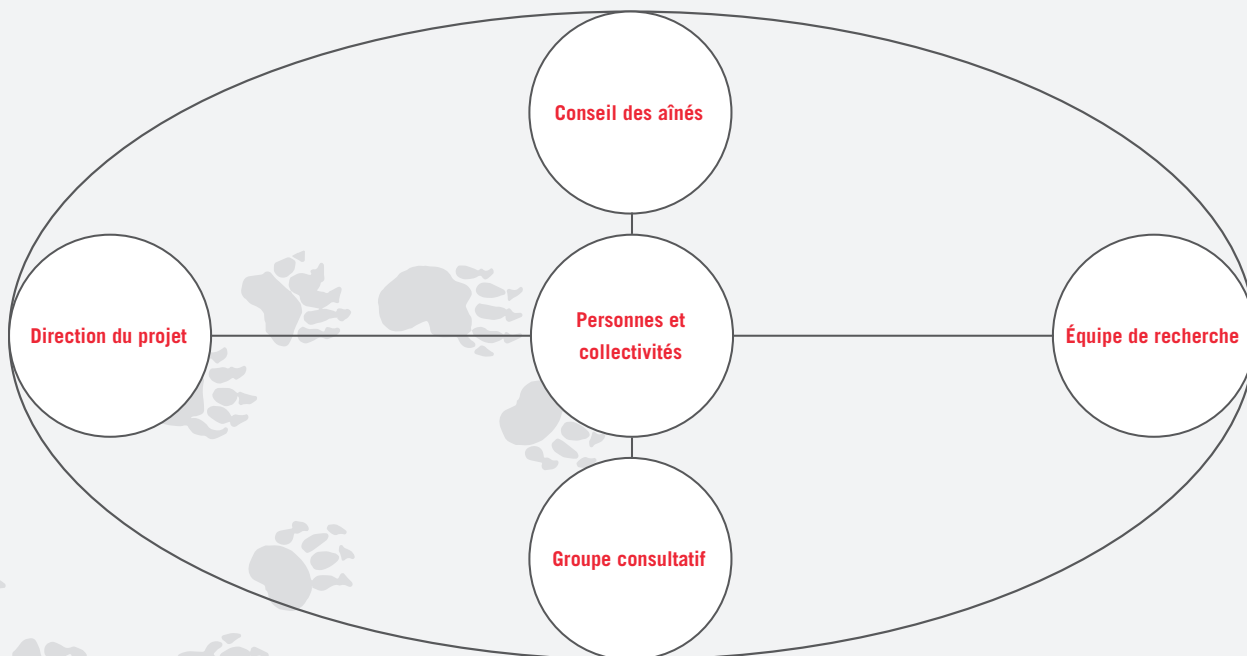
Le conseil des aînés a joué un rôle fondamental et nous a guidés et conseillés de manière continue.

Le groupe consultatif a contribué à la conception initiale de la proposition et a servi de pierre de touche pour nos idées à mesure que le projet évoluait. Nous avons aussi fait appel au cercle de l'expérience vécue à plusieurs occasions. Le cercle de l'expérience vécue est un groupe de participants à Niiwin Makwag Niimiiwag (site de Winnipeg du projet Chez Soi) qui se réunit tous les mois à Winnipeg depuis 2010.

Les membres de l'équipe du projet ont des dizaines d'années d'expérience de travail dans le domaine et leur plus grande force est leur enracinement dans la communauté autochtone locale. C'est leur savoir qui forme ce rapport. Nous transmettons aussi les leçons apprises de collectivités à l'extérieur du Manitoba.

Notre modèle de gouvernance n'était pas hiérarchique, en ce sens que nous avons essayé de comprendre les choses sous de multiples perspectives et voyions notre travail comme une responsabilité partagée de co-créeer une approche qui respectait les nombreux points de vue de ceux qui faisaient partie du cercle (figure 1).

Figure 1 : Diagramme de la structure de gouvernance du projet



KÎWEWIN

LES CHEMINS QUI MÈNENT À UN CHEZ-SOI

Dans cette section, nous décrivons brièvement la façon dont la collectivité de Winnipeg s'est unie pour mettre en œuvre Niiwin Makwag Niimiiwag (site de Winnipeg du projet Chez Soi). La voie suivie pour localiser Logement d'abord à Winnipeg offre des orientations et des réflexions aux autres collectivités qui entreprennent ce travail. La façon dont Logement d'abord est organisé, exécuté, contrôlé et finalement maintenu dans toute collectivité est un processus fort complexe qui mettra les dirigeants locaux au défi de changer fondamentalement comment et avec qui ils s'associent pour fournir les services et les soutiens. Autrement dit, il faut une collectivité, et non un seul organisme, pour mettre fin à l'itinérance.

Les sept étapes décrites ci-après donnent le calendrier de mise en œuvre de Logement d'abord à Winnipeg. Entre 2008 et 2014, les organismes communautaires de Winnipeg ont établi, exécuté et maintenu Logement d'abord d'une manière unique parmi les cinq villes du projet Chez Soi.

Les efforts de localisation de Winnipeg ont été uniques parce que le projet Chez Soi était un essai contrôlé randomisé à grande échelle qui venait « d'en haut », ce qui a créé une certaine tension parmi les organismes locaux qui essayaient de comprendre comment adopter et implanter le modèle Logement d'abord. Le site de Winnipeg avait par ailleurs l'avantage de compter des organismes et des gardiens du savoir locaux qui avaient des dizaines d'années d'expérience dans le domaine de l'itinérance et de la pauvreté dans la collectivité.

Il est important de noter qu'en plus des sept étapes ci-dessous, Winnipeg a mis l'accent sur un cadre de travail fondé sur les forces de la collectivité. Ce cadre comprend quatre principes qui sont expliqués dans les prochaines sections, soit fournir des soins qui tiennent compte des traumatismes, reconnaître la culture et la diversité, se fonder sur les forces et veiller à ce qu'il y ait coopération et collaboration. Chaque principe a aidé à informer les sept étapes et la philosophie générale du site de Winnipeg.



Introduction aux sept étapes

Pour ceux qui veulent comprendre comment Winnipeg a localisé l'approche Logement d'abord, les sept étapes décrites ci-après donnent un bref aperçu de la voie suivie, à commencer par la phase initiale de formation d'une coalition jusqu'à la lutte finale pour maintenir les équipes de Logement d'abord de Winnipeg en activité quand le financement a pris fin à la conclusion de l'étude.

1. Phase de formation de relations avant le projet :

En 2008, Winnipeg a amorcé une phase préliminaire de formation de relations. C'était essentiel pour parfaire le modèle local et parvenir à une durabilité à plus long terme. C'est pendant cette phase que la collectivité locale a pris connaissance des principes et des pratiques de Logement d'abord (au moyen d'ateliers et de discussions communautaires). En même temps, le personnel de la Commission de la santé mentale et les autres protagonistes nationaux et non autochtones ont pris connaissance de l'existence des dirigeants autochtones locaux de Winnipeg. Cette étape a fait partie d'un effort de près d'un an visant à renforcer la confiance et à unir les personnes, tant autochtones que non autochtones, qui mettaient en question et critiquaient collectivement le modèle new-yorkais de Logement d'abord et se demandaient s'il convenait pour la population autochtone et la ville. Bien que ce doute ait été en grande partie dissipé, il a établi le fondement de la création d'un modèle winnipegais qui veillerait à ce qu'une optique locale guide l'approche suivie et qui serait fondé sur les expériences et les besoins locaux.

🏠 Une leçon clé de cette première phase a été qu'il faut embrasser et ne pas craindre la tension, car cette période de questionnement a été fondamentale pour le renforcement de la confiance.

« Une grande partie du problème [du modèle national du projet Chez Soi] était qu'ils ne comprenaient pas la réciprocité, que nous avons tous quelque chose à transmettre : un savoir, une sagesse, des enseignements locaux qui sont utilisés depuis des siècles. Ils semblent seulement être intéressés par la fidélité à un programme qui n'est pas fondé sur le savoir autochtone. »


🏠 Pendant cette phase difficile, le site local a été capable de faire des adaptations clés au modèle tout en y restant fidèle.


2. Phase de planification de l'équipe de direction et de la gouvernance : Créer le bon modèle de prestation des services et le doter d'une équipe de direction solide est une étape essentielle. À Winnipeg, il fallait que la communauté autochtone partage la gestion du projet. L'approche de Winnipeg a été unique par sa structure et sa recherche d'un consensus, ce qui a parfois été difficile compte tenu du nombre de parties intéressées.


🏠 Une leçon clé tirée de cette phase est qu'adopter le bon modèle égalise le pouvoir, permet le savoir local et est essentiel pour que les parties intéressées puissent se faire entendre, qu'on considère ce qu'elles disent et qu'on y donne suite.

🏠 Pour cette phase, il a fallu travailler avec des ministères et des sections au sein du gouvernement qui étaient souvent vus comme des obstacles à l'offre d'un logement et de soutien aux participants. Leur inclusion à la table de direction a été critique pour faire changer les attitudes à l'égard de l'offre de soutien aux personnes réputées « trop difficiles à aider » par des systèmes qui les avaient autrement exclues.


3. **Phase de localisation :** Il était essentiel de veiller à ce que la collectivité locale et les équipes de services créent des approches informées par les expériences locales. Le modèle de Winnipeg a utilisé une approche fondée sur une optique culturelle afin de faire en sorte que les valeurs autochtones guident la structure du projet, ce qui s'est traduit par beaucoup de réflexion sur les principes de Logement d'abord avec la participation continue des parties intéressées afin d'être certains d'inclure les expériences locales.


 *Il est fondamental de localiser et d'adapter l'approche Logement d'abord pour réussir. Notre opinion est que Logement d'abord fournit l'échafaudage sur lequel les structures et les mesures locales sont rapportées afin de maintenir l'environnement nécessaire pour mettre fin à l'itinérance.*

 *Ce processus devrait comprendre une analyse exhaustive de nombreux facteurs, y compris la démographie de la collectivité locale et de la population de sans-abri, les conditions du marché du logement, la capacité de la collectivité et les relations gouvernementales, de même que la mobilisation des propriétaires locataires.*


 *Il est aussi important de bien comprendre la capacité locale. À Winnipeg, on a remarqué que les organismes autochtones, sous-financés, étaient souvent désavantagés parce qu'ils n'avaient pas la même capacité que les organismes non autochtones. La nature, la portée et l'envergure du travail fait par les organismes autochtones et les organismes de services aux Autochtones sont très différentes de celles des organismes non autochtones. Ces conditions créent un environnement difficile dans lequel il y a plus de travail à faire pour niveler le terrain.*


4. **Phase de formation de l'équipe Logement d'abord :** Implanter et gérer Logement d'abord requiert un cadre de travail collectif et inclusif afin de mettre en place les structures appropriées. Il faut embaucher et former le personnel qui s'occupera de la prestation des services, du logement et du contrôle. À Winnipeg, nous nous sommes concentrés pendant cette phase sur la collaboration avec trois organismes de services locaux qui, collectivement, ont apporté un siècle d'expérience de travail dans les quartiers défavorisés de Winnipeg. En outre, le site de Winnipeg du projet Chez Soi a été unique dans son inclusion d'une optique d'entreprise sociale, qui a aidé à développer l'expertise et la capacité locales par la création et la mise en marche de Housing Plus et de Manitoba Green Retrofit (MGR). La croissance de MGR dans le cours de l'étude demeure un des rares premiers exemples d'une intervention Logement d'abord réussissant à faire démarrer une entreprise sociale. Former des partenariats locaux et collaborer avec les entreprises locales pour offrir les soutiens et les services a été essentiel pour avoir la diversité nécessaire pour réussir et pour éviter le double emploi.

 *Il est important de travailler avec les organismes existants qui peuvent relever le défi d'établir et de gérer une équipe Logement d'abord.*


 *L'inclusion d'une entreprise sociale peut changer fondamentalement la façon dont les organismes Logement d'abord assurent certains aspects du logement et des services qui pourraient autrement être fournis par des entreprises à but lucratif et peut aussi constituer une source de revenu pour les organismes sous-financés. Ces entreprises peuvent comprendre des services de gestion des immeubles, de déménagement, d'ameublement et de réparation d'appartements.*


5. **Phase d'exécution** : Le site de Winnipeg du projet Chez Soi a fonctionné parce que de solides partenariats communautaires avaient été formés et consolidés grâce à des plans intensifs de préparation du site et d'implantation. Les équipes avaient une longue expérience et ont adapté avec succès les services pour la collectivité locale. L'exécution du programme a aussi été informée par la consultation de personnes qui avaient une expérience vécue de l'itinérance.

 *La prestation des services devrait être guidée par les dirigeants locaux et autochtones et informée par les besoins des personnes qui ont une expérience vécue.*

 *Localiser Logement d'abord peut renforcer la capacité de la collectivité locale en tirant parti de l'expertise locale.⁶*


6. **Phase de contrôle** : Le projet Chez Soi exigeait que les cinq sites utilisent la même approche afin de pouvoir évaluer et assurer la fidélité au programme Logement d'abord. Dans le contexte local, il a parfois été difficile de faire comprendre l'importance et les défis de la recherche et du contrôle et de négocier la conformité à un modèle national venu d'en haut. Dans l'ensemble, Winnipeg a travaillé dur pour créer un solide réseau communautaire pour le recrutement et le suivi. La recherche et la communication des conclusions de la recherche étaient importantes pour soutenir le projet Chez Soi et elles ont contribué, au bout du compte, à maintenir l'approche Logement d'abord en tant que politique.


 *Le projet Chez Soi avait un manuel pour l'exécution du programme Logement d'abord, mais à Winnipeg il a servi de point de départ et n'a pas défini l'approche; les équipes locales ont conçu l'approche.*


 *Il ne faut pas craindre la fidélité. Ce n'est qu'un guide, qui peut être adapté et mis au diapason de la collectivité locale.*

« Le modèle de la fidélité est ancré dans le modèle de la vision occidentale du monde. Ses éléments de santé mentale s'articulent sur un diagnostic accompagné de médication; il ne tient pas compte des traumatismes et ne mentionne ni la guérison ni le rôle de l'oppression et de la colonisation sur le sentiment qu'une personne a d'elle-même. Il se fie à la psychiatrie et aux médicaments, tout en ne reconnaissant pas le malaise que ressent une personne par rapport à la société dans laquelle elle vit. »

7. **Phase de maintien** : Un élément et objectif clé du projet Chez Soi était de soutenir de plus vastes efforts destinés à maintenir le financement et la participation du gouvernement à plusieurs niveaux après le projet. Quand l'étude est entrée dans ses derniers mois, les équipes de services, les chercheurs et les participants ont éprouvé une certaine angoisse, craignant que la fin du projet ne se traduise par une dislocation du soutien et des services. Au bout du compte, grâce à leurs relations gouvernementales et leur travail de défense de la cause, les équipes de Winnipeg ont été maintenues et le gouvernement fédéral a investi dans Logement d'abord par l'entremise de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI).

 *Il était critique que toutes les parties intéressées cultivent des relations gouvernementales axées sur le maintien du financement.*

 *Le site de Winnipeg du projet Chez Soi et l'équipe nationale ont communiqué au gouvernement, aux responsables des politiques et au public un message ferme et répété sur l'importance de maintenir les services, en y incorporant des données probantes de l'étude. Les équipes locales étaient unies dans leur désir de travailler de concert à continuer de soutenir les personnes qui vivent l'itinérance.*

 *Maintenir Logement d'abord est difficile et dépend du contexte local du programme et du financement. Un manque de ressources adéquates et l'incertitude peuvent perturber les choses et il n'y a pas de moyen facile de régler ce problème.*

⁶ Goering et autres, 2016.

« Le problème était et demeure que le secteur de Logement d'abord n'a pas assez de ressources comparativement à ce dont disposent les institutions conventionnelles plus en vue. Nous devons nous efforcer vigoureusement d'éduquer les systèmes qui bénéficient de ressources et montrer l'importance du travail et du savoir de Logement d'abord, que c'est un bon programme avec lequel s'associer à titre de partenaire égal. »

Chaque organisme et chaque personne a contribué, produisant un projet largement réussi qui a adapté un modèle américain pour une ville des prairies canadiennes. L'adaptation n'a jamais été parfaite et il y a eu beaucoup de tension mais, au bout du compte, Winnipeg a prouvé que Logement d'abord pouvait être offert dans un cadre de travail autochtone d'une manière qui tient compte des besoins de la communauté.



PAMIPICIWIN

UN LONG CHEMINEMENT : LIGNES DIRECTRICES POUR LOCALISER LOGEMENT D'ABORD

L'objet de ce rapport est de servir d'ouvrage de référence pour la localisation de Logement d'abord, en tirant parti des expériences du projet Chez Soi ainsi que de plus récentes études de cas et conversations venant d'autres endroits. Nous avons commencé le rapport par la description d'un important cadre de travail et du rôle joué par le conseil des aînés. Notre intention en faisant part des sept étapes décrites ci-dessus n'est pas d'imposer cette marche à suivre. Nous disons simplement que cette façon de procéder a fonctionné et a offert une approche qui a trouvé écho dans la collectivité de Winnipeg. Bien que le rapport tente de présenter la matière suivant ces sept étapes, nous reconnaissons pleinement que chaque collectivité doit tracer sa propre voie en fonction des dirigeants, des traditions et du savoir locaux.

Dans les collectivités partout au Canada et dans le monde, l'exécution du programme Logement d'abord a été orientée vers la mise en place d'approches autochtones, localisées, qui répondent mieux aux besoins de la population sans abri. De nombreuses collectivités se rendent compte qu'une optique autochtone est essentielle si on veut que les choses changent réellement et fondamentalement.

La section qui suit donne un aperçu de conversations tenues avec des personnes clés qui ont participé activement à la mise en œuvre de Logement d'abord dans leur collectivité. Nous avons puisé dans leur sagesse et sollicité leurs commentaires pour mieux faire comprendre la vision, l'approche et les éléments qui rendent les initiatives Logement d'abord plus efficaces dans un contexte local, autochtone.



1) Phase de formation de relations et de consultation avant le projet

Avoir une vision

Dans de nombreuses collectivités, avoir une vision localisée ou autochtone de Logement d'abord était une première étape clé. Dans le cas de Winnipeg, la vision « autochtonisée »⁷ de son projet Logement d'abord est née de la réalité et de la reconnaissance du fait que la nette majorité des personnes sans abri étaient autochtones. Tout espoir de parvenir à un changement véritable et durable devait donc être ancré dans un ensemble autochtone de valeurs, de connaissances et d'actions subséquentes. D'autres collectivités sont arrivées à des conclusions semblables, souvent en réaction à des situations de crise.

- › Les dirigeants autochtones (tant sur la scène politique qu'au sein des organismes) doivent jouer un important rôle de leadership dans la conception de la vision locale.

Former des relations avec les communautés

Le modèle Logement d'abord repose essentiellement sur une vision du monde qui est occidentale et clinique et qui combine une intervention médicale (le suivi intensif dans le milieu ou SIM, ou le suivi d'intensité variable ou SIV) et une attitude à l'égard du logement qui est fondée sur les droits de la personne. Or, les organismes communautaires qui assurent les services de Logement d'abord insistent sur le fait que leur approche est relationnelle, centrée sur les relations entre les gens et entre les collectivités. Cette approche est davantage que l'adoption programmatique d'éléments ou de services culturels.

- › Une approche de Logement d'abord qui est menée par la collectivité est reconnue comme étant fondamentalement différente et basée sur les relations que les gens ont entre eux et avec les terres traditionnelles qu'ils occupent. Le changement doit être ancré dans un ensemble autochtone de valeurs, de connaissances et d'actions subséquentes.

Par conséquent, pour mettre en place un programme Logement d'abord avec une communauté autochtone ou « autochtoniser » le modèle Logement d'abord, former ces relations est l'étape la plus importante. Les organismes communautaires partout au Canada ont insisté sur l'importance des bonnes relations, surtout avec les communautés autochtones, mais aussi entre le fournisseur de services et la personne, entre les organismes de services et entre les organismes de services et les autres intervenants du système (p. ex. les ministères de la Santé, de la Santé mentale, de la Justice, des Services à l'enfant et à la famille).

Il est important d'inviter les parties intéressées à la table pour que la collectivité s'engage à assurer la durabilité du programme. Les efforts déployés dès le début pour rassembler un vaste éventail de parties intéressées et de gardiens du savoir et abattre les cloisons sont critiques. Selon un fournisseur de services : « Plus on avance dans la planification et la mise en œuvre d'un programme Logement d'abord, plus on se heurte à des lacunes dans le système et au besoin de partenariats. Il est donc utile de former ces partenariats dès le début. »

Il est essentiel de former des relations avec et dans les communautés autochtones et de renforcer ces relations, mais l'approche et le contexte peuvent varier. Un organisme communautaire a un poste d'agent de liaison avec la communauté autochtone, dont le rôle est de renforcer les relations, de former des partenariats communautaires, de travailler avec la communauté et de tisser des relations avec les Premières Nations avoisinantes et avec la communauté autochtone urbaine. Selon cette personne :

« Toute ville qui est intéressée à être plus consciente dans sa façon de travailler avec la communauté autochtone, je pense qu'en premier, elle doit d'abord trouver des Autochtones qui sont respectés et bien connus, même si c'est seulement dans leur propre cercle; ces cercles peuvent être élargis. Mais quelqu'un qui est un leader et qui a le respect des gens. Et ensuite, il s'agit vraiment d'y aller et de former ces relations et de juste faire confiance au processus. »

⁷ Le terme « autochtoniser » employé dans ce document reflète une définition courante et veut dire mettre l'accent sur les Autochtones dans l'offre de Logement d'abord. Il faut toutefois noter qu'il y a des divergences et des désaccords pour ce qui est de l'emploi du terme et de la question de savoir s'il offre la meilleure compréhension possible du concept.

Créer le programme avec la collectivité

Les services de Logement d'abord ne devraient pas être imposés à une collectivité. Les programmes devraient être conçus conjointement dès le début de la planification, avec la participation entière et continue de la collectivité. Le modèle Logement d'abord devrait être considéré comme un modèle de référence, à localiser en fonction du contexte local et des caractéristiques de la collectivité.

Les collectivités autochtones ont des questions légitimes et importantes sur Logement d'abord et peuvent mettre en question le modèle et l'approche de l'intervention. Les projets qui ne considèrent pas ce que la collectivité veut, ce dont elle a besoin ou ce qu'elle a se heurtent souvent à des difficultés ou s'évertuent à offrir des services qui ne concordent pas avec les besoins de la collectivité. Pire encore, ne pas faire l'effort de bien consulter risque de renforcer la méfiance, surtout s'il n'y a pas de garantie d'engagement à long terme. Il est aussi nécessaire d'aider à faire connaître les principes de Logement d'abord et de renforcer ou de mettre à profit la capacité de la collectivité de l'entreprendre.

En règle générale, quand on présente Logement d'abord à une collectivité, il faut aborder les questions suivantes:

- › Qu'est-ce que Logement d'abord (où cela a-t-il commencé et qu'est-ce qui se fait au Canada)?
- › Qui sont les dirigeants locaux dans la collectivité et quel rôle l'ensemble existant de services peut-il jouer pour appuyer l'approche Logement d'abord?
- › Qu'est-ce que la réduction des méfaits? Pourquoi l'utiliser? Pourquoi pas l'abstinence?
- › Les services de Logement d'abord sont-ils compatibles avec la collectivité et avec la culture locale?
- › Comment les gens sont-ils logés? Comment ça marche?
- › Quel est l'engagement à long terme? Comment savons-nous que le programme ne prendra pas fin dans un an ou dans cinq ans?

Au bout du compte, les programmes doivent venir de la collectivité et être exécutés par la collectivité, en étant informés par des partenariats avec ceux qui connaissent le modèle Logement d'abord. La connaissance de Logement d'abord dans la collectivité et la capacité de l'exécuter peuvent ensuite être développées ou renforcées.

- › Les considérations culturelles locales doivent façonner la totalité de l'approche et du cadre de travail, à commencer par la création et la gestion jusqu'à la dotation en personnel, la conception et la mise au point des services.
- › Pour ce faire, il faut veiller à ce que les dirigeants communautaires locaux soient réellement inclus et mènent la mobilisation initiale ainsi que la mise en œuvre et l'exécution de Logement d'abord.

Les relations communautaires—et la confiance—prennent du temps

Travailler avec une collectivité à mettre au point une intervention Logement d'abord localisée prend du temps. Former les relations nécessaires avec les parties intéressées et les gardiens du savoir, consulter et mobiliser la collectivité, éduquer le secteur des services, sensibiliser le grand public, tout ça prend du temps. On sous-estime souvent le temps requis ou on n'en tient pas pleinement compte.

- › Le processus de mobilisation de la collectivité peut être très complexe, regroupant de nombreuses parties intéressées et soulevant de nombreuses questions, alors il est important de déterminer qui devrait être consulté et comment.
- › Les approches de développement communautaire sont très utiles pour entreprendre ce travail. Former et entretenir ces relations est un processus continu, pas une fin en soi.

« Ces choses prennent du temps. ... C'est comme toute relation avec une autre personne. Il faut que tu t'investisses. Il faut que tu sois prêt à être authentique, et à être humble, et prendre ton temps. »

Plusieurs organismes au Canada ont créé des postes voués à ce travail.

- › Le travail de formation de relations peut être différent selon le contexte local; il peut consister à rendre visite à des aînés et à les soutenir, à préparer et entretenir des lieux de cérémonie ou à rencontrer des fournisseurs de services pour établir des liens avec les systèmes et échanger des connaissances.

Bien que former des relations prenne du temps, les bailleurs de fonds et les administrateurs de programmes commencent à reconnaître les avantages de faire ce travail. Il est important pour une collectivité d'avertir les bailleurs de fonds et les administrateurs du temps requis pour consulter la collectivité de manière adéquate et appropriée et pour tisser des relations. C'est une démarche qui suscite la confiance et l'engagement et qui favorise le succès et la durabilité à long terme du programme dans la collectivité.

Relations avec le reste du système et le grand public

Les relations ne s'arrêtent pas à la collectivité locale, mais s'étendent à l'ensemble du secteur des services aux sans-abri, du système et de la collectivité. Dans le secteur des services aux sans-abri, l'adoption de Logement d'abord, ou de Logement d'abord pour les Autochtones, exige souvent un vaste changement de philosophie. Il peut y avoir de grandes lacunes dans les connaissances, qui nécessitent beaucoup de travail d'approche et d'éducation. Entretenir les conversations et les partenariats avec la collectivité aide à assurer sa collaboration et l'accès aux services pour les personnes à qui ils sont destinés.

Les grands systèmes peuvent aussi ériger des obstacles considérables au logement et au soutien pour les Autochtones et aux programmes à leur intention. Ces systèmes (p. ex. Logement, Santé, Justice, Aide à l'emploi et au revenu, Services à l'enfant et à la famille) ont tendance à être bureaucratiques et cloisonnés. Les programmes Logement d'abord peuvent entremêler les secteurs en créant des connexions, en veillant à ce qu'il y ait de bons liens entre les systèmes et en défendant le droit des personnes d'être soutenues pendant leur cheminement.

Les organismes communautaires ont aussi mentionné que former des relations avec ces systèmes peut ensuite avoir un effet sur le système même. Travailler avec divers ministères et sections du gouvernement dès le début peut faire changer les attitudes pour ce qui est de fournir des soutiens à des personnes qui pourraient autrement être considérées comme étant « trop difficiles à aider ». Par ailleurs, établir des liens avec des partenaires autochtones et découvrir la culture autochtone peut normaliser ce savoir et cette vision du monde dans les autres systèmes.

« La façon dont on aborde la conception des services ou des systèmes Logement d'abord doit vraiment être ancrée dans les collectivités autochtones. Parfois dans le projet [Chez Soi], on parlait de Logement d'abord comme d'un programme, mais c'est en fait un changement du système—on ne peut pas, fondamentalement, faire Logement d'abord sans changer et façonner le système, parce qu'il travaille dans de multiples secteurs, il fait tomber les cloisons, tu vois s'unir des gens qui ne travaillent traditionnellement pas ensemble. ... Alors le programme influence et change le système de nombreuses façons très pratiques. Et je pense que ce qui est particulièrement important pour reconnaître les besoins des populations autochtones urbaines, c'est aussi de l'ancrer dans le savoir et dans les besoins de ces communautés. »

Plusieurs organismes communautaires autochtones ont parlé de l'importance de mobiliser l'ensemble de la collectivité, le grand public. Logement d'abord n'est souvent pas bien compris par le public, qui peut réagir avec appréhension et parfois résister. Cette réaction peut poser des défis additionnels pour les programmes, surtout pour trouver et obtenir des logements. Éduquer et mobiliser le public peut toutefois aider l'ensemble de la collectivité à comprendre et à s'engager.

Comme nous le mentionnons partout dans cette section, les premières étapes de l'implantation et de la localisation de Logement d'abord requièrent un engagement de fond de nombreuses parties intéressées, tant autochtones que non autochtones.

Les parties intéressées doivent trouver des moyens de mettre le savoir local à profit et être prêtes à changer fondamentalement la manière dont les personnes sans abri sont aidées. Cela prend du temps et de la détermination.

2) Leadership et gouvernance

Cette section met en relief quelques approches de la gouvernance des initiatives Logement d'abord dans une collectivité. Adopter la bonne approche et avoir les personnes clés autour de la table dès le début peut être crucial pour égaliser le pouvoir et peut influencer le succès de l'intervention et sa durabilité à plus long terme. Bien faite, la mobilisation des parties intéressées, des gardiens du savoir et des échelons du gouvernement pertinents peut aussi renforcer les capacités et avoir un effet transformateur. Les premières phases de la mise en place de la structure de gouvernance dans une collectivité aident à préparer le terrain pour des collaborations entre ministères qui peuvent éventuellement mener à un décloisonnement et à des changements positifs au sein des systèmes.

Principes directeurs clés

Les organismes communautaires et les représentants autochtones ont souligné l'importance d'adopter une approche de la gouvernance qui est informée par la culture et qui devrait s'étendre à l'ensemble du réseau de fournisseurs de Logement d'abord et de décideurs locaux.

Trois principes directeurs ont été mentionnés à maintes reprises comme étant la clé d'une bonne gouvernance :

- > Confiance
- > Inclusivité
- > Humilité

Prendre ces principes au sérieux veut dire en « être conscient » et en imprégner tous les aspects du modèle de gouvernance. Pour « autochtoniser » l'approche de Logement d'abord dans une collectivité, un point de départ est d'adopter une façon de penser fondée sur ces valeurs, dans laquelle « le travail des directeurs généraux et des associés est simplement d'écouter ».

Les étapes initiales, les étapes de la conception, sont « le moment de bien faire les choses et de créer des structures qui font de la place à tout le monde ».

Les considérations suivantes peuvent informer la mise en place d'un modèle de gouvernance approprié, qui non seulement offre une sécurité culturelle, mais qui naît d'une approche fondamentalement centrée sur les Autochtones ou qui adopte une telle approche.

Mobiliser les dirigeants et les décideurs locaux

Lors de la conception de la structure de gouvernance, il est critique de mobiliser la collectivité et les dirigeants locaux. Comment et avec qui cette mobilisation se fait influence la formation du réseau qui exécutera le programme ainsi que le succès de celui-ci.

Qui est invité à la table?

Dans de nombreuses collectivités qui ont adapté Logement d'abord, la décision de le faire est née d'un sentiment de crise ou de préoccupations urgentes à propos de l'itinérance chronique et d'un désir d'essayer quelque chose de nouveau. Souvent, des groupes de décideurs locaux pertinents, représentant divers organismes et ministères gouvernementaux, avaient déjà été établis et ces groupes ont été institutionnalisés en comités directeurs pour l'implantation de Logement d'abord.

Que l'on officialise un groupe établi ou que l'on constitue un comité de toutes pièces, il est crucial d'inclure des dirigeants et des représentants locaux basés dans la collectivité. Quand on travaille avec et dans une collectivité autochtone, cela veut dire l'inclusion réelle de dirigeants autochtones pour gouverner le processus.

Gouvernance par les collectivités autochtones

Une des premières étapes de l'adoption d'une approche informée par les valeurs autochtones est de reconnaître que ce sont les Autochtones qui savent quoi faire et comment le faire, et que les dirigeants et les décideurs non autochtones doivent être à l'aise de demander de l'aide et de faire de la place à ce savoir.

« Cette humilité et cette volonté de demander de l'aide sont ce qui manque à tous les niveaux. Et c'est pourquoi il est si important d'avoir un personnel, une administration, une haute direction autochtones, à chaque échelon. »

« Nous avons aussi commencé notre travail par la direction de l'organisme, au début nous avons commencé par les inviter à venir à une suerie avec nous. Et le directeur général... était assez nerveux à ce sujet et pensait que nous devrions juste y aller et le faire et qu'il nous rejoindrait plus tard. Mais ensuite il est venu et je pense que cela a été énorme, cela a eu un énorme effet sur lui et sur tous les autres administrateurs qui sont venus. Et je pense que cela a été une vraiment bonne façon de commencer. ... Il nous a dit que cela avait été une expérience qui avait changé sa vie. »

Veiller à ce que tous les décideurs soient sensibilisés à la culture accroît les chances que la valeur unique que les Autochtones et les personnes qui ont une expérience vécue de l'itinérance peuvent apporter soit reconnue. Outre l'éducation culturelle et la sensibilisation, une approche autochtone de la gouvernance implique l'inclusion réelle d'Autochtones, à tous les échelons, c'est-à-dire dans l'administration, dans les équipes Logement d'abord et dans les instances décisionnaires, surtout celles qui guident l'orientation stratégique de la collectivité et les décisions en matière de financement.

La représentation au sein du conseil consultatif communautaire (CCC) local est particulièrement importante; de nombreuses collectivités, stratégiquement, commencent à décréter que le conseil doit comprendre des membres qui représentent la population ciblée (c'est-à-dire des Autochtones et des membres des nations particulières visées s'il y a lieu), ainsi que des personnes qui ont une expérience vécue.

« Où les Premières Nations peuvent-elles dire leur mot sur la façon dont les fonds sont dépensés pour les Autochtones sans abri? Combien de fournisseurs de logement ont des travailleurs autochtones et, s'ils en ont, combien d'entre eux font partie de la direction? »

Il est important d'avoir des représentants autochtones à des postes de direction et de gestion dans les organismes de services. Certaines collectivités estiment que cette représentation devrait être proportionnelle à la population qui reçoit les services. Dans une collectivité, il y a un CCC autochtone distinct en plus d'un CCC non autochtone. Le CCC autochtone a été établi en partie parce qu'on estimait que les tables où la représentation autochtone était limitée octroyaient toujours de l'argent aux organismes non autochtones. Comme l'a dit un conseil :

« Parce que quatre des neuf membres de notre conseil doivent être autochtones, nous avons de bonnes chances d'avoir ces points de vue communs, qu'ils soient Premières Nations, Métis ou autres. ... Pour ce qui est de la façon dont ils fonctionnent, je pense que c'est absolument merveilleux. Le conseil consultatif a bel et bien besoin d'une représentation plus large, parce que nous avons de la difficulté depuis un an à inciter les gens à s'impliquer mais ici encore, une partie de cela, je pense, est juste que les gens qu'on aimerait voir à cette table sont des dirigeants tellement dynamiques dans leur propre collectivité, alors le temps est toujours un gros problème. »

La question du bénévolat est importante.

On demande souvent aux dirigeants autochtones de donner de leur temps et de leur savoir à titre consultatif. D'aucuns ont souligné des problèmes liés à la « fatigue de représenter », car certains dirigeants communautaires sont invités à assumer de multiples fonctions ou de représenter la voix des Autochtones au sein de multiples conseils ou groupes consultatifs. On a aussi signalé la possibilité de conflits d'intérêts :

« Pour nous, le défi est de trouver des Autochtones qui sont au courant de ce qui se passe dans le secteur des services aux sans-abri qui peuvent siéger au CCC, au conseil consultatif communautaire, et qui ont le temps de le faire, vous comprenez? Parce que c'est en fait un petit groupe de personnes... qui ont assez de connaissances pour être utiles mais qui ne travaillent pas déjà pour un organisme, ce qui les empêche de siéger au CCC, vous comprenez? »

La voix des Autochtones doit être réellement impliquée et représentée dans toute structure de gouvernance de Logement d'abord et si des personnes autochtones, particulièrement des aînés, participent à titre consultatif, il faut les rétribuer adéquatement, comme signe de respect et de reconnaissance du don que font les conseillers et les dirigeants autochtones. (Il faut toutefois considérer avec soin la forme de rétribution. L'argent est apprécié, mais si une rémunération financière ou autre peut avoir des répercussions négatives pour une personne qui touche un revenu de retraite ou l'aide au revenu, alors une autre forme de rétribution serait probablement préférable.) S'il n'y a pas de rétribution, la situation risque de reproduire une forme de colonialisme (même si c'est par inadvertance).

« Ce qui arrive, c'est que tu donnes, encore, ... en tant qu'Autochtone, moi ou un membre de mon personnel, nous donnons constamment. Nous donnons de notre savoir. Nous donnons de notre temps. ... Ce serait ma mise en garde pour les organismes autochtones. On va vous demander d'être à toutes les tables, et quand tu prends un peu de recul et que tu te demandes, combien cet organisme aurait-il payé des consultants pour faire la même chose? Et qu'est-ce qu'on nous a donné pour notre temps et notre savoir et notre sensibilité et nos aînés. Ce sont vraiment juste les mêmes types de processus qui sont en place depuis la colonisation, juste une différente voie et une différente structure. »

Comprendre et mobiliser les dirigeants locaux et autochtones

Comprendre le contexte communautaire est essentiel pour l'implantation réussie d'un programme localisé. Une partie du processus d'adaptation consiste à comprendre les protocoles locaux distincts à suivre pour travailler avec les dirigeants Premières Nations et les mobiliser. Une première étape est de déterminer s'il y a des « groupes d'aînés reconnus et acceptés, ou des protocoles d'éthique, ou des modèles universellement acceptés » locaux pour travailler avec différentes nations locales. Mobiliser les dirigeants locaux nécessite aussi une compréhension du contexte politique local, surtout comment il a été formé par l'héritage du colonialisme.

Toute initiative Logement d'abord, de même que ses dirigeants, devrait avoir l'appui de la collectivité locale et de la communauté autochtone, ou, dans l'idéal, venir de la collectivité même, ce qui implique de former des relations, de demander la permission et les conseils des aînés, de mobiliser les organismes autochtones ou autres organismes communautaires respectés pertinents. Les dirigeants communautaires et les aînés locaux peuvent et devraient jouer un rôle dans l'établissement de la structure et de la programmation de Logement d'abord. Voici ce qu'a dit un organisme :

« [Dans notre organisme] il y avait une toxicité de très longue date, et le directeur à l'époque a fait pas mal de chemin, mais il résistait beaucoup, ... [mais] vous n'avez pas besoin de savoir, venez juste à nos côtés, nous allons vous montrer comment faire. "Si vous voulez réparer les choses, ai-je dit, faites venir un aîné." ... Et une aînée est venue tous les mercredis et elle a joué un rôle déterminant dans le changement de l'environnement. »

On voit encore ici l'importance de l'humilité et la recommandation pour les dirigeants non autochtones de rester en retrait et d'être disposés à cheminer « aux côtés » des Autochtones vers une mise en œuvre de Logement d'abord qui est davantage informée par la culture.

Reconnaître et mobiliser les dirigeants communautaires peut aussi vouloir dire former ou consolider des relations avec des bandes autochtones locales ou des réserves avoisinantes. Une collectivité a fait un sondage et, se rendant compte que la majorité des gens à qui elle offrait des services venaient de réserves avoisinantes, a veillé « à ce que tous ces groupes tribaux soient à la table. » Plusieurs collectivités ont dit que leur relation avec les réserves dans les régions rurales avait été importante pour les processus d'élaboration des programmes et pour les résultats. Certaines ont aussi mentionné l'importance de combler le fossé entre la ville et la réserve et de tisser des liens avec les réserves comme moyen de créer des possibilités ou de tirer parti des possibilités existantes pour les réserves d'établir des connexions avec les membres de leur population qui vivent en milieu urbain.

Mobilisation des autorités locales et des dirigeants politiques

À cause de sa nature interdisciplinaire, adopter Logement d'abord peut offrir une possibilité de mettre à profit et de consolider les relations avec différents ministères gouvernementaux et fournisseurs de services dans une collectivité. De nombreuses collectivités recommandent que les décideurs de Logement d'abord maintiennent une communication suivie avec les hauts fonctionnaires des ministères gouvernementaux et mobilisent aussi les dirigeants politiques.

« Je suis vraiment reconnaissant à la ville, vous savez, qu'ils fassent ces changements et puisent vraiment dans ces consultations communautaires et qu'ils y assistent. Comme le maire est venu à notre dernière. ... Il y a d'autres personnes de la ville qui y ont assisté. Mais ça envoie un message fort, et ça fait une différence qu'on se sache soutenus, et ça nous encourage à pousser pour le changement. »

Les dirigeants politiques peuvent être les champions qui encouragent l'acceptation de Logement d'abord par la collectivité. Une participation du milieu politique dès le début ouvre aussi la porte à un changement des plus grands systèmes.

L'approche et la structure de gouvernance

L'approche et la structure de gouvernance doivent être déterminées au moyen de réelles consultations avec les dirigeants et les représentants locaux et autochtones. Un important premier pas est de décider du mandat et de convenir d'une mission et d'une vision qui sont informées par la culture. Un moyen de faire en sorte que l'approche adoptée par la collectivité pour Logement d'abord soit sécurisante sur le plan culturel et informée par des Autochtones est d'incorporer cette condition dans la planification stratégique, la mission ou le mandat locaux, ce qui favorise aussi la transparence et la reddition de compte :

« Notre motivation a vraiment été de trouver des moyens de financer des organismes autochtones pour offrir des services aux Autochtones. C'est le message de notre CCC depuis le début. Et dans ces situations où tout le monde a postulé, nous avons eu la chance de pouvoir retourner au mandat donné par notre CCC et à notre barème... alors nous pouvons être transparents à propos de ce que nous faisons et de nos raisons. »

- › Les collectivités utilisent une gamme de modèles de gouvernance, qui ont chacun leurs points forts et leurs défis.


La plupart établissent (après un travail poussé de consultation et de collaboration) une entité centralisée qui sert d'organe administratif de Logement d'abord dans la collectivité. Souvent, cette entité assure le contrôle et l'évaluation et définit clairement les principes fondamentaux ou les approches que les divers organismes ou programmes Logement d'abord doivent obligatoirement suivre (versus ce qui est facultatif). Cette structure permet de diffuser une approche uniforme qui est centrée sur la culture, par exemple :

« Nous faisons une planification stratégique à tous les quatre ans. Une des choses qui a été intégrée à notre dernier plan stratégique a été de créer des postes autochtones et de créer des services de soutien pour notre personnel autochtone, mais aussi pour nos locataires, et que ça doit venir d'un endroit centralisé. ... C'est tout simplement épuisant de devoir [« autochtoniser »] chaque endroit. »

Cette entité centrale bénéficie des conseils des comités communautaires consultatifs ou des comités directeurs et est souvent responsable de maintenir le dialogue avec les ministères gouvernementaux et les équipes de services.

Avoir certains principes fondamentaux ou centralisés et une vision stratégique collective pour Logement d'abord dans une collectivité—ou une ossature, comme certains disent—est important. Par ailleurs, la vaste majorité des collectivités ont insisté sur l'importance d'accorder un haut degré de flexibilité et d'autonomie aux organismes de services pour ce qui est de déterminer comment établir et exécuter les programmes sur le terrain. Les préoccupations de la collectivité, et celles de la population visée, devraient être au cœur des décisions et les guider, et il devrait y avoir des réunions fréquentes et régulières avec les gestionnaires de cas et ceux qui travaillent « sur le terrain ». Certaines collectivités ont adopté ce qu'elles appellent une structure de gouvernance « collective » ou de « coalition ».

Adopter une approche plus autochtone de la gouvernance veut dire égaliser le pouvoir et éliminer la verticalité des relations. Cette manière de procéder implique de reconnaître et de respecter le fait que les collectivités et les organismes dirigés par des Autochtones savent mieux comment travailler avec et dans leur propre collectivité, et de veiller à ce qu'ils aient les ressources et la latitude nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des approches de programmation qui font vivre une vision autochtone.

 À Winnipeg, on a fourni le cadre de travail général, avec des critères établis pour les programmes, puis chacun des organismes a été libre de créer son approche particulière et la série de soutiens et d'activités qu'il était le mieux équipé pour offrir. Nous estimions que cette façon de procéder offrait une certaine indépendance dans un contexte de paramètres collectifs.

Comment les décisions sont prises

Le comment de la gouvernance est encore plus important que la structure organisationnelle même. La gouvernance ne doit pas être vue comme étant quelque chose de nécessairement hiérarchique ou vertical, mais plutôt comme étant marcher aux côtés, comme un cheminement fait aux côtés des collectivités autochtones, de compagnie avec les dirigeants communautaires ainsi qu'avec ceux qui reçoivent les services.

« Ce qui est très important, c'est que la collectivité voie que ce [qu'on fait] est vraiment marcher aux côtés de la collectivité plutôt que, vous savez, des décisions qui viennent d'en haut. ... J'entends dire très clairement qu'il est nécessaire que ça vienne de la collectivité et que la collectivité ne soit pas seulement impliquée, mais mène le processus, essentiellement, et ensuite le résultat est ce que la collectivité veut. ... Et pas rien qu'une participation autochtone symbolique, nous sommes très clairs là-dessus. »

L'approche de la prise de décision pourrait donc devoir être plus horizontale et plus équitable, et reposer sur la collaboration et le consensus, par exemple.

« Nous préférons dans notre langue et dans nos traditions sous-jacentes qu'en réalité nous ne voulons pas de président, nous avons besoin d'une personne qui siège au fauteuil. Ce n'est pas un chef, c'est une personne qui occupe le fauteuil. C'est quelqu'un qui va simplement gérer la réunion. Tout est en table ronde, tout le monde a une voix, et il n'y a jamais de décision qui est prise par une seule personne. ... Les décisions sont prises par consensus. »

Le groupe coordonnateur qui supervisait le projet à Winnipeg, par exemple, servait surtout d'entité qui facilitait le travail de chaque organisme et s'efforçait de résoudre les situations avant qu'elles ne deviennent des problèmes. Le dialogue qui prenait place était considéré comme un vrai dialogue et a renforcé le travail du projet. Parler, écouter et travailler en collaboration était vu comme une manière autochtone de superviser le travail qui devait être fait.



Comités directeurs et consultatifs

Presque toutes les collectivités avaient un comité ou un cercle directeur ou consultatif informé ou dirigé par des Autochtones. Les exemples les plus réussis de ce genre de comité offrent à leurs membres de réelles possibilités de travailler avec les dirigeants centraux, de contribuer, de faire de la résolution de problème et ne leur demandent pas simplement de distribuer le financement. Certains sont gérés comme des cercles de la parole et donnent aux décideurs et aux représentants des organismes de services des chances de réseauter, d'analyser les problèmes plus complexes et d'échanger des idées.

Quelle que soit la structure mise en place, elle devrait être le produit d'une participation et d'une consultation réelles de la collectivité.

Reddition de compte et évaluation continue

La consultation et la participation de la collectivité doivent être réelles et continues, et des mécanismes permettant aux gens d'exprimer leurs commentaires devraient être incorporés à la structure. Par exemple, quelques collectivités et organismes tiennent des fêtes annuelles ou saisonnières, lors desquelles les membres de la collectivité peuvent donner leur avis sur la prestation des services et sur les programmes. Ces occasions sont aussi de bons moyens de contrôler et d'évaluer le fonctionnement du programme.

« Les rassemblements sont une occasion non seulement de faire le récit de ce qui se passe, mais aussi de savoir ce que la collectivité pense. Ce que nous faisons habituellement à la fin d'une rencontre, c'est de compiler un rapport récapitulatif, et puis nous prenons les commentaires qu'on nous fait, et les choses qu'on entend de la collectivité à propos de ce qui est important—ce sont ces choses-là que nous utiliserons pendant l'année pour informer le travail que nous faisons. »

Les tables de gouvernance locales, comme le conseil consultatif communautaire, jouent un rôle vital dans l'échange de commentaires entre ceux qui travaillent sur le terrain et ceux qui occupent des rôles de plus haut niveau et des rôles de financement.

« Je pense que la majeure partie de notre mouvement vers les services sociaux est venue du fait que le directeur de la sécurité du revenu siégeait au CCC et que nous avions ce lien personnel avec eux. Mais nous informions aussi constamment le gouvernement des succès et des défis, et nous demandions des réunions avec les administrateurs pour maintenir cette ligne de communication ouverte. En réalité, notre travail a été de créer ces liens et de défendre les programmes autant que nous le pouvions. »

Encore une fois, la reddition de compte sur le programme peut être renforcée en ayant une représentation autochtone appropriée et en incluant les Autochtones aux tables de gouvernance et au sein de la direction de Logement d'abord.

Financement

Bien qu'il soit essentiel d'avoir des Autochtones dans des rôles de gouvernance et des rôles consultatifs, la clé est qu'ils aient la maîtrise des décisions de financement ou qu'ils y participent véritablement. Il est important de comprendre l'histoire du paysage des services sociaux pour éviter d'organiser le flux du financement d'une manière qui crée des rivalités entre fournisseurs de services ou qui raffermir ces rivalités. La compétition pour obtenir des fonds et l'histoire des relations entre les fournisseurs de services et au sein des plus grands systèmes de services peuvent miner le processus de formation de relations. La structure de gouvernance—le mandat et la vision collective d'une collectivité—peut toutefois être conçue d'une manière qui contribue à abattre les cloisons et à éliminer la compétition pour le financement :

« Notre équipe de logement a vraiment été une étape importante pour faire tomber ces cloisons. Quand j'ai commencé à travailler dans le secteur sans but lucratif, il était assez cloisonné et protectionniste. Et c'est normal. Tu protèges vraiment ton financement. Avec raison. Après tout, tu ne survis pas sinon. Mais avec cette équipe de logement, elle a commencé à amener les gens autour de la table à voir qu'ils n'étaient pas tellement différents. Les idées fausses ont commencé à tomber. Et nous voyons de meilleures relations de travail entre les organismes. »

Une autre considération est dans quelle mesure et à quelle vitesse les investissements vont vers les programmes Logement d'abord.⁸ Avec assez de soutien du gouvernement et une vision commune, la collectivité peut se rendre compte que « ce n'est pas que ce groupe d'organismes essaie nécessairement d'avoir tout le financement ou d'obtenir de plus en plus de financement, mais simplement qu'il y a un changement de paradigme en faveur de solutions à plus long terme, plus permanentes, pour les gens plutôt que... [le financement soit] axé davantage sur les interventions d'urgence. »

Plusieurs collectivités ont mentionné le défi de la représentation autochtone et la possibilité de conflits d'intérêts; elles veulent une représentation autochtone au sein de leur CCC, mais si ces personnes travaillent aussi avec ou pour un organisme de services, il est difficile pour elles de demander du financement au CCC.

« Un problème que nous avons vraiment est qu'il y a si peu d'intervenants [autochtones] dans la collectivité que quand le financement arrive, ils font une demande. Et nous ne permettons pas aux personnes qui ont fait une demande de participer aux décisions sur l'attribution des fonds. Alors, tout à coup, nous avons beaucoup de fonds, mais des décisions pour financer la lutte contre l'itinérance chez les Autochtones qui sont prises sans que les Autochtones soient représentés à la table. »

C'est un point important à considérer au moment d'établir une structure de gouvernance et de penser au flux du financement dans une collectivité. Certaines collectivités conçoivent aussi leurs critères de financement de façon que les groupes communautaires locaux qui représentent la principale population ciblée soit avantagés dans le processus de demande. Les critères peuvent comprendre, par exemple : « être vu dans la collectivité comme étant un organisme autochtone; être dirigé par des Autochtones (si plus de 50 % de votre conseil est autochtone); et si vos principaux clients sont Autochtones... Notre motivation a vraiment été de trouver des moyens de financer des organismes autochtones pour offrir des services aux Autochtones. »

Certains ont dit que cette philosophie devrait s'étendre à la méthode de répartition du financement. Le financement peut être proportionnel à la collectivité qui en a besoin. Par exemple, les chiffres indiquant que 40 p. 100 de sa population de sans-abri était autochtone, une collectivité a décidé : « Eh bien, nous devrions veiller à ce que notre financement soit à 40 % autochtone. »

Une façon de permettre plus d'autonomie de gouvernance grâce au financement est en prévoyant des modalités de financement flexible. L'idée derrière l'aide financière flexible est que les organismes de services Logement d'abord et les personnes qu'ils soutiennent sont capables d'utiliser l'argent comme ils le jugent bon pour stabiliser leur logement et leur situation. L'entité centrale ou la coalition exécute les décisions en matière de financement et le coordonne. Le financement flexible permet aussi aux organismes de répartir les fonds en fonction des besoins locaux (qui évoluent); les régions plus petites pourraient avoir besoin de plus d'argent pour les cas aigus s'il n'y a pas d'autres organismes de services en ville à qui les envoyer, par exemple. Une collectivité offrant un financement flexible a fait cette observation :

⁸ Il faut noter que le financement fédéral (sous la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance, maintenant Vers un chez-soi) dépend de l'inclusion de Logement d'abord. Ce changement d'orientation a obligé les collectivités qui étaient admissibles au financement à rapidement adopter Logement d'abord.

« L'intention directe très ciblée était que les clients détermineraient comment l'argent serait dépensé, ce qui évidemment a laissé les programmes aux prises avec la question de savoir, "Comment est-ce qu'on budgète, comment peut-on vraiment savoir si quelqu'un a besoin de ce montant ou de ce montant?" Et ce que les organismes ont découvert en règle générale est que les clients ne demandent pas vraiment plus que ce dont ils ont besoin. »

Les modèles de financement flexible peuvent être une manifestation de la décision de rester en retrait, tout en maintenant des lignes de communication claires et des possibilités de mobilisation, et de laisser les groupes qui sont « sur le terrain » déterminer la meilleure façon d'obtenir des résultats. Le travail de Logement d'abord et le renforcement des capacités de la collectivité sont des processus qui prennent du temps et qui dépendent de la confiance. Comme l'a souligné un dirigeant autochtone :

« Les résultats sont le processus, vous savez. C'est quelque chose de difficile à apprendre... Oui, et ça prend beaucoup de temps. C'est juste que, je ne sais pas, qu'est-ce que c'est en fait? Une mentalité de confiance. Oui, de confiance. »

Dans la mesure du possible, cette manière de comprendre les choses devrait informer les exigences en matière de rapports et les résultats attendus par les bailleurs de fonds.

Potentiel de transformation et souveraineté autochtone

Les collectivités peuvent adopter une approche informée par la culture qui incorpore les valeurs autochtones. Qui plus est, si l'approche adoptée par une collectivité pour localiser ou « autochtoniser » Logement d'abord est plus exhaustive et bien menée, elle peut à la fois renforcer les capacités et transformer.

- › Pour ce, il faut que les valeurs autochtones soient constitutives. Logement d'abord et ses structures ne doivent pas seulement les refléter ou les représenter mais être construits suivant et par une approche menée par des Autochtones.

« L'incorporation d'éléments autochtones dans le contexte de Winnipeg, on en parle souvent de deux façons. Une est que ce soit dirigé par des Autochtones et que des organismes autochtones fournissent les services, et l'autre est d'avoir des programmes spécifiquement autochtones avec, vous savez, des éléments culturellement appropriés, la cueillette d'herbes médicinales et ce genre de choses. Mais un autre morceau est l'apprentissage de la culture autochtone et la réconciliation avec le personnel non autochtone. »

- › Transformer l'organisme peut être un point de départ pour transformer ou « autochtoniser » les plus grands systèmes. Il faut alors reconnaître l'héritage continu de la colonisation au sein des systèmes, puis travailler à décoloniser les systèmes mêmes. Reconnaître le fait, comme beaucoup l'ont dit, « n'est que le début du travail ».

« Je veux nous voir avoir notre propre cadre de travail autochtone, quelque chose qui est intégré au mandat de l'organisme, vous savez, pour que tout, à commencer par nos ressources humaines [jusqu'à tous les aspects de l'organisme]—comme, je veux que ce soit dans tout. »

Outre le changement organisationnel, mobiliser les dirigeants politiques peut aussi ouvrir une brèche qui peut mener à un plus grand changement de paradigme culturel.

« Je nous vois vraiment plus comme une sorte de mouvement qu'un organisme. Je pense que dans notre cas, dès que j'ai embarqué après qu'on m'ait demandé, je me suis en quelque sorte buté, je me suis campé et je n'étais vraiment pas intéressé à démarrer un autre organisme. J'avais vraiment l'impression que si l'organisme, que si le gouvernement n'était pas autochtone et n'incluait pas des dirigeants politiques, nous resterions simplement un organisme de services toujours en train de besogner et nous n'influencerions pas les politiques ou les structures, vous comprenez? Et donc dès le début, il a été établi qu'il y aurait deux représentants de chaque groupe tribal, comme un conseiller de bande ou un chef.. Et cela a vraiment eu un effet parce qu'ils sont capables d'apporter de l'information à l'Assemblée des Premières Nations quand tous nos chefs se réunissent. ... C'est vraiment important parce qu'au bout du compte, ce sont les chefs qui deviennent les principaux lobbyistes et défenseurs de la cause, parce que les portes des ministres et des fonctionnaires gouvernementaux leur sont ouvertes, alors que nous n'y avons accès qu'au compte-goutte. »

Reconnaître la souveraineté autochtone et faire de la place à l'autogouvernance au sein des organismes Logement d'abord et de la plus vaste structure de gouvernance organisationnelle, est un pas vers la réconciliation.



3) Localiser Logement d'abord dans un cadre de travail fondé les forces de la collectivité

La capacité de mettre en marche une initiative Logement d'abord exige une vision et du leadership, afin de créer le bon environnement local, y compris une solide structure de gouvernance menée par la collectivité (comme nous l'expliquons dans les sections précédentes). En outre, les dirigeants communautaires et les personnes en situation d'itinérance doivent se voir reflétés clairement dans tous les aspects de tout modèle considéré. Les dirigeants autochtones résumant souvent cette condition ainsi : « Rien sur nous sans nous ». Pour l'implantation et l'exécution de Logement d'abord à Winnipeg en 2009, les principes ci-dessous se sont révélés être fondamentaux pour que les dirigeants autochtones aient le sentiment que le processus était localisé et qu'il leur appartenait :

- › Fournir des soins qui tiennent compte des traumatismes, reconnaître la culture et la diversité, se fonder sur les forces et veiller à ce qu'il y ait coopération et collaboration.

Dix ans plus tard, ces quatre principes sont devenus enracinés dans les modèles actuels d'exécution de Logement d'abord à Winnipeg; ils étaient aussi présents dans d'autres collectivités visitées au cours de ce projet.

Les principes, développés ci-dessous, ont aidé à encadrer et à ancrer le modèle de prestation des services du projet Chez Soi d'une manière qui reflétait mieux les réalités locales. Ils peuvent aussi donner aux autres collectivités des perspectives sous lesquelles considérer les choses dans leur propre cheminement vers une implantation plus localisée de Logement d'abord.

Les principes sont les suivants :

- › **Fournir des soins qui tiennent compte des traumatismes**, c'est-à-dire qui reconnaissent l'effet qu'ont eu les systèmes depuis le premier contact, à commencer par les impacts de la colonisation.

⁹ *On nous a dit que « les autres cultures ne connaissent pas bien le rôle des Autochtones dans la collectivité. Les systèmes conventionnels dont les gens font partie n'utilisent pas cette façon de travailler avec les gens; c'est davantage un point de vue selon lequel il y a des gens qui "donnent" et des gens qui "prennent". Il n'y a pas de sentiment de réciprocité, de reconnaissance que les fournisseurs de services ont une bonne vie à cause de la souffrance des gens. Il n'y a pas d'inclusion sociale dans une société qui voit les gens comme donnant ou prenant—un côté a quelque chose à offrir, l'autre n'a rien. »*


- › **Reconnaître la culture et la diversité** en sachant qui on est et les méthodes utilisées pour guérir au fil des générations, telles que :
 - l'importance pour les Autochtones de se réapproprier les pratiques culturelles déclarées illégales; la perte de ces pratiques a contribué grandement à la façon dont les choses sont aujourd'hui;
 - reconnaître le rôle des gens dans la collectivité et leur importance en tant que personnes entières;⁹
 - travailler à aider les gens à se réapproprier la compréhension de leur rôle et de leur importance dans un cadre de travail fondé sur l'inclusion sociale.
- › **Se fonder sur les forces** et souligner que les gens sont sur cette planète pour une raison et que chacun a des connaissances, des dons et une sagesse à transmettre. Reconnaître que nous sommes tous dans le même bateau et :
 - être honorés quand les gens nous laissent marcher avec eux dans leur cheminement vers une bonne vie;
 - reconnaître que les gens n'ont pas besoin d'être « arrangés » et qu'ils ne sont pas la cause de leur propre déclin.
- › **Veiller à ce qu'il y ait coopération et collaboration** et reconnaître que les peuples et les organismes autochtones ont les compétences et les connaissances voulues pour travailler auprès des Autochtones et qu'il faut développer et accroître les capacités de la communauté. Il faut notamment :
 - former le personnel et avoir des ressources en infrastructure adéquates pour pouvoir travailler avec les gens dans l'environnement dans lequel ils se sentent le plus chez eux;

- obtenir un financement adéquat et à long terme, en reconnaissance du fait qu'une partie de la raison pour laquelle nous sommes là où nous sommes est que les organismes autochtones sont sous-financés et trop serrés dans leur budget pour pouvoir financer des projets à long terme;
- avoir des ressources monétaires suffisantes pour soutenir les gens dans le cheminement de guérison qu'ils ont choisi pour eux-mêmes (ce qui peut comprendre, par exemple, la réconciliation avec leur famille et les moyens de retourner chez eux);
- comprendre le besoin de mobiliser les fournisseurs de services non autochtones afin de former des relations et de renforcer la confiance en vue d'amener l'ensemble du système à voir les gens avec qui ils travaillent comme des personnes entières qui ont une histoire et qui sont affectées négativement depuis des générations.

Un objet primordial du présent guide est de dissiper le mythe voulant que le cadre de travail de Logement d'abord soit rigide et mette trop l'accent sur la fidélité. Au contraire, ce que nous avons observé est que de plus en plus, les responsables trouvent des moyens novateurs de mieux aligner le modèle sur les priorités et les valeurs de la collectivité. Ceci dit, le défi récurrent qui se pose lors de la localisation de Logement d'abord est souvent de comprendre comment adapter une approche strictement structurée, en restant conforme aux principes de base de Logement d'abord, pour que le modèle devienne ancré dans la culture et enraciné dans les priorités locales et les quatre principes énoncés plus haut.


La section qui suit met en relief certaines considérations qui ont aidé les collectivités à façonner l'approche de Logement d'abord en fonction de leur contexte local.


Le résultat est qu'on veille davantage à ce que des facteurs tels que la culture, la collectivité et les relations jouent un rôle de premier plan dans la création d'une voie positive vers le rétablissement et vers la cessation de l'itinérance dans un environnement déterminé localement.

 *Il ne faut pas voir Logement d'abord comme un cadre de travail rigide; bien que les principes directeurs doivent être inclus, les adaptations locales doivent venir de la communauté autochtone et lui être destinées.*


La population visée


L'exécution de Logement d'abord doit être centrée sur la connaissance de la population locale en situation d'itinérance. Dans les collectivités qui ont une proportion élevée d'Autochtones en situation d'itinérance, nous avons observé les deux faits fondamentaux suivants :

 *C'est la communauté autochtone qui doit soutenir les personnes par le truchement d'organismes qui doivent mener et fournir les soutiens appropriés.*

 *La meilleure façon d'offrir les soutiens est de comprendre pleinement l'impact que l'histoire a et continue d'avoir et de voir la personne comme un être complet « avec qui marcher, pas à arranger ».*

Comprendre la population locale de personnes en situation d'itinérance est critique pour veiller à ce que les bons organismes offrent Logement d'abord et à ce que les programmes les plus pertinents y soient intégrés. Souvent, les collectivités se fient à leur compte ponctuel local ou aux recensements locaux pour comprendre la démographie de la population locale de sans-abri. Certaines ont utilisé des sondages locaux auprès des personnes qui demandaient des services du secteur au moment en question pour déterminer qui vivait ou risquait de vivre l'itinérance.

 *Les bons renseignements viennent de nombreuses sources, y compris des gardiens traditionnels du savoir, des aînés, des membres de la collectivité et des personnes qui ont une expérience vécue de l'itinérance, de même que d'études universitaires.*

 *Une bonne coopération et de solides collaborations peuvent aider à unir les gens d'une manière qui permet de réellement mieux comprendre les besoins et les solutions.*

Des données fiables peuvent aider à combler les divergences entre les réalités comprises par les gens qui ont une expérience vécue et par les travailleurs de première ligne, et entre ces réalités et les opinions des décideurs locaux et du public. Il est aussi important de consulter les personnes qui ont une expérience vécue afin de pouvoir puiser dans leur expertise pour déterminer les besoins et obtenir leur avis sur les approches et les soutiens. Encourager davantage de coopération est essentiel pour faire une évaluation exacte des populations à soutenir.

Certains intervenants qui font ce travail ont signalé qu'il faut se garder de présumer qu'il y a une approche généralisée ou pan-autochtone comme cadre de travail pour Logement d'abord : « Quand je leur ai demandé [aux bailleurs de fonds] quand nous avons commencé ce travail, alors quand vous dites "Autochtones", à qui offrez-vous des services, d'où viennent-ils? Ont-ils fréquenté les pensionnats? Littéralement aucun organisme ne savait grand-chose à propos des gens à qui ils offraient des services. » Cette remarque montre l'importance continue de comprendre la collectivité locale et d'être pleinement conscient des caractéristiques de la population locale, de ses besoins et du regroupement d'organismes qui serait le plus capable de mener à bien l'approche Logement d'abord. Depuis trop longtemps, la prestation des services et le financement ne sont pas nécessairement alignés sur les besoins locaux. Le résultat est que beaucoup trop d'organismes non autochtones ont fourni des services sans vraiment veiller à être au courant des types de soutien nécessaires ou des méthodes de prestation appropriées.

Les approches doivent être établies d'une manière qui reconnaît les expériences locales distinctes tout en honorant les forces uniques des peuples autochtones. Nous avons observé une grande diversité dans les populations autochtones canadiennes et les pratiques culturelles locales, les enseignements, les manières de voir le monde, les cérémonies et le rôle des aînés. Une approche qui réussit à un endroit n'aura pas nécessairement le même succès ailleurs.

- › Ce qui met en relief encore une fois l'importance de réunir les dirigeants locaux et de veiller à ce que le point de départ de Logement d'abord soit fermement établi par les dirigeants communautaires qui comprennent le mieux les besoins locaux.

Nous avons aussi remarqué que les chemins qui mènent à l'itinérance dérivent des conditions locales. Dans une collectivité du nord, par exemple, il y a une grande population d'Inuits dans les quartiers défavorisés du centre-ville qui « sont sans abri parce qu'un membre de leur famille est en ville pour y recevoir des soins médicaux et qu'ils ne veulent pas qu'il soit seul, ils ne veulent pas être loin de lui. »

Pour ce qui est de l'itinérance liée à des raisons médicales, les collectivités doivent s'efforcer de trouver des moyens de réagir à la pénurie soudaine de logements causée par l'arrivée de personnes avec les membres de leur famille qui reçoivent des soins de longue durée. Cette situation existe dans de nombreuses collectivités canadiennes (grandes et petites) où les gens viennent du nord, des régions rurales ou des régions éloignées pour recevoir des soins médicaux. Bien que ce problème ne soit peut-être pas directement du ressort de Logement d'abord, il met en relief encore une fois le besoin d'avoir de la flexibilité dans le système de logement pour répondre à une gamme de besoins. Il exige aussi que les équipes Logement d'abord comprennent bien les facteurs locaux qui contribuent au nombre de personnes sans abri. Il y a eu des cas dans lesquels une personne recevant des soins dans une collectivité s'est retrouvée incapable de retourner chez elle pour une variété de raisons (dont certaines contribuent à l'itinérance à court et à long terme).

Dans d'autres cas, l'itinérance urbaine a un lien avec la pénurie de logement dans les réserves, qui pousse certaines personnes en dehors de leur collectivité et vers les milieux urbains :

« Dans les collectivités Premières Nations, les appartements, ça n'existe tout simplement pas... et les maisons sont pour les familles. Alors tous ces gens, s'ils sont des personnes seules ordinaires, surtout celles qui ont des problèmes de toxicomanie, tu ne vis pas sur la réserve parce qu'ils ne vont pas te garder et pas nécessairement parce qu'ils ne te veulent pas... il n'y a pas de place pour ces gens dans une collectivité qui n'a pas de logements. Alors... quand ils viennent ici, il n'y a pas d'autre place où vivre que dans le refuge pour les sans-abri, alors ils vivent dans la rue et ils vivent dans le bois. »

Au bout du compte, il faut reconnaître qu'il y a différentes formes d'itinérance et qu'elle est vécue différemment dans divers contextes communautaires, tout comme il y a différentes sources de traumatisme et différents défis liés à la toxicomanie (et aux différentes sortes de dépendances). Comprendre la véritable nature de l'itinérance même et ses causes profondes est important pour déterminer le type de logement et les soutiens qui seront les plus appropriés et les plus efficaces.

La difficulté de loger les personnes sans abri dans une petite collectivité peut accroître considérablement la pression sur les équipes Logement d'abord, à qui on demande de travailler avec un stock limité de logements disponibles. Il s'ensuit que les logements abordables et les options pour toutes les personnes en difficulté sont rares ou, dans le cas des petites villes du nord, sont extrêmement dispendieux et limités. Dans les plus grandes villes, les personnes qui ont eu des difficultés de logement ou qui ont des antécédents de location tumultueux sont capables de trouver plus d'options que dans les petites collectivités, où un nombre plus restreint de propriétaires locataires fait que certains sont incapables de se trouver facilement un logement.

Le contexte communautaire local

Histoire

Au début de ce rapport, nous avons inclus la définition de l'itinérance autochtone de Jesse Thistle, qui met en relief le besoin de comprendre l'itinérance actuelle dans un contexte colonial plus vaste qui reflète les réalités distinctes d'être sans abri et déconnecté de ses terres et de ses réseaux familiaux. Ce point de vue a été saisi dans une entrevue à Winnipeg où une personne a dit :

« L'itinérance n'est pas juste le sentiment que je n'ai pas de maison à Winnipeg, mais aussi ce sentiment que je n'ai pas de maison dans les terres traditionnelles de mon peuple, alors façonner notre compréhension, éduquer tout le projet sur ce que l'itinérance veut dire pour les gens, je pense que c'était vraiment important. »

Reconnaître le traumatisme historique et son rôle comme cause profonde de l'itinérance autochtone est un point de départ approprié pour les collectivités et pour les gens au moment où ils commencent leur cheminement dans Logement d'abord. Ils devraient également élargir leur conscience du traumatisme et « peser réellement le traumatisme historique dans l'action sociale et les services et le soutien. »

On voit encore ici que les réponses locales doivent s'articuler autour des quatre principes par lesquels nous avons commencé cette section, soit fournir des soins qui tiennent compte des traumatismes, reconnaître la culture et la diversité, se fonder sur les forces et veiller à ce qu'il y ait coopération et collaboration. Nous avons observé régulièrement ces quatre principes dans de nombreux modèles étudiés pour ce projet.

Les organismes non autochtones qui appliquent ces principes doivent faire assez de place à ceux avec qui ils cheminent pour que les Autochtones soient à l'aise de dire : « Vous savez quoi, on a été tellement maganés par le système qu'on ne vous fait vraiment pas confiance. »

Cette citation reflète la réalité d'avoir à travailler d'une manière qui est vraiment axée davantage sur la coopération et la collaboration. Le système qui a longtemps négligé l'importance de soutenir les organismes autochtones, d'apprécier leur valeur et de les financer adéquatement doit reconnaître qu'il est important que la prestation des services soit dirigée par des Autochtones.

Voici le même problème formulé différemment :

« Mon enseignement est que la confiance est donnée à tous; le manque de confiance se mérite. Ce que ça me dit, essentiellement, c'est qu'au fil des générations, le manque de confiance a été mérité; il l'a été pour bien des raisons, y compris avoir déclaré nos enseignements illégaux, avoir pris nos terres, avoir pris nos ressources, avoir pris nos familles, voir les gens comme étant dans une relation où certains donnent et certains prennent. Personne n'admet que nous sommes là où nous sommes parce qu'un des principes primordiaux de la colonisation est de prendre—ce qu'ils font encore—mais je ne sais comment ils voient les gens à qui ils ont tout pris comme étant ceux qui “prennent” et [les colonisateurs] comme étant ceux qui “donnent”. »

Géographie

Pour adapter Logement d'abord localement, la taille de la collectivité et celle de la zone desservie sont des considérations importantes. De nombreux fournisseurs de services ont dit que des gens de la région qui comprennent l'histoire, les priorités, les besoins et les forces de la localité doivent participer à la coordination et à la dotation en personnel des initiatives Logement d'abord. C'est un point sur lequel on a particulièrement insisté dans les collectivités des régions éloignées et du nord, mais il a de la valeur pour tous les endroits qui mettent en œuvre Logement d'abord ou songent à le faire.

À mesure qu'elles concevaient les services, certaines collectivités ont reconnu le caractère unique du travail dans un territoire non cédé.¹⁰ Cette observation renforce l'importance de comprendre ce que ça veut dire pour un Autochtone que d'être itinérant sur ses propres terres et cette compréhension devrait informer la façon dont on travaille avec les personnes dans ces territoires. Comme l'a dit un fournisseur de services :

« Je suis Autochtone, mais... je fais mon travail ici dans [un différent] territoire. ... Parce qu'ici, c'est un territoire non cédé; il n'y a pas de traité, il n'y a pas d'entente, et alors littéralement nous, les organismes, nous fonctionnons illégalement. Et alors il a fallu pas mal de travail pour que [la direction] se rentre ça dans la tête, que c'est très important... Et aussi de reconnaître que beaucoup des gens avec qui nous travaillons sont sans abri sur leurs propres terres ... »

Pour suivre les protocoles locaux, il faut aussi comprendre exactement de quel territoire il s'agit. Un fournisseur a décrit l'importance de ce fait pour tenir des cérémonies particulières, telles que nommer la maison dans laquelle un client devait être placé :

« Le processus que je dois suivre maintenant, [je dois parler aux] gardiens des connaissances linguistiques. Tout ce que je dois faire, c'est nommer la maison. Ce qui est tout un processus en soi. Ce qui arrive c'est que souvent, tu as des collectivités urbaines qui pensent en quelque sorte que c'est O. K. Parce qu'elles sont urbaines, mais il faut demander la permission du territoire sur lequel tu es. »

Nous incluons ces citations pour donner un aperçu d'un domaine beaucoup plus riche de traditions et de contextes locaux. Les collectivités autochtones du Canada sont immensément riches et diverses, avec des traditions et des protocoles locaux qui façonnent leurs façons uniques de savoir.

¹⁰ Au Canada, on entend par terres « non cédées » les terres sur lesquelles le titre ancestral des Autochtones n'a été ni cédé, ni acquis par la Couronne.

Ces exemples montrent sous une autre perspective la nécessité de veiller à ce que tous les programmes Logement d'abord aient la capacité et la flexibilité de refléter le mieux possible la géographie et le leadership de la localité. Il n'y a pas de modèle unique et il y aura souvent des conflits et des défis, mais le premier pas est toujours d'essayer de tenir compte le mieux possible des conditions locales et de relever les défis au moyen de solutions infusées du savoir local. Notre objet est de mettre en relief la nécessité de confier aux dirigeants locaux le soin de déterminer les meilleurs moyens d'adapter l'implantation locale de Logement d'abord.

Le fait est que le Canada est géographiquement vaste et que certaines collectivités servent de points de transit ou de convergence pour les Premières Nations ou les Inuits des environs qui cherchent à obtenir des services (que ce soit des services de santé, d'éducation, de logement, d'emploi ou des services sociaux). Il est donc important de comprendre l'effet de cette mobilité sur la taille, la démographie et les caractéristiques de la population sans abri dans une collectivité donnée.

Pour certains Autochtones, la transition à la vie urbaine peut s'accompagner d'itinérance et de déconnexion d'avec leur culture, leur famille et leur communauté. Comprendre la dynamique de la mobilité de certains Autochtones est important non seulement pour ceux qui fournissent les services, mais aussi pour les bailleurs de fonds qui définissent les limites territoriales des activités du programme. Bien que ce sujet ne soit pas du ressort du présent travail, la mobilité des Autochtones pour des questions de santé peut être entravée par des disputes de compétence entre les autorités fédérales et les organismes provinciaux qui assujettissent la prestation de soutiens en matière de logement et de santé à la durée du séjour loin de la maison. Ces chicanes ont nui tant aux Premières Nations qu'aux Inuits qui arrivent dans les centres urbains pour un traitement de longue durée.

Contexte des services sociaux

À plusieurs endroits au Canada, il y a un profond écart dans le milieu des services sociaux sur comment résoudre les problèmes locaux au moyen de réelles solutions pour mettre fin à l'itinérance, éradiquer la pauvreté et combattre le chômage. Il faut considérer l'histoire du secteur des services sociaux et les relations existantes au sein du secteur quand on propose un programme, afin de veiller à ce que les personnes qui ont de l'expertise soient incluses. À Winnipeg, par exemple, dans le secteur social, « il y avait différents points de vue sur l'approche Logement d'abord même... on parle d'un modèle qui a commencé aux États-Unis ». De nombreux dirigeants locaux étaient sur leurs gardes, mettant souvent en question la manière dont Logement d'abord allait être implanté dans le contexte local.

L'orientation des services locaux peut façonner la manière dont Logement d'abord est adapté. Certaines collectivités peuvent bénéficier d'un contexte de financement plus solide, d'un plus grand nombre de services ou d'un plus grand parc de logements. Les collectivités ont aussi mentionné les barrières distinctes auxquelles font face les personnes qui tentent d'avoir accès aux systèmes. Certaines barrières peuvent résulter de la discrimination ou des antécédents d'une personne avec un organisme ou un propriétaire particulier. Dans les contextes plus petits, plus éloignés et peut-être moins « multiculturels », il peut y avoir moins d'options en matière de services ou de renvoi à d'autres systèmes, et les défis liés à l'accès aux systèmes peuvent être plus considérables. C'est une raison pour laquelle il est si important d'avoir les bons partenaires au sein des systèmes dès le départ.

Les gens à qui nous avons parlé ont aussi insisté sur l'importance d'évaluer la capacité et l'expertise locales du secteur des services sociaux et d'en tirer parti, compte tenu surtout du fait que certains organismes travaillent depuis longtemps auprès des populations sans abri ou autochtones et ont leur confiance.

Il est fondamental de travailler en coopération et en collaboration. Comme nous le mentionnons précédemment, il est crucial d'établir le bon modèle de gouvernance, qui réunit les bonnes personnes autour de la table dès le début, pour aider à résoudre certaines difficultés entre ministères et organismes. Avoir un plus grand nombre d'intéressés qui partagent la responsabilité peut potentiellement aider à mieux résoudre les problèmes et à les résoudre plus tôt et avec plus de transparence.

Le marché du logement

Le logement est souvent une composante difficile de Logement d'abord à cause de la nature capitalistique de la construction et de la gestion d'appartements. Dans les plus grands marchés, l'accès peut être limité par des facteurs tels que le coût, la discrimination et le racisme. Dans les plus petites collectivités, les mêmes facteurs peuvent être présents, mais avec beaucoup moins de disponibilité et de diversité pour ce qui est du type de logement et de l'emplacement. On nous a dit que plusieurs avaient été exclus du marché du logement à cause de stéréotypes liés à la pauvreté et à la marginalisation, tels que le fait qu'ils touchaient l'aide au revenu ou, dans certains cas, à cause de leur apparence physique.

Les équipes Logement d'abord ont donc dû relever ces défis en changeant la façon dont elles fournissent le logement, par exemple en achetant des logements, en cultivant leurs relations avec les propriétaires ou en faisant simplement preuve de créativité. Quels que soient les efforts de localisation, cependant, mettre fin à l'itinérance nécessite autant de s'attaquer à la pénurie de logements de qualité et abordables que d'offrir des programmes et des soutiens. C'est bien simple : il faut disposer à la fois des bons logements et d'une gamme de soutiens. Il faut donc des spécialistes du logement de Logement d'abord, des gestionnaires d'immeubles, des fournisseurs de logements sociaux et le secteur du logement public. Le seul moyen d'avoir accès aux logements appropriés est de veiller à ce que l'équipe du logement soit bien appuyée par les experts et les dirigeants communautaires locaux.

Le marché local du logement est une autre importante considération contextuelle pour Logement d'abord. De nombreuses collectivités ont souligné que même en comprenant bien les conditions du marché du logement et ses fluctuations, elles avaient eu plus de difficulté que prévu à obtenir des logements. Il faut travailler dur pour trouver des logements et essayer d'en trouver qui répondent aux besoins et aux attentes des gens parmi ceux qui sont disponibles est une tâche imposante.

Partout au Canada, toutes les collectivités participant à ce projet ont souligné le défi posé par la pénurie générale de logements abordables. La pénurie de logements était particulièrement grave à Vancouver et dans certaines collectivités du nord (particulièrement là où le logement et le taux d'inoccupation sont influencés par la migration liée aux ressources).

Le parc de logement limité pour les initiatives Logement d'abord a mené certaines collectivités et certains programmes à adopter des solutions de rechange créatives, parfois moins qu'idéales. « Il y a des logements, dit un fournisseur, mais pas pour cette population, à ces loyers.... C'est pourquoi nous avons des participants qui vivent dans des hôtels. » Comme l'a dit un autre : « Si on peut arriver à les faire vivre à un endroit où ils ont leur propre chambre et leur propre lit et qui a bel et bien une adresse, on a fait ce qu'on pouvait pour Logement d'abord, parce qu'il n'y a pas d'appartements. »

Certaines collectivités ont trouvé qu'il était moins cher et plus facile de fournir un habitat collectif dans un seul bâtiment et d'autres ont utilisé les hôtels meublés avec un certain succès. La pénurie de logements abordables limite aussi les possibilités de relogement.

Les exemples ci-dessus sont des cas dans lesquels les principes de Logement d'abord se heurtent aux réalités locales. Bien des personnes qui vivent une itinérance cachée ou qui deviennent logées dans des conditions sous-optimales risquent de se retrouver dans une situation encore plus vulnérable.

Bien que les hôtels meublés et autres formes de chambres individuelles aient été un élément important de la solution au manque de logements abordables dans de nombreuses villes canadiennes, ils demeurent un choix moins qu'idéal, surtout dans les circonstances où la qualité de l'hébergement tombe sous une norme acceptable.¹¹

Bien que la pénurie de logements et leur coût élevé soient des barrières appréciables, un autre problème est à quel point la discrimination et l'impression défavorable qu'on a de Logement d'abord et de ses participants peuvent limiter l'accès au logement. C'est un problème qui pose des défis particuliers pour les Autochtones et d'autres groupes culturels souvent marginalisés.

« Je pense que le projet [Logement d'abord] a reconnu d'une manière très pratique que, dans leur travail auprès des propriétaires, ils devaient défendre les droits des gens et lutter contre deux niveaux de stigmatisation. Pas juste la stigmatisation des personnes qui ont des problèmes de santé mentale et qui sont sans abri, mais aussi le racisme et la discrimination auxquels les Autochtones font face dans l'accès au logement et l'accès aux services. »

Ces difficultés étaient particulièrement vives dans les plus petites collectivités ou dans les régions comportant un nombre limité de propriétaires locataires (où il y avait peu de propriétaires locataires ou où la propriété consolidée des logements locatifs limitait le nombre de propriétaires prêts à participer aux programmes Logement d'abord). Par exemple :

« La collectivité est juste trop petite et les gens connaissent trop les personnes de la rue. ... Les participants à notre programme sont tout le temps ciblés par les voisins. On a eu un énorme problème avec des accusations et des rapports de voisins qui ciblent les gens parce qu'ils savent qu'ils sont avec Logement d'abord. Nous avons aussi été ciblés et harcelés en essayant, comme, de visiter des logements et des choses comme ça. »

Il est crucial de comprendre les barrières à l'accès qui sont propres à la collectivité et il faut souvent de solides stratégies de mobilisation des propriétaires locataires et d'éducation du public pour contrer l'attitude « pas dans ma cour ».

Les fournisseurs ont signalé qu'à cause des conditions du marché local du logement, ils satisfont souvent aux principes du modèle Logement d'abord dans toutes les autres catégories, mais ne peuvent offrir un choix ou des options d'habitat dispersé aux participants. La plupart des gens à qui nous avons parlé ont souligné que le logement indépendant et l'habitat dispersé encouragés par le modèle Logement d'abord standard ne sont pas toujours ce qui convient le mieux. Dans un parc de logement où les logements sont disponibles et accessibles, les logements ne sont pas toujours les plus appropriés, surtout pour les Autochtones. De nombreuses collectivités se sont rendu compte que les Autochtones requièrent ou veulent souvent « un différent genre de logement », par exemple de plus grands logements qui peuvent accueillir des familles avec de multiples enfants ou des logements qui sont conçus d'une manière qui offre des possibilités de se sentir connecté à la communauté.

Il faut aussi prendre en compte les allers et retours entre la réserve ou la collectivité d'origine dans une approche autochtone. Une collectivité a mentionné quelques considérations pratiques à cet égard :

« Je pense que ce qui est particulièrement important quand on veut reconnaître les besoins des populations autochtones urbaines, c'est aussi de l'ancrer dans le savoir et dans les besoins de ces communautés. Alors, par exemple, les gens qui retournent dans leur collectivité d'origine l'été – que fais-tu, pratiquement, pour gérer les suppléments au loyer pour l'appartement de quelqu'un et pour aider les personnes à avoir ces expériences très fluides et axées sur la communauté? »

¹¹ Il est important de noter qu'il a été démontré que la qualité du logement influençait la santé. Le projet Chez Soi a conçu et testé un instrument de sondage pour évaluer la qualité des logements, que les collectivités peuvent utiliser pour établir des normes minimales; voir <https://link.springer.com/article/10.1007/s11524-016-0062-9>

La vaste majorité des personnes interviewées ont insisté sur la nécessité pour le Canada d'avoir plus de logements, et plus de logements abordables et adaptés à la culture. Certaines collectivités aimeraient que Logement d'abord permette d'investir des capitaux dans le logement, de sorte que dans des conditions de marché difficiles, les programmes pourraient acheter ou rénover les logements dont ils ont besoin tout en construisant dans le style qui convient le mieux à la population qu'ils desservent.

Localiser Logement d'abord : En bref

L'objet de cette section est de mettre en relief plusieurs considérations pour localiser Logement d'abord dans le contexte canadien. Il ressort clairement que toute localisation de Logement d'abord doit considérer les défis potentiels liés à sa mise en œuvre. Mais il faut le faire en gardant la population visée au premier plan. Adopter une approche autochtone veut dire comprendre les gens dans une optique de communauté :

« Comprendre qui tu es et d'où tu viens et quelle est ton histoire. Chaque personne a une histoire ... Elle fait partie d'une famille, d'une communauté, et d'une nation. Elle est quelqu'un—voyez-la comme un être humain. »

Il est aussi important de souligner de nouveau qu'adapter l'approche implique de faire une analyse exhaustive des relations gouvernementales, des conditions du marché du logement et de la capacité de la collectivité, ainsi que de comprendre avec qui vous cheminerez. Établir les principes de Logement d'abord pour le fonctionnement, puis permettre à l'expérience et à l'expertise autochtones locales de créer les programmes qui conviennent le mieux est l'approche qui est considérée comme étant la plus efficace. Comprendre l'histoire et le contexte local veut aussi dire reconnaître les forces qui y sont associées.

De nombreux participants nous ont rappelé que bien qu'il soit crucial de reconnaître le traumatisme historique et les causes profondes de l'itinérance et de la toxicomanie, les facteurs que sont la culture, la communauté et un sentiment de connexion peuvent mener à de nouveaux cheminements qui aident tant les individus que l'ensemble de la communauté à prendre conscience de leur pouvoir.

Localiser Logement d'abord demeure donc un effort interne et chaque collectivité doit s'efforcer de travailler de concert et en partenariat avec les dirigeants locaux pour régler les problèmes liés à la mise en œuvre d'un modèle en grande partie américain dans la diversité des populations du Canada.

Nous terminons cette section à peu près comme nous l'avons commencée, en reconnaissant que lutter efficacement contre l'itinérance n'est pas simplement une question de programme, de soutien ou même de logement. C'est une question de placer les personnes qui vivent actuellement l'itinérance au premier plan. Il faut commencer par comprendre que chaque personne est une personne entière qui a une histoire et un passé. Les groupes et les dirigeants communautaires à qui nous avons parlé prennent à cœur la nécessité d'entretenir les bonnes relations pour pouvoir cheminer aux côtés de chaque personne. Il n'y a pas une seule et unique façon de faire ce cheminement, mais il commence par une conversation au niveau local. Il est important pour les collectivités de parler ouvertement de ces conversations entre elles afin de s'entraider et peut-être d'apprendre les unes des autres.



4) Formation de l'équipe Logement d'abord

Organismes chefs de file et renforcement de la capacité de la collectivité

Dans les sections précédentes, nous signalons que Logement d'abord doit être ancré dans un ensemble autochtone de valeurs et de connaissances afin de pouvoir répondre pleinement aux besoins de la population qui est sans abri ou risque de le devenir. À Winnipeg, nous avons mis l'accent sur un cadre de travail fondé sur les forces de la collectivité, qui comprenait quatre principes clés : fournir des soins qui tiennent compte des traumatismes, reconnaître la culture et la diversité, se fonder sur les forces et veiller à ce qu'il y ait coopération et collaboration. Ces principes, centrés sur les forces des personnes visées par le soutien, ont aidé à mener à la mise en œuvre réussie d'un programme Logement d'abord autochtonisé. C'est la capacité individuelle et collective des organismes chefs de file, qui doivent être capables de travailler de concert dans la collectivité d'une manière qui reflète les besoins locaux, qui permet de le faire.

Les organismes consultés pour ce projet ont utilisé différentes approches, puisant chacun dans leur propre capacité interne et leur propre expérience. Beaucoup ont dit préférer faire appel à des organismes autochtones pour fournir des services aux Autochtones. De l'avis général, quel que soit l'organisme choisi pour fournir les services, autochtone ou non, il doit avoir une grande expérience de travail auprès des personnes visées par le soutien et bénéficier de la confiance de la communauté grâce à des relations bien établies et de longs antécédents de soutien.

Il est critique d'évaluer soigneusement la capacité interne et l'expérience des organismes potentiels et de reconnaître leurs lacunes. L'organisme devrait autant que possible avoir de l'expérience en gestion de cas et en navigation dans les services. Un organisme, qui avait de solides antécédents en gestion de cas, a reconnu qu'il manquait d'expertise en recherche de logements et mobilisation des propriétaires.

Pour remédier à cette lacune, il s'est tourné vers un organisme qui avait cette expertise, avec lequel il a entrepris une formation « quid pro quo » qui leur a permis d'apprendre l'un de l'autre. Dans le cas en question, la « localisation » de Logement d'abord a été une occasion d'accroître la capacité des organismes de services et de l'ensemble de la collectivité.

Pour ce qui est des organismes non autochtones établissant des programmes de soutien à l'intention des Autochtones, la plupart ont eu recours à un groupe consultatif, tel qu'un groupe de travail sur la sécurité culturelle, un conseil consultatif autochtone, un comité responsable de l'optique culturelle ou un cercle d'expérience vécue. De nombreuses collectivités ont utilisé ce genre de groupe pour élargir leur approche, établir de meilleurs liens avec les personnes visées par les services et orienter l'élaboration du programme en tenant compte de la sécurité culturelle des clients et des employés autochtones.

- › Avoir la pleine participation de la collectivité locale et inclure réellement les personnes qui ont une expérience vécue aide à consolider le travail futur de l'organisme, de même que la confiance.

En plus d'accroître la capacité des organismes existants, la mise en œuvre de Logement d'abord peut accroître et renforcer davantage la capacité de la collectivité. À Winnipeg, par exemple, Housing Plus et Manitoba Green Retrofit (MGR) sont des entreprises sociales qui sont nées de la volonté d'utiliser une approche axée sur la collectivité pour fournir aux participants au programme des soutiens en matière de logement. Ces entreprises ont coordonné l'achat de meubles en gros et veillé à ce que les logements soient en bon état (et soient laissés en bon état), suffisamment assurés et entretenus. Ces exemples illustrent un moyen d'accroître et d'exploiter la capacité de la collectivité de prendre soin de ses membres, grâce à un partenariat entre membres autochtones et non autochtones. Partout au Canada, il y a de nombreux exemples d'organismes de services établissant des entreprises sociales. Ces entreprises peuvent accroître la capacité d'un programme Logement d'abord et offrir au programme des possibilités d'emploi continu ainsi que des sources de revenu.

Dotation en personnel

« Des gens bienveillants, gentils, qui peuvent leur montrer à apprendre de différentes façons. »

Bien que l'objet de ce rapport ne soit pas de prescrire une formule de dotation en personnel, il est pertinent de mentionner les types de postes observés dans les organismes qui exécutent Logement d'abord. Le personnel joue un rôle clé dans le travail auprès des personnes qui participent au programme et il contribue à faire en sorte que la vision autochtone de Logement d'abord reste au premier plan. Pour de nombreux organismes, une approche autochtone de la dotation en personnel a mené à la formation d'équipes chargées de rôles et de ressources spécialisés, responsables d'intégrer une optique culturelle dans les services ainsi que dans l'approche organisationnelle globale.

Voici quelques exemples de la grande variété de rôles de ce genre qui ont été créés :

- › Aide à l'éducation à la culture autochtone
- › Agent de liaison culturelle et spirituelle
- › Agent de liaison avec la communauté
- › Travailleur des services à la clientèle autochtone
- › Aîné
- › Aîné mentor
- › Mentor culturel
- › Mentor individuel
- › Coordonnateur culturel

Bien que la liste ci-dessus vienne d'organismes offrant Logement d'abord à des Autochtones, il y a certainement de nombreuses possibilités d'explorer comment des rôles semblables pourraient soutenir d'autres populations dans un modèle localisé de Logement d'abord.


Embauche

Une approche localisée de Logement d'abord implique un virage fondamental dans les exigences d'embauche. Un bon exemple de ce virage vient de Winnipeg, où les dirigeants autochtones ont recherché avant tout comme qualités la bonté, l'empathie et la compréhension, suivies par d'autres aptitudes liées à l'emploi.

Bonté voulait dire que le candidat devait faire preuve de compréhension, de patience et de compassion afin de ne pas juger les gens. Il devait avoir le savoir nécessaire pour comprendre « pourquoi » les gens étaient dans un cheminement de guérison, de même que « où » ils étaient rendus dans ce cheminement. C'est une qualité difficile à quantifier, mais extrêmement importante pour travailler auprès d'une population marginalisée.

Tous les organismes consultés ont souligné l'importance d'avoir des employés autochtones travaillant dans tous les programmes et à tous les endroits. Les employés autochtones apportent des connaissances, des perspectives et des aptitudes distinctes à l'organisme et aux services qu'il offre. Comme l'a dit un dirigeant communautaire : « Il y a maintenant des dizaines d'années qu'on entend dire qu'il est nécessaire d'avoir plus de travailleurs de première ligne autochtones ou de personnes autochtones dans les systèmes qui travaillent auprès des Autochtones ». On estime que l'inclusion d'employés autochtones, ainsi que de personnes qui ont une expérience vécue de l'itinérance, donne de meilleurs résultats et réduit le nombre d'interventions négatives.

À Winnipeg, par exemple, on a abordé le renforcement de la capacité des organismes et l'embauche de personnel en suivant un cadre de travail fondé sur les forces de la collectivité, une approche axée sur les forces qui reconnaît l'importance de la culture et de la diversité.

 *Les employés qui ont une expérience vécue sont extrêmement utiles car, en plus de leur savoir culturel, ils ont une compréhension intrinsèque de la réalité des personnes qui vivent l'itinérance.*

Pour recruter plus d'employés autochtones, certains organismes ont formé des relations avec des établissements d'enseignement autochtones ou embauché des étudiants pour des stages. Les directeurs d'organismes ont dit avoir besoin de latitude pour faire des embauches exceptionnelles afin d'accroître la diversité du personnel et la représentation autochtone, surtout pour les postes « culturels » spécialisés :


« Il fallait que je sois capable de trier mon personnel sur le volet et ne pas être entortillé dans toutes les conditions... parce qu'il fallait qu'il y ait un changement complet de paradigme dans la façon dont nous allions aborder les choses. De toute évidence, un aîné n'aurait pas été sur cette liste de travailleurs et n'aurait pas eu d'ancienneté de toute façon. »

Soutien du personnel

De nombreux organismes ont reconnu la nécessité de prendre des mesures de soutien particulières au sein de l'organisme même (particulièrement dans les organismes non autochtones) pour inciter les employés à prendre soin d'eux-mêmes, leur offrir un milieu de travail sécurisant sur le plan culturel et mettre en place des pratiques décolonisatrices. Il est reconnu de manière générale qu'exécuter Logement d'abord est un travail difficile sur le plan affectif, psychologique et spirituel et qu'il faut donner au personnel de la place et du temps pour prendre soin de lui-même.

Certains ont signalé que les employés qui sont autochtones ou qui ont une expérience vécue peuvent être aux prises avec leurs propres traumatismes. On a aussi mentionné que les employés pouvaient se heurter à de la discrimination et du racisme dans leur travail, par exemple dans leurs communications avec les propriétaires ou avec le public.

Un organisme a fait un sondage auprès de son personnel et découvert que celui-ci souhaitait avoir une personne centrale qui pourrait appuyer les employés autochtones. L'organisme a donc formé une délégation d'employés syndiqués autochtones et un groupe de travail sur la sécurité culturelle qui revendique pour ces employés au sein de l'organisme. Plusieurs organismes non autochtones offrent des soutiens « culturels » à leur personnel, les membres de l'organisme participant à des sœurs, tenant des cercles de la parole et changeant la façon même dont le travail est effectué au sein de l'organisme. Fait important, bon nombre de ces mesures de soutien sont destinées et offertes à tout le personnel, et non seulement au personnel autochtone, afin de renforcer les relations et de faire tomber les barrières.

 *Les bons employés sont compatissants et passionnés pour leur travail. Le travail peut être difficile, leur faisant indirectement vivre les traumatismes, alors ils doivent être capables de parler ouvertement de la nécessité de prendre soin d'eux-mêmes et de soutenir les autres employés.*

Formation culturelle et réconciliation en acte

Tous les organismes ont parlé d'orientation et de formation reliées à la diversité et à l'éducation culturelle. Beaucoup ont aussi signalé l'importance d'adapter la formation au contexte local.

Les organismes de services ont souligné l'importance de donner au personnel une formation sur la sécurité culturelle et un cours « d'histoire 101 » des Premières Nations. Ce genre de formation reconnaît souvent explicitement le savoir des employés autochtones d'un organisme, qui enseignent avec des connaissances de première main. Plusieurs organismes non autochtones ont dit l'importance, « surtout autour de Logement d'abord », de « ne pas simplement arriver et faire une formation sur la sécurité culturelle et la sensibilité culturelle, mais il faut y joindre l'anti-oppression et l'anti-racisme », et ont indiqué qu'ils offraient régulièrement des formations et des ateliers à leur personnel. Un organisme a embauché un employé autochtone spécialement pour offrir une formation continue, ce qui a aidé à dissiper la confusion dans l'esprit des employés non autochtones au sujet de la conception différente de Logement d'abord et de la « santé mentale » chez les Autochtones.

L'exemple ci-dessus met en relief l'importance pour les organismes non autochtones de veiller à ce que leurs efforts de localisation reflètent le mieux possible la réalité de la population visée par le soutien, tout en s'efforçant de veiller à ce que la formation qu'ils offrent ne se limite pas simplement aux rudiments de Logement d'abord. Comme nous l'avons mentionné, ce type de formation doit être offert par des personnes qualifiées.

Plusieurs organismes ont mentionné qu'au début, les employés non autochtones étaient peu enclins à participer aux formations sur la culture et la diversité. Les organismes ont souligné l'importance d'offrir des occasions d'avoir des conversations « difficiles », de changer une atmosphère d'appréhension souvent inexprimée :

« Depuis longtemps, nous sommes vraiment bons pour former nos travailleurs à offrir cet élément mental de la guérison, ... mais l'aspect spirituel était traité comme une grenade, on ne voulait pas en parler. ... Tu sais, tu ne veux pas commencer cette conversation qui pourrait devenir difficile et tu ne veux offenser personne. ... Mais juste demander à nos travailleurs de parler de ça, tu sais, la composante autochtone, ce n'est pas juste pour les participants autochtones. C'est pour tout le monde. ... Si nos travailleurs peuvent comprendre cette perspective holistique de la santé et avoir ces conversations spirituelles, que ce soit la spiritualité autochtone ou toute autre spiritualité... et l'incorporer dans leur pratique, c'est un énorme pas dans le plus gros morceau de ce qu'est la santé. »

Offrir une éducation et une formation culturelles continues donne aux employés et aux participants autochtones et non autochtones des occasions d'avoir ce genre de conversation. Une formation continue contribue à un niveau accru de sensibilisation et de confort. Les organismes ont constaté des résultats favorables tant sur le plan de l'environnement de travail que dans l'effet sur les participants au programme. Bon nombre ont souligné que ce genre de formation devrait être pris en compte dans le budget et dans les demandes de financement et qu'il faut embaucher un personnel qualifié pour l'offrir.

Quelques organismes à qui nous avons parlé ont vanté le pouvoir de transformation de ce genre d'échange culturel et de renforcement des relations, un d'entre eux affirmant que c'était la réconciliation en acte :

« Je suis sûr que c'est pareil dans toute ville avec Logement d'abord, chaque organisme a tendance à travailler de manière cloisonnée, pas vrai? Et quand ils viennent à ces choses, tu sais, que ce soit une cérémonie ou un processus [cercle] ou la cueillette d'herbes médicinales, ou un calumet, ou un pow-wow, ou une danse du soleil, notre identité institutionnelle à laquelle nous nous agrippons tant, tu sais, notre poste, et combien de lettres il y a après notre nom, ça tombe. C'est un peu comme si ça créait ce petit réseau de soutien entre travailleurs où ils sont capables de débriefer... dans un lieu où ils sont en sécurité. C'est super de voir ce genre de chose se développer. ... C'est la réconciliation. Comme quand nos organismes confessionnels, nos employés viennent aux sueries et s'amuse et se dépouillent de tout ça; un employé a dit, ça ne fait plus peur. Tu sais, et c'est énorme, non? Alors, il y a de plus grosses choses en jeu ici que simplement Logement d'abord. »

Il n'y a pas de marche à suivre simple pour embaucher et former les membres d'une équipe Logement d'abord. Avoir une approche localisée requiert toutefois de considérer plus soigneusement les identités locales. Comme nous le décrivons brièvement ci-dessus, les organismes autochtones sont ceux qui sont les mieux placés pour offrir du soutien aux Autochtones. Au Canada, cependant, il y a encore une combinaison de fournisseurs de services. Tous les organismes doivent reconnaître la culture et la diversité et adopter une approche fondée sur les forces. Comme l'a dit un agent de liaison culturelle, « tu sais, découvrir la culture et la diversité de la culture autochtone est aussi vraiment important. Tu dois pouvoir joindre le geste à la parole. C'est essentiel. »

Pour les organismes qui sont majoritairement non autochtones, il est important de veiller à avoir le bon modèle de gouvernance, qui reflète une approche plus large de l'inclusion, et de veiller à ce que la dotation en personnel et toute formation nécessitant une plus grande sensibilité culturelle soient assurées uniformément et par un personnel hautement qualifié provenant de la collectivité locale.

5) Considérations pour localiser Logement d'abord

« Un Logement d'abord autochtonisé a l'air différent et il faut que ce soit O. K. »

Cette section examine de plus près plusieurs aspects de programmes Logement d'abord qui ont adapté leurs activités soit pour être entièrement autochtones, soit pour incorporer des approches largement autochtones de la dotation en personnel, de la prestation des services et de la gouvernance.

Notre objet est de faire comprendre en gros la dynamique de ce genre de programme, sans entrer dans les détails opérationnels précis. Nous articulons l'examen autour du cadre de travail fondé sur les forces de la collectivité utilisé à Winnipeg et ses quatre principes clés : fournir des soins qui tiennent compte des traumatismes, reconnaître la culture et la diversité, se fonder sur les forces et veiller à ce qu'il y ait coopération et collaboration.

- › **Chez les fournisseurs de services canadiens, l'établissement d'un cadre de travail autochtonisé pour Logement d'abord repose sur une vision autochtone du monde qui accorde la priorité aux relations, reconnaît les traumatismes et utilise des structures de gouvernance et de fonctionnement distinctes.**

Les collectivités et les organismes qui ont « autochtonisé » Logement d'abord mettent la culture autochtone et la diversité au cœur de leur travail. Beaucoup ont parlé de l'adoption d'un cadre de travail plus holistique et fondé sur les forces de la collectivité. D'autres ont souligné l'importance de décoloniser les programmes et résumé la façon dont cette démarche se manifeste dans la collectivité : dans une dotation en personnel, des relations et des pratiques qui tiennent compte des manières autochtones de savoir et de faire. Plusieurs organismes ont aussi mentionné la nécessité de parvenir à un équilibre entre le modèle de soins occidental et le modèle autochtone, et la nécessité pour les dirigeants et les employés d'être à l'aise de travailler dans les deux mondes.

Cette section commence par examiner le processus d'accueil et d'évaluation et constate que de nombreux

organismes ont de la difficulté à utiliser une approche hautement occidentalisée pour « coter » ou « placer » les personnes sans abri dans des programmes. Bien qu'il s'agisse peut-être de l'étape la plus importante pour susciter l'engagement des gens, on a insisté constamment sur la nécessité de l'exécuter correctement. Les réactions locales au processus d'accueil ont mené certains organismes soit à l'adapter radicalement, soit à le rejeter entièrement. Les organismes locaux y voyaient là un droit fondamental, le droit d'avoir un choix dans la manière de soutenir les personnes sans abri en veillant à ce que le premier contact en soit un qui se concentre sur les forces et l'établissement d'une bonne relation.

Après un regard sur l'accueil et l'évaluation, nous nous penchons sur l'importance des relations, la culture et les principaux éléments de la fourniture de logement. Encore ici, chaque section s'efforce de mettre en relief les points intéressants mentionnés par les organismes qui ont modifié et adapté leur programme Logement d'abord en vue de mieux refléter les priorités et les besoins locaux tout en veillant à ce qu'il soit en harmonie avec la culture.

Prestation des services

Accueil et évaluation

Pour bien des programmes Logement d'abord, l'accueil et l'évaluation peuvent être leur première rencontre avec une personne sans abri. Le temps consacré à cet aspect du processus est critique pour former une relation et comprendre le besoin. Le processus peut aussi être extrêmement traumatisant et émotionnel pour la personne qui demande le service, selon le type d'outils d'accueil et d'évaluation utilisés. Il est certainement essentiel que cette étape soit menée avec le plus grand soin. Le personnel doit recevoir une formation poussée sur la manière de faire l'évaluation et de communiquer les résultats (p. ex., s'il y aura un placement direct dans un programme ou non). Quoi qu'il en soit, de nombreuses personnes courent le risque d'être de nouveau exposées à des traumatismes pendant le processus d'accueil et pourraient avoir besoin de soutien additionnel.¹²

¹² Il est important de noter que dans le projet Chez Soi de Winnipeg, le personnel chargé de l'accueil et de l'évaluation a aussi eu besoin de soutien et de services pour son bien-être. La nature des questions et le fait que certaines personnes étaient dirigées vers les soins habituels par un processus randomisé et n'allaient pas recevoir de logement et de soutien ont créé un environnement très stressant.

Toute approche de l'accueil doit en être une qui est respectueuse et qui favorise la formation d'une relation et la mise en confiance. Voici quelques observations clés sur ce qui a contribué au « succès » de l'approche de Winnipeg :

- 🏠 *Avoir des travailleurs d'approche dans la rue et dans la communauté des sans-abri qui étaient bien connus et qui avaient leur confiance*
- 🏠 *Dire au personnel d'offrir de l'information et la possibilité d'avoir une conversation, ou une direction dans laquelle aller*
- 🏠 *Veiller à ce que tous soient traités également et avec respect*
- 🏠 *Avoir des ressources et un protocole pour les personnes que nous évaluons, ainsi que pour le personnel, pour qu'il y ait des soutiens en place*

Il est essentiel d'incorporer le savoir local et d'avoir un personnel expérimenté pour aider à comprendre la personne avec qui on fait une entrevue mais, comme on le voit ci-dessous, bon nombre des approches actuelles de l'accueil ne comprennent pas la culture locale et sa complexité. Il est important de signaler que certains organismes sont contre l'utilisation de tout type d'outil d'évaluation.

Outils d'évaluation

Les organismes autochtones ont mentionné de nombreux défis liés aux outils d'évaluation standard utilisés dans le processus d'accueil.¹³ Ces défis vont de problèmes conceptuels et éthiques à des inquiétudes d'ordre pratique à propos de leur mise en œuvre et de leur efficacité quand ils sont utilisés avec des Autochtones. De plus en plus de recherches se penchent d'ailleurs sur les défis que posent les outils d'accueil et d'évaluation tels que le VI-SPDAT, qui est couramment utilisé.¹⁴

- › De nombreux organismes ont fait des adaptations locales à ces outils pour qu'ils soient plus efficaces, plus souples et plus sécurisants sur le plan culturel quand ils sont utilisés avec des Autochtones.

Certains organismes autochtones ont déclaré qu'ils étaient contre les outils d'évaluation, car le concept de ce genre d'outil va à l'encontre de leurs convictions et de leurs valeurs en matière d'équité et de communauté. Une personne a dit qu'ils « refusaient de donner la priorité à une personne plutôt qu'à une autre », surtout en se basant sur l'exigence arbitraire d'avoir été sans abri pendant une période de temps donnée comme critère.

- › Selon nous, l'évaluation et l'accueil doivent commencer par la personne qui a besoin d'aide et l'organisme qui est disposé à marcher aux côtés de cette personne dans son cheminement vers le rétablissement. Ce cheminement suit souvent une voie qui est guidée par un cadre de travail fondé sur les forces de la collectivité et la nécessité d'aider.

Les organismes ont aussi mentionné des défis considérables inhérents à la conception et à l'utilisation des outils d'évaluation. Une inquiétude primordiale est la crainte de retraumatiser.¹⁵ En outre, la plupart des outils d'évaluation sont conçus avec la présomption qu'ils peuvent fournir des renseignements exacts sur les circonstances d'une personne dans une courte période de temps. Cette méthode peut être inappropriée pour les personnes qui souffrent de traumatismes ou pour quiconque n'est pas à l'aise avec un outil clinique invasif. Un aîné, par exemple, a dit que les victimes de traumatismes peuvent ne révéler leur histoire que « petit à petit », au fil de nombreuses discussions, et seulement à une personne en qui ils ont confiance.

¹³ Ces outils peuvent comprendre, par exemple, le VI-SPDAT (Indice de vulnérabilité – Outil d'aide à la prise de décision sur la priorisation des services) ou le VAT (Outil d'évaluation de la vulnérabilité).

¹⁴ Voir par exemple : Brown, Cummings, Lyons, Carrión et Watson, « Reliability and validity of the Vulnerability Index-Service Prioritization Decision Assistance Tool (VI-SPDAT) in real-world implementation », *Journal of Social Distress and the Homeless*, 2018, vol. 27, n° 2, p. 110-117. DOI: 10.1080/10530789.2018.1482991.

¹⁵ Les outils d'évaluation préviennent spécialement les personnes qui mènent les entrevues du danger de retraumatiser les sujets. Une formation appropriée sur l'utilisation d'un outil et la sensibilité de la personne qui mène l'entrevue et à la situation du sujet peuvent atténuer cette inquiétude en partie, mais pas totalement.

Un autre dirigeant de programme autochtone commentant le temps requis pour l'évaluation a dit : « Vous savez, il nous faut une demi-heure juste pour dire bonjour. »

Les observations ci-dessus rappellent le besoin d'aller au-delà de l'étroitesse des outils pour se concentrer davantage sur l'histoire complète et les besoins de la personne. L'histoire et les circonstances de chaque personne sont uniques et plusieurs restent sur leurs gardes jusqu'à ce qu'elles aient acquis de la confiance et formé une relation. Cette réserve peut être particulièrement difficile pour les organismes non autochtones qui fournissent des soutiens aux Autochtones.

Les organismes ont aussi fait remarquer que les outils d'évaluation tendent à se concentrer sur le « mal-être » d'une personne, demandant seulement ce qui ne va pas et ne posant pas de questions sur les expériences positives ou les forces dans la vie d'une personne. Cette approche unidimensionnelle n'est pas holistique et peut être incapacitante, tendant à renforcer les aspects négatifs de la vie d'une personne. Bon nombre la contrent en adoptant une approche fondée sur les forces et en adaptant l'approche locale de manière à aider l'organisme à comprendre les besoins d'une façon qui respecte l'histoire et les circonstances uniques de chaque personne.

Les outils d'évaluation ont aussi été critiqués comme ne reconnaissant pas spécifiquement les traumatismes historiques ou la « composante culturelle de l'itinérance » (p. ex., ne reconnaissant pas le caractère distinct de l'itinérance autochtone telle qu'elle est définie par Jesse Thistle). De nombreux organismes ont fait remarquer que les outils d'évaluation utilisent souvent un langage clinique et sont fondés sur des présomptions au sujet de la santé et du bien-être qui ne correspondent pas toujours aux réalités locales et vécues.

Par exemple, un fournisseur de services a dit que les Autochtones locaux ne parlent pas de santé mentale comme telle, que très peu ont reçu un diagnostic officiel et que peu associent leur traumatisme actuel ou leur SSPT aux pensionnats. Qui plus est, les outils d'évaluation et le processus d'accueil peuvent représenter un système de pouvoir ou d'autorité, ce qui rend certains hésitants à participer. La leçon plus générale à tirer ici est que toute collectivité devrait prendre le temps qu'il faut pour examiner les questions qui pourraient être importunes ou inappropriées dans le contexte local et discuter des considérations éthiques avant d'élaborer leur processus d'accueil.

L'opinion parfois négative qu'on a de ces outils a néanmoins aussi provoqué des réactions qui ont eu des issues positives. Les efforts innovants des organismes de services aux Autochtones, qui élaborent des approches plus holistiques, en témoignent. Par exemple, Winnipeg a fait l'essai d'un processus d'entrevue élargi comportant une gamme beaucoup plus vaste de questions. Elles portent sur des domaines additionnels tels que les amitiés, la famille et les expériences positives que la personne a eues dans sa vie. D'autres organismes de services ont ajouté des questions liées aux expériences distinctes des Autochtones qui peuvent avoir une incidence sur l'itinérance, y compris des questions sur leur départ de leur réserve ou de leur collectivité d'origine ou sur l'histoire de leur famille ou leur expérience des traumatismes intergénérationnels.

Il importe de mentionner qu'il existe des outils d'évaluation qui ont été conçus par des Autochtones spécifiquement pour être employés avec des Autochtones.¹⁶ Par ailleurs, les outils de tri et d'évaluation de Logement d'abord ont aussi été adaptés pour être utilisés avec les jeunes, les familles et les victimes de violence familiale.

¹⁶ *Un de ces outils est le « Hua Oranga » A Maori Measure of Mental Health Outcome, par Te Kani Kingi et Mason Durie. Il est conçu pour prendre en compte des aspects des résultats en santé mentale qui sont appropriés et pertinents pour les Maoris et qui sont compatibles avec les concepts maoris de santé et de bien-être. C'est un modèle holistique qui comprend quatre dimensions : spirituelle, mentale, physique et familiale. En plus d'évaluer la personne qui est sans abri, l'outil est aussi utilisé avec la famille de la personne et vise le bien-être de tous.*

Il est donc important de trouver la bonne approche, celle qui convient le mieux à la population locale et qui permet d'obtenir l'information nécessaire pour aider la personne qui sort de l'itinérance pendant sa transition.

- › Il est clair que les outils d'évaluation qui ne reflètent pas la population locale présentent des difficultés. Les organismes ont réagi en prenant l'initiative de créer des outils qui permettent autant à ceux qui posent les questions qu'à ceux qui y répondent de se voir reflétés d'une manière qui permet d'obtenir de meilleurs résultats.

Outre l'outil même, faire une évaluation requiert un haut niveau d'aptitude et d'expérience. Bien qu'une formation soit utile, l'expérience dans le secteur des services aux sans-abri est considérée comme essentielle pour faire une évaluation de qualité. Par ailleurs, autant que possible, ce sont des travailleurs autochtones qui devraient faire l'évaluation des Autochtones, tant pour des raisons de sécurité culturelle que pour obtenir des évaluations plus justes.

Comme l'indique le rapport de l'Observatoire canadien sur l'itinérance intitulé *Screening for Housing First*,¹⁷ les processus et les outils de tri et d'évaluation devraient refléter les besoins de la population de sans-abri de la collectivité :

« Soyez ouverts à l'adaptation de la façon dont vous utilisez les outils d'évaluation afin de répondre à vos besoins locaux! Gardez en tête que les outils d'évaluation apportent un supplément à toute l'information que vous recueillez par vos contacts avec les clients et les autres fournisseurs de services. »

Il faut être conscient du fait que de nombreux outils d'évaluation sont exclusifs et résistent à l'adaptation, mais qu'il est possible de les compléter par d'autres renseignements. Avoir les bons outils et le bon personnel pour appuyer les personnes sans abri est essentiel pour amorcer le cheminement vers le logement et la formation de relations à long terme. La prochaine section passe aux éléments de la formation de relations et aux considérations pour le logement.

Mettre les relations d'abord dans Logement d'abord

Le « succès » dans Logement d'abord est trop souvent mesuré par le pourcentage de personnes qui demeurent dans un logement stable, le mantra le plus commun étant « plus il y en a, mieux c'est ». Bien que parvenir à la stabilité à long terme dans le logement soit une considération cruciale, ce qu'on omet souvent est la valeur de la formation et du maintien de solides relations comme fondements qui favorisent la stabilité dans le logement et l'obtention de meilleurs résultats généraux pour les personnes participant à des programmes Logement d'abord. Cette section examine les éléments de la formation de relations du point de vue des programmes autochtones, afin de donner des perspectives pour la conception et la prestation des services. Former de bonnes relations est un aspect essentiel du travail social individualisé et il faut du temps et des soins pour les cultiver et les entretenir. Les fournisseurs autochtones de services de Logement d'abord portent l'essence même de la relation à un niveau beaucoup plus élevé parmi les étapes nécessaires pour loger chaque personne et établir un lien avec elle. De nombreuses équipes prêtent donc davantage attention au rôle des aînés et des travailleurs de première ligne, qui aident à renforcer l'identité du moi, la raison d'être, le sens de la famille et le sentiment d'appartenance à une communauté. Ce sont ces facteurs qui, selon beaucoup, contribuent fortement au succès d'un programme tant pour la personne recevant le soutien que pour l'équipe fournissant les soins. Par exemple :

« Logement d'abord et Relogement rapide, étant bien établis dans le milieu médical et psychiatrique, sont très cliniques. Et c'est correct, c'est une approche. L'Indian/Métis Friendship Centre, on a vu qu'ils se concentraient sur les relations. Et compte tenu de la culture, c'était la bonne approche. »

« Les commentaires qu'on entend sont que la formation de relations, ce sentiment d'affinité, sont vraiment ce qui fait la différence pour beaucoup de monde. »

¹⁷ Tim Aubry, M. Bell, J. Ecker et P. Goering, *Screening for Housing First*, Toronto, Observatoire canadien sur l'itinérance, Commission de la santé mentale du Canada, 2015, p.4. <https://www.homelesshub.ca/resource/screening-housing-first-phase-one-assessment-road-map>

Ces citations font ressortir l'importance de former une relation comme base pour comprendre une personne et être capable de marcher avec elle dans son cheminement. Dans le cas de Winnipeg, avoir des conversations avec les gens pour comprendre chaque personne et son parcours a été essentiel et a aidé à éliminer la honte et la culpabilité. L'approche consistait à parler et à comprendre, pas comme un thérapeute ou un travailleur social, mais plus comme une tante ou un oncle. L'esprit du programme reflétait cette manière d'agir, plusieurs parlant de traiter les gens comme de la parenté.

Une approche autochtone de Logement d'abord reconnaît l'importance de former des relations. On y parvient en comprenant chaque personne et son cheminement et en faisant face aux traumatismes qui font souvent partie de ce cheminement. Quand une personne a la chance de parler et d'être entendue, elle peut commencer à guérir et parvenir à un certain équilibre. Avec plus d'équilibre, plusieurs travailleront à parvenir à une plus grande stabilité. Ces « soins fondés sur une relation » visent à comprendre chaque personne en tant qu'individu, mais ils visent aussi une guérison collective. C'est la relation avec le travailleur et l'aîné qui est la guérison, et non le fait que le travailleur utilise la relation pour comprendre quelles interventions faire.

La guérison qui vient de cette relation englobe (par exemple) apprendre et comprendre les limites à respecter, l'autonomie, l'interconnexion, le respect de soi, le soin des autres et l'espoir. Ces notions, et bien d'autres, sont apprises grâce à la relation et sont les composantes de base de la guérison et d'une vie équilibrée.

Ce qui est ressorti des discussions avec les fournisseurs de services est que quand une personne autochtone est au point où elle a perdu un endroit où vivre, elle a souvent perdu le sens de soi, le sens de son esprit et l'espoir. Quand on forme une relation et qu'on marche à ses côtés, elle commence à voir que quelqu'un veut son bien. Accepter que quelqu'un veuille son bien peut mener à l'acceptation d'un sentiment renouvelé de communauté.

Il faut travailler dur et montrer qu'on s'intéresse à la personne dans tous les aspects de l'exécution de Logement d'abord pour gagner la confiance et former une relation.

La « visite à domicile hebdomadaire » du projet Chez Soi de Winnipeg, par exemple, servait d'occasion de renforcer la relation tout en maintenant la conformité aux principes de Logement d'abord. En règle générale, la visite à domicile hebdomadaire est souvent axée sur la vérification de l'état du logement, mettant l'accent sur la stabilité du logement. Pour les groupes locaux, cependant, la « visite à domicile » est devenue une expression culturelle clé, guidée par les normes culturelles locales et le renforcement de la relation. La visite à domicile ne portait pas seulement sur ce qu'il fallait faire pour maintenir le logement (comme dans le modèle de fidélité), mais a évolué pour devenir une expérience axée sur la connexion et une visite avec la personne au sens traditionnel de connaître et d'être.

Dans l'approche fondée sur les forces de la collectivité suivie à Winnipeg, il est crucial de placer la personne au premier plan et de travailler à ses côtés pour que les gens puissent se voir reflétés dans tous les aspects du programme. Cette approche contribue à renforcer la conscience de soi d'une personne; quand elle se trouve dans une position de sécurité et de stabilité, la personne peut commencer à réfléchir à son parcours et aux enseignements qu'elle a appris en chemin. Mettre l'accent sur la culture et la diversité, de même que renforcer la conscience de soi et les capacités, demeurent des éléments centraux du cheminement entre la survie et l'épanouissement.

Des soins qui tiennent compte des traumatismes




Un des plus importants éléments d'un programme Logement d'abord autochtone est d'avoir comme paramètre une approche des soins qui tient compte des traumatismes. Presque tous les organismes de services interviewés ont parlé des effets dommageables des traumatismes et de la complexité de traiter les traumatismes quand ils sont combinés avec des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie. Bon nombre ont signalé les dimensions culturelles de ces effets, y compris la déconnexion d'avec la culture et la langue et l'érosion des manières de vivre traditionnelles et des relations avec la famille et la collectivité. D'autres ont affirmé fermement que ce sont les traumatismes qui entraînent et déclenchent la toxicomanie et que l'itinérance devient un symptôme des traumatismes.

« Les traumatismes ne disparaissent pas simplement parce que tu as un toit au-dessus de ta tête. »

La citation ci-dessus souligne de manière fondamentale à quel point il est important pour Logement d'abord d'englober beaucoup plus que juste le logement et de se concentrer continuellement sur le cheminement de chaque personne vers le rétablissement. L'importance de la planification individuelle est un élément central de Logement d'abord et elle permet aux efforts locaux de mieux refléter les réalités d'une collectivité, y compris de tenir compte des traumatismes autant actuels qu'historiques.

Les soins tenant compte des traumatismes sont un cadre de travail fondé sur les forces, un cadre qui est « ancré dans la compréhension et la prise en compte de l'impact des traumatismes ». L'approche met l'accent sur la sécurité physique, psychologique et affective autant des victimes que des fournisseurs de soins, et une approche qui tient compte des traumatismes « crée des possibilités de regagner un sentiment de contrôle et de pouvoir. »¹⁸

Les organismes communautaires ont souligné les effets favorables que les approches qui tiennent compte des traumatismes peuvent avoir sur le bien-être. Avec de l'espace et du temps, les participants peuvent commencer à faire face à leur colère et à leur dépression et commencer à travailler à leur guérison et à la formation de relations saines. Introduire ou réintroduire la culture peut aussi aider à :

-  examiner les effets du colonialisme et comprendre l'histoire d'une personne;
-  acquérir une meilleure compréhension de l'esprit d'une personne et chercher à ramener l'équilibre dans sa vie;
-  reconnaître que pour guérir, une personne doit connaître son passé et son histoire, les traumatismes qu'elle a subis et sa capacité de guérir.

C'est un travail intense et difficile qui nécessite des ressources, et de nombreux organismes ont signalé le manque de financement spécifique pour les soins tenant compte des traumatismes et les longs délais d'attente pour l'accès à des services professionnels. Dans l'ensemble, beaucoup ont dit qu'il est nécessaire pour les systèmes de services de santé et de services aux sans-abri d'épouser plus pleinement une approche des soins qui tient compte des traumatismes et de veiller à ce qu'il y ait des ressources adéquates pour soutenir et financer les activités.

Réduction des méfaits

Les principes de la réduction des méfaits sont au cœur de la philosophie de Logement d'abord. Les valeurs de la réduction des méfaits reflètent les valeurs de Logement d'abord. Voir les gens comme des personnes et placer les expériences de la consommation de substances dans le contexte des expériences de la colonisation est important. Comme le dit l'Aboriginal Coalition to End Homelessness :

« L'éducation est cruciale pour décoloniser la compréhension de la toxicomanie et de la consommation de substances, pour que les méfaits soient compris par rapport aux conditions coloniales et systémiques dans lesquelles les personnes ont vécu le chagrin, la perte et le racisme. »¹⁹

Une approche de réduction des méfaits met l'accent non sur les substances mêmes, mais sur le fait que leur consommation est liée à de plus grands méfaits, soit, dans le contexte autochtone, à ceux qui sont associés à la colonisation. Dans cette perspective, la guérison est plus vaste que la sobriété. La réduction des méfaits nous demande de mettre de côté nos présomptions à propos de qui peut être aidé et comment la guérison se fait.

¹⁸ Page 82 dans E. Hopper, E. Bassuk et J. Olivet, « Shelter from the Storm: Trauma-Informed Care in Homelessness Services Settings », *The Open Health Services and Policy Journal*, 2010, vol. 3, p. 80-100.

¹⁹ *Aboriginal Coalition to End Homelessness, Wisdom of the Elders – Guidance from the Community: A Tailored Approach to Indigenize Harm Reduction*, 2018, p. 24. <http://aboriginalhomelessness.ca/>

Pour certains, la réduction des méfaits est une nouvelle manière de travailler avec les gens et elle n'est pas toujours bien comprise. Dans le contexte de Logement d'abord, la réduction des méfaits va au-delà de la distribution de fournitures et s'étend à la lutte contre les méfaits que les forces sociales font subir aux personnes qui consomment de la drogue. Les méfaits de l'itinérance sont la stigmatisation, la criminalisation et la violence faite aux personnes qui consomment de la drogue pour les « punir » de le faire. Un principe fondamental de Logement d'abord est que tout le monde mérite un chez-soi. Quand on travaille avec diverses collectivités et divers dirigeants autochtones, il est important d'être conscient de la compatibilité des enseignements avec la philosophie de Logement d'abord et de réduction des méfaits. Tous n'ont pas le même niveau d'aise face à l'approche de réduction des méfaits, mais les relations formées pendant l'exécution de programmes Logement d'abord peuvent offrir une chance de transmettre de l'information sur cette approche et d'éduquer.

Être en liaison avec le secteur des services aux personnes qui consomment des substances est essentiel. Le Manitoba Harm Reduction Network, par exemple, a beaucoup travaillé pour améliorer les compétences en réduction des méfaits dans les collectivités autochtones et pour lier les pratiques culturelles à la réduction des méfaits. Trop souvent, le secteur des services aux sans-abri et le secteur de la lutte contre les dépendances travaillent de manière cloisonnée, indépendamment l'un de l'autre et des dirigeants autochtones.

La réduction des méfaits n'est pas facile à expliquer et elle se heurte souvent à la résistance de la collectivité. Dans les collectivités autochtones, il y a de nombreuses perspectives fondées sur l'abstinence. Cependant, comme pour l'accueil et l'évaluation, il n'y a pas de modèle de soins standard unique pour Logement d'abord.

Dans le cas de la réduction des méfaits, l'éducation devient critique pour que les équipes soient munies de ce dont elles ont besoin pour soutenir les gens dans leur cheminement. Bien qu'il y ait toujours de la place pour une variété de points de vue, les équipes doivent être capables d'offrir la bonne combinaison de soutiens, ce qui peut inclure reconnaître le rôle que joue l'abstinence. Il est tout aussi important de reconnaître que dans les principes fondamentaux de Logement d'abord et la fidélité au programme, la réduction des méfaits est une partie centrale des « outils » qui se sont révélés être les plus efficaces pour l'obtention de meilleurs résultats.

Avoir les bonnes preuves, ancrées dans leur efficacité dans une collectivité donnée, doit être inclus dans l'approche Logement d'abord. Depuis une trentaine d'années, la grande majorité des études sur la consommation de substances montrent que les stratégies de réduction des méfaits sont les moyens les plus efficaces d'aider les personnes qui consomment de la drogue.


Culture, terre et communauté

La culture est davantage que les pratiques et les enseignements culturels; c'est une connexion—à soi, à la famille, à la communauté, à la nature et à la nation. C'est aussi adopter une approche de Logement d'abord qui est fondée sur les forces et qui invite à marcher aux côtés de chaque personne, collectivement et dans un esprit de collaboration. Une approche autochtone de Logement d'abord en est une qui reconnaît l'importance fondamentale de la culture et de la connexion.

La conception et la prestation des services sont façonnées par cette approche et peuvent comprendre :

- 🏠 *l'initiation ou la ré-initiation aux cérémonies et aux enseignements, pour que les personnes puissent comprendre qui elles sont, d'où elles viennent, l'impact que l'histoire a eu sur elles et l'effet que les traumatismes ont eu sur leur cheminement;*

 la reconnexion à la terre et un sens positif de l'histoire;

 la reconstruction d'un sentiment de communauté, pour passer de la communauté de la rue à une nouvelle communauté autochtone accueillante, plus grande.

Cette approche reconnaît que tous les gens sont connectés et que la perte de connexion cause un traumatisme, qui transforme la vie. Beaucoup voient la perte de la culture et du sentiment d'appartenance comme étant la principale raison de l'itinérance. C'est aussi ce qu'on retrouve dans la définition même de l'itinérance autochtone; comme le décrit Thistle : « À la différence de la définition colonialiste commune de l'itinérance, l'itinérance chez les Autochtones ne se définit pas par un manque de structures de logement, mais se décrit plutôt et se comprend pleinement à travers une lentille composite de visions du monde autochtone. Celles-ci incluent des individus, des familles et des communautés séparés de leurs relations avec la terre, l'eau, leur région, la famille, leurs semblables, les autres, les animaux, les cultures, les langues et les identités. »²⁰

C'est dans cette optique plus large que les équipes Logement d'abord doivent travailler à comprendre plus clairement et à positionner tant le besoin immédiat de logement que le besoin plus nuancé de reconnecter les gens avec beaucoup plus que juste des services ou même un logement. Adopter une telle approche de la prestation des services de Logement d'abord veut donc dire aller au-delà de la compétence culturelle pour adopter une approche fondée sur la sécurité culturelle, qui considère comment les contextes sociaux et historiques, de même que le déséquilibre structurel et interpersonnel des pouvoirs, influencent les expériences de la santé, des soins de santé et du logement.²¹ Elle veut dire comprendre qu'avoir autrefois déclaré illégales les pratiques culturelles a contribué à pourquoi les choses sont comme elles sont aujourd'hui. Suivre une approche axée sur la sécurité culturelle pour la prestation des services veut dire reconnaître la diversité et le fait que l'identité culturelle de même la connaissance de soi et de la place qu'on occupe dans la collectivité sont fondamentaux pour la guérison intergénérationnelle.

Culture et terre

De nombreux organismes mettent en relief l'importance et l'efficacité des programmes ancrés dans la culture qui (re)connectent les gens à la communauté et à la terre dans le cadre de travail de l'autochtonisation de Logement d'abord. Ce type de programme est considéré comme ayant un puissant effet et transforme fondamentalement le modèle Logement d'abord en passant d'une définition étroite qui consiste à fournir des soutiens communautaires à un concept beaucoup plus large qui comprend connecter les gens à la terre et à la communauté (qui peuvent être loin du milieu urbain).

En formant des relations, en marchant aux côtés des gens et en comprenant la culture, les connexions peuvent être rétablies et les traumatismes peuvent commencer à guérir. Ce nouveau cheminement peut mener à la stabilité dans le logement. Par exemple, un organisme a parlé du besoin de connecter les gens et la communauté au moyen d'un lieu de rassemblement communautaire :

« Grâce au Friendship Centre, ils apportent nos traditions culturelles comme la purification par la fumée et différentes cérémonies, ce qui est une partie fabuleuse de récupérer notre culture et de vivre dans un cheminement plus spirituel plutôt qu'un [modèle] imposé. C'est notre Créateur qui partage vraiment notre voie avec nous et ensuite nous marchons dans cette voie, et grâce à nos aînés, ils nous aident à continuer de marcher dans cette voie. Je pense que la plus grande chose est la connexion; beaucoup de nos familles, et des personnes sans abri, sont déconnectées de la communauté. »

La citation ci-dessus fait écho à ce que de nombreux autres ont dit, qui est que la reconnexion à la terre et être « sur la terre » sont critiques pour offrir des programmes ancrés dans la culture. Un autre représentant d'un organisme a signalé que particulièrement quand on travaille avec des Autochtones :

²⁰ J. Thistle, *Définition de l'itinérance chez les Autochtones au Canada*, Toronto, Presses de l'Observatoire canadien sur l'itinérance, 2017.

²¹ Pour une discussion d'une approche de la prestation des soins de santé fondée sur la « sécurité culturelle », voir : C. Ward, C. Branch et A. Fridkin, « What is Indigenous Cultural Safety – and Why Should I Care About it? », *Visions – Indigenous People*, 2016, vol. 11, n° 4, p. 29.


« Le counselling et tous ces genres de pratiques sont tellement plus efficaces quand les gens sont dans leur élément. Alors c'est la chose la plus importante que je puisse souligner à propos de notre programme, être dehors, sur la terre, avec les gens, c'est là que le meilleur travail se fait. »

Épouser l'importance des connexions entre les personnes, la terre et la communauté demeure au cœur du travail de nombreuses équipes Logement d'abord au Canada. Les exemples donnés ci-dessus sont un petit échantillon d'approches dans un domaine beaucoup plus complexe de l'exécution de Logement d'abord qui sont devenues plus diverses sur le plan culturel au cours des dix dernières années. Les équipes Logement d'abord canadiennes ont fait preuve d'un excellent leadership dans l'adaptation du modèle pour l'harmoniser davantage avec les valeurs locales ainsi qu'avec les approches utilisées localement pour offrir du soutien aux personnes qui ont vécu l'itinérance.


Collectivité et famille

De nombreux organismes ont mis l'accent sur l'intégration dans la collectivité, qui est un objectif clé de Logement d'abord, quand on travaille auprès des communautés autochtones. Logement d'abord est fondé sur une philosophie centrée sur le client; les services sont destinés à un individu et basés sur un plan unique établi en collaboration avec le travailleur chargé du cas. Les organismes ont cependant aussi souvent parlé de la nécessité de penser de manière encore plus collective et de travailler en collaboration, signalant qu'ils doivent inclure la famille, la famille élargie et la collectivité au-delà de l'individu. La participation de la collectivité et de la famille et la réunification avec celles-ci peuvent changer la vie des participants au programme, être une source de gratification et les aider à prendre conscience de leurs capacités. Il est aussi important de comprendre que les sentiments d'appartenance et de connexion sont déjà une éthique puissante dans la communauté des sans-abri. Ils ont survécu parce qu'ils ont créé des connexions et qu'ils se soutiennent mutuellement.

Travailler à aider les gens à comprendre leur identité culturelle et leur rôle dans la collectivité est important pour la guérison et l'inclusion sociale.

 *Leur présenter des aînés et d'autres ressources communautaires est un moyen d'aider les gens à connaître d'autres personnes qui peuvent les soutenir et renforcer leur capacité de se joindre à la collectivité.*

Rétablir les liens avec la culture, la famille et la collectivité s'inscrit dans l'approche fondée sur les forces de la collectivité et l'intégration, et il faut aider les équipes à le faire. Les bailleurs de fonds doivent reconnaître et soutenir la valeur et l'importance fondamentale des programmes qui ont une pertinence culturelle. Souvent, les bailleurs de fonds ne reconnaissent pas ces mesures de soutien comme des « dépenses admissibles ». Certains organismes réclament un financement plus flexible afin de permettre une plus grande participation de la famille et la guérison communautaire. Beaucoup disent aussi que l'éducation et la sensibilisation à la culture doivent prendre place aux échelons plus élevés des systèmes et des cercles d'élaboration des politiques.

 *Une approche fondée sur les forces de la collectivité facilite une renaissance consciente d'un sentiment de connexion et de communauté. De nombreux organismes offrent des services dans un environnement de groupe afin de favoriser un sentiment de communauté et font des activités à l'extérieur pour faire prendre conscience de la terre et établir une connexion avec elle.*

Finalement, l'approche de l'exécution de Logement d'abord prévoit que les participants au programme vont « être promus » et quitter le programme un jour. Cette attente peut être raisonnable pour bien des gens, mais comme l'ont mentionné les fournisseurs de services, certains participants (tant autochtones que non autochtones) font face à de multiples obstacles dans leur capacité de quitter le programme et de s'intégrer, au sens traditionnel de ces termes.

Logement d'abord vise surtout les personnes dont les besoins sont les plus aigus; une fois stabilisées dans le logement, elles peuvent continuer d'avoir besoin d'un certain soutien pendant de nombreuses années. Les ressources pour ce soutien devraient non seulement être flexibles, mais aussi exiger un engagement à plus long terme.

Dans l'ensemble, Logement d'abord continue d'évoluer au Canada, les organismes autochtones cultivant des pratiques qui reflètent mieux les considérations et les besoins locaux. Il en résulte que plus de gens se voient reflétés dans les programmes et les soutiens. Cette approche démontre aussi une connexion plus profonde avec la collectivité, la terre et les traditions d'une manière qui dérive des Autochtones et qui leur est destinée. Finalement, alors que les premiers efforts Logement d'abord au Canada s'efforçaient d'être étroitement fidèles au modèle Logement d'abord standard, cette pratique a changé elle aussi pour mieux tenir compte des réalités locales d'une manière plus respectueuse.

Fourniture de logement

Les organismes communautaires insistent sur l'importance des relations, de la famille et des connexions communautaires dans l'élaboration de stratégies locales pour le logement, y compris pour le type de logement. Ces stratégies tendent alors à être plus réfléchies et à viser davantage que simplement un toit au-dessus de la tête des gens.

L'importance du logement ne peut être sous-estimée et il est reconnu comme étant un déterminant social clé de la santé et du bien-être de tous. Pour les Autochtones qui sont sans abri, avoir accès à un logement qui est adéquat, abordable et en harmonie avec leur culture contribue directement à une amélioration de la santé, du bien-être et de la stabilité.

Or, fournir un logement approprié est souvent difficile et dépend de nombreux facteurs locaux. À l'étape 3 du processus de localisation, nous mentionnons quelques difficultés liées au contexte local du logement, y compris une pénurie de logements abordables, les conditions du marché du logement local, des ressources insuffisantes pour le logement et des obstacles liés à la discrimination et au racisme. De nombreux organismes communautaires ont fait des adaptations locales et trouvé des moyens novateurs de relever les défis pour mieux refléter les besoins locaux.

Habitat collectif

Les modèles Logement d'abord tendent à privilégier l'habitat dispersé, sous forme d'appartements à une chambre, comme première option pour loger les gens. Bien que ce modèle fonctionne pour la plupart, les organismes communautaires ont indiqué à plusieurs reprises que cette perspective étroite ne correspond pas toujours à la manière autochtone de comprendre le logement. Par exemple, certains préfèrent un type d'habitat plus collectif ou plus centré sur la famille plutôt qu'une habitation pour une seule personne.

Beaucoup ont aussi parlé des avantages et des considérations pratiques associés à l'habitation en commun. Ces avantages comprennent, par exemple, la réduction du risque d'isolement associé au fait de vivre seul ou dans un habitat dispersé loin de sa communauté et de soutiens. Ce genre d'habitation intensifierait les sentiments d'isolement et de solitude et pourrait entraver le parcours de guérison.

Il est important de noter qu'un principe fondamental de Logement d'abord est l'intégration dans la collectivité et le choix du logement. Pour les programmes offerts dans les grands milieux urbains, il est important de soutenir la personne dans le quartier de son choix. Mais on présume alors que la personne a un lien avec la communauté locale.

De nombreux fournisseurs de services autochtones, par contre, ont dit que « communauté » avait un sens plus distinct et englobait souvent la collectivité d'origine et des connexions plus générales à d'autres communautés. En outre, la déconnexion d'avec la collectivité d'origine et la terre a des implications uniques pour le choix du logement et les résultats dans ce domaine.

Pour certaines personnes, surtout celles qui ont de longs antécédents de vie dans la rue, une communauté connue, en laquelle ils ont confiance, peut être particulièrement réconfortante. L'habitat collectif peut fournir une communauté et favoriser un sentiment de sécurité. Un fournisseur de services autochtone a décrit à quel point ce sentiment de communauté peut être important :

« Quand nous établissons nos abris d'hiver, les abris temporaires contre le froid, ces gars s'épanouissent; ils adorent l'abri. Ils l'adorent parce qu'il y a des repas réguliers, il y a une communauté autour d'eux, ils sont tous ensemble, ils se connaissent tous, ils sont [bien] traités, ils aiment le personnel, ils sont compris... »

De nombreux organismes ont relevé un besoin d'habitations collectives en dehors du centre-ville, pour réduire l'isolement et fournir une communauté. Les organismes qui ont tenté l'habitation en commun ont vanté son succès et ses résultats positifs pour les gens.

Famille, visiteurs et logement

La reconexion avec la collectivité et la famille remet souvent en question l'approche traditionnelle du logement de Logement d'abord. La présence de la famille et de visiteurs est souvent présentée comme une difficulté par les fournisseurs de services et les propriétaires, et elle est citée comme un facteur contribuant aux plaintes et à la possibilité d'expulsion. Les responsables de cas et les organismes autochtones signalent l'importance de comprendre les normes culturelles distinctes liées au logement.

Pour de nombreux Autochtones, il est impensable de ne pas laisser la famille rester avec eux. Comme l'a expliqué un fournisseur de services : « ... les gens ne peuvent pas juste dire non, tu ne peux pas dire non à un aîné... culturellement tu ne peux pas dire non. »

Cette norme culturelle est moins prévue dans le modèle Logement d'abord traditionnel, qui met l'accent sur une approche individuelle plutôt qu'une approche centrée sur la famille ou la collectivité pour l'offre de services et de logement, comme le font aussi les lois occidentales sur la location à usage d'habitation. En règle générale, dans l'habitat dispersé, les logements sont des logements à une chambre et les normes d'occupation sont gravées dans une politique qui décrète qu'il ne doit y avoir qu'une seule personne par logement. Cette politique crée une tension entre le modèle de logement et la réalité de la vie des Autochtones.

Il est important de souligner que les programmes Logement d'abord partout dans le monde sont aux prises avec le défi de la sur-occupation des appartements. C'est une situation courante, les personnes sortant de l'itinérance trouvant souvent difficile de laisser les autres derrière. C'est un des facteurs les plus identifiables parmi ceux qui contribuent aux problèmes de location et à l'éventualité d'une expulsion ou d'un relogement. C'est aussi peut-être un des plus problématiques pour ce qui est de parvenir à une solution.

De nombreux organismes ont mentionné la nécessité pour les programmes Logement d'abord de fournir des options de logements adaptés à la culture ou de logements collectifs permettant d'héberger la famille au besoin. Bien qu'il y ait eu de nombreuses expériences de logements collectifs dans les programmes Logement d'abord, les fournir demeure un défi et une considération financière appréciable à résoudre.

De nombreux programmes ont trouvé des moyens d'adapter leur modèle de fourniture de logement pour permettre plus de flexibilité en ce qui a trait aux visiteurs et au soutien de la famille. Par exemple, là où c'est possible, on prévoit de grands espaces de rassemblement dans l'immeuble d'habitation ou à proximité afin de faciliter les rapports avec la famille et avec la collectivité. Il s'agit encore ici d'un modèle de logement unique, qui nécessite un modèle de financement distinct qui va au-delà d'une simple allocation de logement et inclut des formes de logement plus innovantes qui correspondent aux attentes des équipes Logement d'abord qui soutiennent des Autochtones.

Quand on loge une personne, une approche ancrée dans la collectivité implique souvent d'offrir des soutiens à la famille élargie, de l'aider elle aussi à trouver un logement ou à obtenir du soutien. Les fournisseurs de services signalent que la dynamique et la situation de la famille sont souvent fluides, les membres de la famille allant et venant, et qu'il faut donc une approche dynamique et flexible du travail avec les participants. Dans une approche fondée sur la collectivité, aider la famille est vu comme un élément du renforcement de la collectivité et de la mobilisation de la famille pour favoriser le succès de la personne et de sa location.

Adopter une approche fondée sur la collectivité

Comme nous le mentionnons plus haut, s'éloigner du modèle traditionnel consistant à fournir des appartements pour une personne peut s'accompagner de différents défis et de coûts accrus. Être en mesure de permettre l'hébergement de la famille ou d'offrir plus d'espaces de rassemblement requiert de passer du modèle d'habitat dispersé à quelque chose qui ressemble peut-être davantage à un logement indépendant dans une habitation collective. Ce modèle pourrait nécessiter que les équipes Logement d'abord envisagent de construire ou de gérer des logements plutôt que de former des partenariats avec des gestionnaires d'immeubles existants en vue d'obtenir des logements individuels.

Comme l'importance des relations, l'importance de créer une communauté est aussi critique. Le faire pourrait impliquer de pouvoir accueillir des groupes familiaux plus nombreux, multigénérationnels ou élargis. Dans un immeuble, cela pourrait vouloir dire faire preuve de flexibilité pour ce qui est des visiteurs et reconnaître la communauté de la rue. Si un organisme de services a accès à un immeuble complet ou veut utiliser un modèle d'habitation collective, il y a des possibilités de créer une communauté en aménageant des espaces communs et en offrant des programmes qui reflètent les peuples ou les cultures autochtones ou qui sont pertinents pour eux.

De nombreux organismes de services ont aussi insisté sur l'importance de ne pas séparer la communauté. Comme l'a dit un organisme, « tellement de programmes de refuges et de programmes de logements de transition que nous avons mis sur pied au cours des années ont séparé les gens de leur communauté et nous n'avons pas vraiment eu d'effet, de bien des manières, sur leur stabilité de logement à long terme ». Cette citation montre le manque de concordance entre la nécessité de garder les gens mieux connectés aux services communautaires et le besoin pour eux d'être près de leurs amis et de leur famille. Elle montre aussi la réalité d'entreprendre ce cheminement à la lumière de marchés du logement difficiles dans lesquels les choix sont souvent limités par le coût et la distance (p. ex., il y a des choix abordables, mais ils sont coupés des services et soutiens, y compris de l'accès aux transports en commun).

Ce qu'on nous a aussi dit à maintes reprises est qu'il faut veiller à mettre l'accent sur le maintien des relations et la création de communautés saines plutôt que de mettre une personne dans une situation d'isolement. On le fait en plaçant la personne dans le logement de son choix. Si elle s'établit dans une nouvelle collectivité, il faut l'aider en lui offrant non seulement des services et des ressources, mais aussi des connexions sociales et communautaires. Les organismes communautaires font parti du tissu de ce réseau social.

La pénurie de logements abordables veut souvent dire que les seuls logements disponibles sont de mauvaise qualité ou situés dans des quartiers considérés comme étant peu propices au rétablissement. De nombreux participants à Logement d'abord ont exprimé le souhait de quitter un endroit qui pourrait redéclencher des problèmes tels que la consommation de substances. Ce point montre la nécessité d'équilibrer les approches dans une optique de réduction des méfaits en travaillant individuellement avec les personnes pour appuyer les choix qu'elles font non seulement en matière de logement mais aussi peut-être en matière de services, y compris de services de lutte contre les dépendances, de gestion des déclencheurs, de traitement des traumatismes et de liaison avec la collectivité locale (entre autres).

Au bout du compte, la collectivité doit peser les avantages et les forces de tout modèle de logement par rapport aux conditions du marché local et autres facteurs culturels pertinents. Ceci dit, un aspect qui domine peut-être est le coût relatif associé aux différentes approches. Les organismes devront considérer chaque option soigneusement et avoir un plan de financement en place. Ce qui reste clair est que de nombreux organismes voient un avantage accru à considérer le logement comme plus qu'un toit au-dessus de la tête de quelqu'un.

Personnel chargé du logement

La prestation réussie de services de logement exige un personnel spécialisé et un plan pour veiller à ce qu'il y ait des soutiens adéquats en place pour gérer et entretenir les logements. Comme nous le mentionnons précédemment, la fourniture de logements prend plusieurs formes, mais, souvent, elle consiste à procurer des logements individuels en suivant une approche d'habitat dispersé. Ce modèle requiert des partenariats avec des organismes externes (privés, publics et sans but lucratif) en vue d'obtenir une gamme de types de logements à divers endroits. Cette section donne un aperçu de services de logement qui ont été adaptés pour mieux refléter les réalités locales et les cultures autochtones.

Pour de nombreuses personnes qui entrent dans un programme Logement d'abord, la fourniture d'un logement est souvent le premier soutien qu'elles reçoivent. Le spécialiste du logement fait partie intégrante de l'équipe Logement d'abord. Le spécialiste du logement joue un rôle double; non seulement aide-t-il les personnes à obtenir un logement, mais il travaille aussi à former et à entretenir des relations avec les gestionnaires d'immeubles. Il emploie une variété d'outils pour entretenir les relations et est souvent très bien renseigné sur les conditions du marché local et la disponibilité de logements.

Selon le programme, le spécialiste du logement est en communication avec les propriétaires presque tous les jours. Certains programmes offrent aux propriétaires un service d'appel d'urgence 24 heures par jour en cas de problème dans un logement (ce service est particulièrement populaire parmi les propriétaires qui veulent un accès direct à un membre du personnel). Le site de Winnipeg du projet Chez Soi a offert une formation de sensibilisation à la culture et à la santé mentale aux propriétaires et a constaté qu'elle allégeait les tensions et les aidait à mieux comprendre les personnes logées. La sensibilisation à la culture et à la diversité peut aussi atténuer la tension entre le propriétaire et les autres locataires. Donner aux propriétaires des occasions de rencontrer les équipes des services d'approche et les participants à Logement d'abord est utile pour améliorer les communications.

Les organismes ont souvent mentionné la difficulté de trouver et de conserver des spécialistes du logement, qui doivent avoir un ensemble précis d'aptitudes pour pouvoir former des relations avec les propriétaires et pour comprendre le marché local et y naviguer. Ils souffrent souvent d'un taux élevé d'épuisement professionnel. Le défi de trouver des logements, de régler les problèmes et d'avoir peut-être à reloger les gens est une énorme tâche et dans un marché difficile, elle peut prendre beaucoup de temps.

Un élément important de l'approche fondée sur les forces de la collectivité adoptée à Winnipeg a été la création de Housing Plus pour assumer une grande partie du fardeau de trouver et de gérer un parc de logements de près de 300 logements. L'aspect unique de Housing Plus a été l'accent mis sur le travail en collaboration, le développement des aptitudes et le renforcement de la capacité locale. Ces objectifs ont été atteints en travaillant avec des entreprises sociales et des organismes à but non lucratif locaux dans le cadre de réels partenariats.

Avoir des options flexibles pour le logement

Offrir un financement flexible pour les clients de Logement d'abord est un domaine sur lequel on commence à se pencher. Ce type de financement va au-delà des subventions locatives usuelles et inclut des soutiens additionnels pour aider à augmenter la stabilité. Les organismes communautaires revendiquent un financement flexible pour le logement ainsi que pour les services. Pour ceux qui en bénéficient déjà, ce financement flexible sert habituellement à résoudre les problèmes et à prévenir l'expulsion, donc à gérer les situations et à empêcher que les gens soient expulsés. Un programme a utilisé son assistance financière flexible pour rénover des logements ou en améliorer la sécurité, s'assurant ainsi ces logements auprès du propriétaire. Le financement flexible pour le logement peut aussi être utile pour contourner les obstacles tels que le manque d'argent pour le dépôt à verser en cas de dommages ou quand l'aide sociale refuse de payer ce dépôt pour un participant à Logement d'abord. Un financement flexible est aussi critique pour obtenir des logements rapidement dans les marchés où l'offre est limitée.

Plusieurs organismes de services ont aussi parlé de l'importance d'utiliser un langage clair et accessible dans les contrats et documents d'information.

En plus de reformuler les documents, plusieurs organismes ont traduit des brochures d'information et des documents du programme Logement d'abord dans des langues autochtones locales. Les accords juridiques (contrats de location, accords financiers tels que formules de dépôt direct) en particulier tendent à être difficiles à comprendre et sont libellés dans un langage qui établit des règles. Un spécialiste du logement autochtone a fait la réflexion suivante :

« On a vu les contrats qui étaient rédigés; on a dit, est-ce qu'on peut changer un peu la façon dont c'est écrit? Je veux dire, c'est présenté comme si on était Dieu et omniscient et qu'on avait le contrôle total. Il faut changer le langage pour exprimer plus l'aide et la collaboration et qu'ils sont maîtres de leur propre destinée et que nous sommes là pour les aider. »

Cette citation met encore une fois en relief l'importance d'adopter une approche qui est fondée sur la collaboration, qui honore les gens et qui comprend que chaque personne a un savoir, des dons et une sagesse à transmettre.

Adaptations liées au type de logement

La conception du logement, de son emplacement jusqu'aux espaces fournis en passant par le style de l'immeuble et des pièces, peut avoir un effet sur le succès des participants à Logement d'abord. Le modèle Logement d'abord standard suppose non seulement que les logements dispersés loués sur le marché privé conviennent aux personnes à loger, mais aussi que ce genre de logement est disponible et accessible. Partout au Canada, il y a une pénurie constatée de logements locatifs abordables auxquels les programmes Logement d'abord peuvent avoir accès. Les programmes ont été créatifs pour trouver des solutions et répondre aux besoins précis des personnes à qui ils offrent des services. La variété des solutions de rechange montre l'adaptabilité et la flexibilité du modèle.



En voici quelques exemples :

- › Intégrer Logement d'abord dans un refuge
- › Utiliser des maisons de chambres
- › Utiliser des logements pour étudiants
- › Acheter et réutiliser un « café-couette » (avec une cuisine partagée et des espaces communs)
- › Utiliser des appartements locatifs partagés
- › Utiliser des logements modulaires (logements individuels regroupés)
- › Utiliser des maisons louées comme habitations collectives (cuisine et salle de bain partagées, espaces communs)
- › Acheter un immeuble d'appartements et le convertir en habitation collective
- › Utiliser une habitation collective de style résidence pour étudiants avec installations partagées
- › Utiliser des hôtels
- › Acheter des duplex ou triplex à des fins d'habitation partagée ou familiale
- › Utiliser des résidences subventionnées pour artistes autochtones dans un hôtel-boutique
- › Utiliser un immeuble d'appartements construit spécialement pour leurs besoins, dont ils sont propriétaires
- › Utiliser un immeuble à plusieurs étages construit sur mesure, conçu spécialement pour les besoins d'acuité variée de la population autochtone locale

Cette liste comprend autant des logements qui sont loués pour Logement d'abord sur le marché libre que des logements qui appartiennent aux organismes communautaires offrant des services Logement d'abord. À cause de la pénurie de logements abordables et des obstacles additionnels auxquels font souvent face les Autochtones, de nombreux organismes communautaires ont exprimé le besoin et le désir d'avoir des habitations communautaires construites sur mesure pour les Autochtones sans abri.

Or, les bailleurs de fonds n'appuient souvent pas la construction de logements abordables. Un gestionnaire de programme dans une collectivité du nord a exprimé une frustration courante face aux contraintes structurelles posées par le marché limité du logement :

« Si tu ne peux pas obtenir de logements et que tu ne peux pas construire de logements et que tu ne peux pas trouver de logements, tu dois déménager les gens là où il y a des logements parce que nos possibilités pour Logement d'abord sont maigres, voire inexistantes. »

Un autre participant a fait cette réflexion optimiste sur cette même frustration :

« Peut-être qu'à un moment donné dans l'avenir, peut-être qu'on pourra tous convaincre nos Premières Nations respectives de mettre un peu d'argent en commun et qu'on pourra créer nos propres logements, tu sais. ... Peut-être qu'on pourrait former notre propre coopérative d'habitation. »

Ces citations montrent la frustration ressentie par bon nombre de ceux qui fournissent des services dans des programmes Logement d'abord, mais aussi l'importance sous-jacente de maintenir une approche fondée sur la coopération, la collaboration et les forces de la collectivité, ainsi que le désir et le besoin des Autochtones d'avoir l'autodétermination nécessaire pour lutter contre l'itinérance autochtone.

À maintes reprises, et partout au pays, les organismes communautaires ont mentionné le besoin d'acheter ou de construire des logements spécialement pour les Autochtones sans abri. Beaucoup estiment que c'est le seul moyen de réagir à la pénurie de logements abordables et aux obstacles tels que la discrimination. Être propriétaire de logements offre la possibilité de fournir des logements ancrés dans la culture qui favorisent aussi la création d'une communauté, d'une manière qui n'est généralement pas faisable en utilisant le modèle d'habitat dispersé ordinaire. C'est un but pour beaucoup dans le secteur des services aux sans-abri : avoir des logements adaptés à la culture qui permettent d'offrir les meilleurs soutiens possibles aux communautés autochtones. Une possibilité additionnelle n'était souvent pas reconnue, soit celle de s'associer avec des fournisseurs de logements autochtones existants. Il y en a beaucoup d'un bout à l'autre du pays et former ces partenariats pourrait répondre à de multiples besoins, y compris au besoin de logements adaptés à la culture, et pourrait aider à créer des communautés.

Conception et forme du logement

En dernier lieu, les fournisseurs doivent considérer la conception et la forme du logement. La conception et la qualité du logement peuvent avoir un effet sur l'expérience de location et d'habitation des participants.²² Chaque fois que possible, le logement devrait être adapté à la culture des personnes qui l'habitent.

Des politiques strictes, de petits espaces confinés, des systèmes de sécurité et même la couleur des murs peuvent donner au logement le caractère d'un « établissement », ce qui peut entraver le cheminement de guérison de certaines personnes. Comme l'a dit un fournisseur de services autochtone :

« Ça aide vraiment de leur donner l'idée qu'ils ne sont pas envoyés dans un établissement, parce qu'ils associent toujours le logement à simplement une autre forme de centre de détention pour les jeunes ou une autre forme de prison. On leur dit qui peut entrer, qui ne peut pas, tu sais, à quelle heure les gens peuvent [venir visiter], combien de temps ils peuvent rester, et les caméras sont toujours sur eux. Alors ils ont dit que c'est ça pour eux d'être logés. »

Le modèle Logement d'abord est conçu pour s'éloigner de l'approche « établissement », mais les logements « indépendants » et les logements construits qui s'apparentent à un établissement peuvent être incompatibles avec une approche autochtone centrée sur la personne pour la fourniture de logements. L'approche privilégiée par les organismes de services et par les participants est de « donner le sentiment d'être chez-soi » ou de créer du logement qui est ancré dans les cultures autochtones locales et les reflète. On l'a fait de nombreuses façons, y compris en aménageant des espaces sacrés ou communs, en intégrant des éléments d'art ou de design qui reflètent les cultures autochtones ou en utilisant un style qui incorpore des matériaux naturels ou qui crée une interaction avec le plein air, telle qu'une cour ou un jardin avec des plantes locales qui sont importantes pour la collectivité.

Les organismes qui ont la chance d'avoir leurs propres logements peuvent intégrer ce type d'éléments dans le bâtiment même.²³ Quels que soient les éléments de design ou de forme utilisés dans la création du logement, il est encore plus important d'inclure et de faire participer la communauté au processus de conception. Il pourrait donc être nécessaire de faire appel à des concepteurs autochtones ou de former un comité consultatif culturel pour informer et guider la conception.

Les espaces communs ou espaces de rassemblement sont souvent des espaces qui permettent de bâtir une communauté et qui favorisent le renforcement des relations. Pour de nombreux organismes, cet espace commun est situé dans leurs bureaux, prenant la forme d'une halte-accueil, d'une salle de classe, d'une salle à manger commune ou d'un espace de cérémonie, par exemple. Pour ceux qui ont la chance d'être propriétaires de logements, cet espace de rassemblement devient le centre du bâtiment :

« Le succès fondamental de notre programme est d'abord et avant tout le fait que nous ayons un espace de rencontre en dehors des appartements. Alors nous avons une, ce que nous appelons une salle familiale. Et dans la salle familiale, c'est là que ça devient, comme, le centre de la maison, comme si tu avais ta propre maison dans la collectivité, ou ta maison communautaire. Où les gens se rassemblent, où les cérémonies prennent place, où on fête et où on mange et on danse et on enseigne et c'est parfois multigénérationnel. »

Quelques organismes de services autochtones à qui nous avons parlé nous ont fait part de leurs plans pour l'avenir; par exemple, un d'entre eux envisage « un style d'habitation ou un produit de logement qui est construit autour de cette aire [commune], et les concepts comme ça se rapportent vraiment à cette définition nationale autochtone de l'itinérance et au fait que ce n'est pas tant d'avoir un toit au-dessus de sa tête que les relations et la connexion. »

²² Pour un examen de l'effet de la qualité du logement, voir : C. E. Adair, B. Kopp, J. Distasio et autres, « Housing Quality in a Randomized Controlled Trial of Housing First for Homeless Individuals with Mental Illness: Correlates and Associations with Outcomes », *J Urban Health*, 2016, vol. 93, p. 682. DOI : 10.1007/s11524-016-0062-9.

²³ Pour des exemples de guides pour créer des logements avec une collectivité autochtone, voir : Emma Fineblit, *Indigenizing Housing: A Guide to Providing Culturally-Appropriate Housing for Aboriginal Communities in British Columbia*, 2015. J. Hayes, *Guidelines for Culturally-Relevant Urban Aboriginal Housing: Promoting wellness through key components of project form, design, and development*, 2016.

Le logement, vu dans une perspective autochtone, est distinct des principes traditionnels de Logement d'abord centrés sur des logements indépendants dispersés. Ce que nous avons observé est un vif désir de créer non seulement des logements mais des communautés qui réunissent les gens et la culture. Quand on utilise le modèle d'habitat dispersé, les travailleurs peuvent mettre les participants en liaison avec la communauté autochtone – les voisins, les centres communautaires, les commerces autochtones, etc. – autour de leur nouveau logement.

Créer des logements qui reflètent la culture et les besoins d'une collectivité locale peut avoir un effet considérable sur le succès des gens qui y vivent. Ce type de logement peut aider à renforcer l'identité, à bâtir une communauté et à améliorer la prestation de services ancrés dans la culture. Un chef d'équipe autochtone de Logement d'abord a déclaré que :

« Notre rêve est qu'un jour quand on parlera de logement adapté [à la culture], ce sera aussi naturel que quand on pense au soutien pour la santé mentale [qui vient du système de santé], mais pour les Autochtones, c'est un logement adapté à la culture qu'il leur faut, parce qu'il y a quelque chose qui se passe dans ce contexte qui fortifie les gens et qui leur donne une raison d'être. Et cette raison d'être est liée à une conscience collective. »

Localiser le logement dans le cadre de Logement d'abord requiert un virage considérable dans la planification et le financement. Le modèle actuel, cependant, comme beaucoup l'ont dit, entraîne peut-être trop d'isolement de la communauté et de la culture. Réunir la culture et le logement est au cœur même de ce qu'il faut faire pour passer des perspectives traditionnelles de Logement d'abord à une approche plus localisée.

Nous avons commencé cette section par la citation « Un Logement d'abord autochtone a l'air différent et il faut que ce soit O. K. ». Ce que nous avons vu, c'est que Logement d'abord doit changer pour mieux refléter les valeurs autochtones. Pour que les équipes Logement d'abord au Canada reflètent mieux le contexte local, l'élaboration, l'exécution et la structure générale doivent changer fondamentalement. Elles doivent mieux refléter les points de vue autochtones et venir d'organismes qui en sont conscients et qui ont les compétences nécessaires pour aider à mettre fin à l'itinérance tout en permettant aux gens de se voir clairement reflétés dans tous les aspects du programme. Comme nous le proposons, un cadre de travail fondé sur les forces de la collectivité est un bon point de départ.



6) Contrôle et évaluation

« Il faut avoir l'esprit ouvert. Il ne faut pas arriver avec des attentes condescendantes à propos du succès, et il faut aussi déterminer clairement ce que le 'succès' est et devrait être. »

Comme le montre la citation ci-dessus, il est nécessaire d'établir des attentes claires dès le départ et de s'efforcer de parvenir à un équilibre entre les intérêts locaux et ceux des bailleurs de fonds pour ce qui est de l'obtention de résultats. Déterminer, évaluer et déclarer les « résultats » ou les mesures de succès, habituellement sous forme d'indicateurs de performance, est malaisé pour de nombreux organismes et demande beaucoup de temps. Une bonne partie du problème vient de la difficulté de devoir fournir des données et faire des comptes rendus aux bailleurs de fonds, aux chercheurs et même aux conseils d'administration. Les organismes communautaires se sont uniformément plaints d'avoir à passer énormément de temps à rendre compte des résultats, dont plusieurs ont peu de pertinence ou de sens pour les groupes locaux ou les communautés autochtones. Ils ont aussi signalé la tension liée à la « course contre la montre du financement », le financement annuel étant fondé sur l'obtention de résultats liés aux critères du programme, contrairement à ce qui est considéré comme étant du progrès localement.

Le contrôle est souvent lié au maintien du financement, comme besoin de prouver le succès en fonction de mesures de succès imposées plutôt qu'établies localement. Par exemple, nos interlocuteurs ont parlé de la tension de devoir démontrer une activité accrue dans le domaine de l'emploi par les participants, alors que moins de démêlés avec le système judiciaire ou la reconnexion avec la famille étaient vus comme étant des indicateurs plus justes de succès et de transformation.

Il est nécessaire de situer les mesures plus soigneusement dans le contexte local dès le début, tout en ayant des attentes réalistes à propos de ce qui constitue le « succès ». Les défis de mesurer ont été saisis par un participant qui a dit : « Il fallait qu'on compte des choses et des activités. Former des relations n'est pas une activité qu'on peut simplement compter. » De même, une autre personne a déploré que les mesures nationales « se concentrent sur les failles; ils ne pouvaient pas comprendre ce qu'est la culture et pourquoi elle est une partie aussi intégrante de notre approche. Aucune reconnaissance de l'importance... non de ce qui a été fait, mais aussi de comment et pourquoi. »

Le plus important est peut-être qu'on trouve que les bailleurs de fonds parlent souvent du « modèle » et de fidélité, et non des gens qui sont dans le programme. Un gestionnaire de programme autochtone a fait remarquer que les mesures nationales utilisent souvent « une perspective occidentale, européenne, qui se concentre sur les structures et les processus, les tâches et les statistiques, tandis que l'intervention autochtone cherche à renforcer les gens, la compréhension et la bonté. »

Il faut prendre garde à ce que les approches et les indicateurs utilisés pour mesurer le succès ne provoquent pas d'autres traumatismes ou ne renforcent des points de vue coloniaux. Bon nombre de nos interlocuteurs voyaient le contrôle et l'évaluation comme susceptibles de contribuer à une anxiété et un stress accru pour le personnel et les clients. Afin de contrer cette éventualité, ils ont parlé de trouver des moyens de localiser les mesures et de se concentrer davantage sur l'autodétermination des gens pour mettre fin à l'itinérance.

- › Les mesures locales du succès et celles des bailleurs de fonds ne concordent pas toujours. Ce manque de concordance tend à cacher les réalisations des organismes locaux, qui comprennent mieux ce que veut dire démontrer un changement. Les indicateurs nationaux de succès peuvent aussi être moins applicables à une population autochtone locale ou moins pertinents.
- › Les programmes locaux doivent être maîtres des méthodes et des approches à utiliser pour évaluer ou déterminer comment Logement d'abord fonctionne, et sous quelle perspective (p. ex., personnes ou processus).

En outre, les équipes Logement d'abord sont souvent tenues d'autoévaluer leur performance en utilisant l'échelle de fidélité à Logement d'abord. La fidélité à Logement d'abord est mesurée au moyen d'un outil standardisé qui a été mis au point au cours du projet Chez Soi et qui mesure 38 éléments dans cinq domaines (Goering et autres, 2016). Les cinq domaines couvrent des éléments clés tels que la capacité d'offrir un choix et la bonne combinaison de soutiens ainsi que la séparation des services et du logement. Les cinq domaines sont :

- › Un logement qui correspond aux besoins et aux préférences du client
- › La séparation du logement et des services
- › Une approche axée sur le rétablissement
- › Des services qui correspondent aux besoins
- › Le fonctionnement du programme

L'échelle de fidélité à Logement d'abord a été établie en vue de guider les employés du programme pour l'évaluation de leur approche par rapport aux modèles Pathways et Chez Soi.²⁴ L'échelle de fidélité apporte de l'information importante sur les divers modèles d'exécution utilisés par les équipes Logement d'abord au Canada et ailleurs et aide les programmes à voir si leur approche est en harmonie avec les grands principes de Logement d'abord.

²⁴ Pour le projet Chez Soi, il était critique que chacune des 12 équipes exécute Logement d'abord d'une manière uniforme à chaque endroit et suive très fidèlement le modèle. À Winnipeg, un plus large défi présenté par le contrôle et l'évaluation a été la façon dont ils avaient été imposés aux équipes locales, les critères et les mesures de fidélité ayant été prédéterminés par la Commission de la santé mentale du Canada et l'équipe de recherche nationale. Ce défi a été exacerbé par le fait que, faisant parti d'un essai contrôlé randomisé, chaque programme devait suivre une approche uniforme.

Ceci dit, les évaluations de la fidélité peuvent susciter de la tension et des craintes au sujet de l'efficacité des programmes, surtout quand ils sont comparés les uns aux autres. Les fournisseurs de services ont soulevé des questions à propos de la pertinence culturelle de l'échelle, l'opinion étant qu'elle met davantage l'accent sur les éléments du programme que sur les gens et les caractéristiques locales uniques.

Certains revendiquent l'élaboration et l'utilisation de méthodes d'évaluation autochtones, qui « regardent le programme sous une perspective complètement différente ». Cette perspective offre « une critique des soins tenant compte des traumatismes tels qu'ils sont offerts actuellement ». Sous cette perspective, les traumatismes actuels peuvent être liés à l'héritage de la colonisation et à ses répercussions continues.

Bien que le contrôle et l'évaluation soient souvent vus comme étant problématiques par les programmes, il est important de signaler que la fidélité n'est pas le seul critère d'autoévaluation. Par ailleurs, pour le site de Winnipeg du projet Chez Soi, de nombreuses questions ont été réglées en ayant une table de dirigeants locaux qui pouvaient « parler continuellement des situations et travailler à faire de la résolution de problème avant que les choses ne deviennent de vrais problèmes. »

- › Pour les efforts locaux, l'échelle de fidélité devrait être considérée comme un guide et utilisée conjointement avec des mesures axées sur la collectivité qui reflètent mieux les réalités, les objectifs et les buts locaux.
- › L'élaboration d'outils d'autoévaluation locaux, propres au site, doit être à la fois encouragée et vue comme un moyen de permettre aux organismes d'harmoniser les objectifs locaux avec l'exécution de Logement d'abord.

Au bout du compte, la fidélité est un instrument important qui peut aider à déterminer si le programme Logement d'abord offert localement est conforme aux éléments fondamentaux du modèle Logement d'abord. C'est critique pour les programmes dont le financement exige la fidélité au modèle ou qui font partie d'une étude de recherche qui exige la conformité à des fins de comparaison.

Depuis la mise en œuvre de Chez Soi, on a beaucoup appris sur comment adapter les approches d'exécution et d'évaluation de Logement d'abord. « Il est important de déterminer non seulement si les éléments fondamentaux du modèle sont appliqués comme il se doit (c.-à-d. d'évaluer la fidélité au modèle), mais aussi comment on parvient à cette fidélité dans le contexte local et face aux défis locaux » (O'Campo, Zerger, Gozdzik, Jeyaratnam et Stergiopoulos, 2015). En fin de compte, le but devrait être de parvenir à un équilibre entre exécuter Logement d'abord d'une manière conforme aux éléments fondamentaux du modèle et évaluer quand même le « succès » du programme d'une manière qui est pertinente et sensée localement. Adopter un cadre de travail fondé sur les forces de la collectivité, qui épouse une approche qui tient compte des traumatismes et repose sur la collaboration, est un bon point de départ pour parvenir à cet équilibre.

Il y a de nombreuses ressources pour l'exécution de Logement d'abord et la fidélité, y compris le Guide sur l'approche Logement d'abord.²⁵ Elles offrent un excellent ensemble d'éléments à utiliser pour contrôler et évaluer l'exécution du programme; elles doivent toutefois être vues dans un contexte plus large et refléter les facteurs locaux. Par conséquent :

- › Le Guide sur l'approche Logement d'abord et les autres guides doivent être considérés comme des points de départ. Des consultations et des discussions locales sont nécessaires pour trouver des mesures qui reflètent la façon dont la localité veut comprendre l'influence de Logement d'abord sur la collectivité et veut parvenir à un équilibre entre la fidélité aux principes du modèle et la prise en compte des volontés locales.

Bien qu'il n'y ait pas de solution taille unique pour l'évaluation ou la mesure, il est important de souligner la nécessité d'avoir une approche éprouvée. Travailler en partenariat avec des chercheurs qui comprennent les méthodes centrées sur la collectivité peut aider à combler l'écart entre la reddition de compte aux bailleurs de fonds et le soutien des efforts locaux de comprendre le progrès. Les projets de recherche bien conçus dans lesquels la localité est maître du processus peuvent obtenir et faire état d'excellents résultats dans une variété de domaines. Pour les projets qui ne font pas partie de recherches, les approches d'autoévaluation peuvent aussi être élargies et utilisées pour refléter les buts de la collectivité.

Les organismes communautaires ont en commun un vif désir de mettre fin à l'itinérance en aidant chaque personne dans son cheminement. On parvient au rétablissement et à la guérison non en chiffres, mais en créant de solides relations qui comprennent vraiment l'histoire de chaque personne.

²⁵ Voir <http://housingfirsttoolkit.ca/>

7) Durabilité – Renforcer la capacité de la collectivité

« Il faut avoir une approche à long terme, engagée, et je vois ça en termes de générations... Si on regarde ça et qu'on se dit, essayons pour un an ou deux ou quatre, puis on réévaluera, on s'arrange pour que ça échoue. ... Il faut le faire d'une manière responsable et durable. »

Peu d'organismes sont capables de maintenir un programme à long terme financièrement sans une forme quelconque de perturbation du financement ou des activités. Les perturbations sont souvent éprouvantes, menant à des difficultés dans le maintien des effectifs et causant un stress indu aux participants au programme qui font face à l'incertitude causée par la possibilité de discontinuation des services et des soutiens. C'est un problème pour les gestionnaires de cas, qui ont gagné la confiance des gens et formé des relations avec eux. Quand des problèmes de durabilité ou de changement dans le personnel surviennent, ils ont des répercussions qui touchent le bien-être des participants et du personnel.

Ce fait a été évident dans le projet Chez Soi, où on a remarqué à maintes reprises que l'insécurité relative au maintien du financement alors que le projet tirait à sa fin causait du stress et de l'anxiété.²⁶ La crainte de perdre le soutien fourni aux personnes participantes a entraîné une certaine hésitation à continuer de placer les gens dans des logements et a eu un effet sur le maintien de l'effectif. C'est un scénario qui se répète souvent pour les organismes qui comptent sur un financement annuel.

- › Assurer la durabilité requiert un effort considérable de la part des dirigeants communautaires locaux, des fonctionnaires gouvernementaux, du secteur privé et du personnel des organismes. Il n'y a tout simplement pas de chemin facile. Il n'y a pas non plus de solution unique à la durabilité qui offre l'espoir d'un financement et d'un soutien continu pour le programme, mais la revendication fondée sur des données probantes peut aider.

La durabilité commence par un leadership communautaire dynamique et par la capacité d'utiliser et de développer les capacités existantes, non seulement pour offrir les services et soutiens mais aussi pour considérer des moyens novateurs de neutraliser les coûts. C'est ainsi que certains organismes ont exploré l'emploi d'entreprises sociales pour aider à fournir les services et les soutiens de Logement d'abord et favoriser simultanément le développement d'entreprises à vocation économique dans des secteurs complémentaires.

À Winnipeg, par exemple, on a constitué Housing Plus et Manitoba Green Retrofit pour aider à fournir les soutiens et les services liés au logement. Ces entreprises se sont occupées de l'achat de mobilier, de l'entretien et des réparations, des services d'emménagement et de déménagement, et d'une gamme de soutien à la gestion immobilière (y compris la mobilisation des propriétaires et la prévention des expulsions). Tous ces services auraient autrement été fournis par des organismes (soit sans but lucratif, soit privés) qui en auraient tiré un revenu. Partout au Canada, nous avons trouvé de nombreux exemples d'organismes communautaires exploitant des entreprises sociales pour fournir une variété de services de même que créer des sources additionnelles de revenu.

- › Le recours à des entreprises sociales n'est en aucun cas la solution à la durabilité des activités, mais elles sont une contribution innovante et un moyen de développer les capacités et les aptitudes.

Un défi pour les petits organismes est qu'ils ne peuvent pas accroître leur activité aussi rapidement que le secteur privé. Il est donc important de chercher des moyens d'investir dans le développement des aptitudes de la collectivité et de renforcer la capacité des organismes d'offrir des possibilités de formation afin de développer et d'accroître les capacités.

²⁶ Voir : S. McCullough et Sarah Zell, *The At Home/Chez Soi Project: Sustainability of Housing and Support Programs Implemented at the Winnipeg Site, Winnipeg, 2014*. <http://winnospace.uwinnipeg.ca/bitstream/handle/10680/1561/2016-At-Home-Chez-Soi-WinnipegSustainabilityReport-FINAL.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

Travailler à la durabilité veut aussi dire trouver l'équilibre entre le financement gouvernemental, qui vient d'en haut (avec des conditions), et les besoins des organismes communautaires, qui viennent de la base. Le besoin d'accroître le financement des activités en faisant appel à de multiples sources veut dire que le personnel de l'organisme peut consacrer beaucoup de temps à rendre compte et à chercher du financement en rédigeant des demandes et des rapports de progrès. Assurer la durabilité requiert énormément de travail et implique souvent un dédale de démarches bureaucratiques.

Souvent, les organismes communautaires qui demandent tous de l'argent de la même bourse se trouvent en concurrence les uns avec les autres. Les organismes plus robustes sont souvent capables de préparer de meilleures demandes ou ont les ressources nécessaires pour embaucher des consultants. Ils ont donc un avantage appréciable par rapport aux groupes moins bien nantis, y compris de nombreux organismes communautaires autochtones, qui s'échinent à préparer des demandes sur le coin de leur bureau. Les approches qui misent sur l'ensemble de la collectivité et sur la collaboration peuvent aider à partager ce fardeau et nous en traitons plus haut dans la section sur le leadership et la gouvernance.

De nombreux interlocuteurs ont mentionné le défi que constitue le fait d'avoir l'appui du gouvernement pour le concept de Logement d'abord, sans que cet appui s'accompagne nécessairement de financement. La durabilité commence effectivement par un ferme engagement de la collectivité locale et de ses dirigeants, et cet engagement doit être le point de départ pour maintenir l'élan vers un plus vaste appui et l'obtention de financement. On voit donc encore ici la nécessité de former de bonnes relations et d'avoir une structure de gouvernance solide et inclusive, comme nous en discutons dans les sections précédentes.

Des preuves de « succès » sont aussi cruciales pour les efforts de durabilité. Comme nous le mentionnons dans la section précédente, l'évaluation de Logement d'abord est importante pour pouvoir influencer l'élaboration des politiques et des programmes. Il est certain que les données probantes du projet Chez Soi ont contribué à l'élargissement du mandat de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance du gouvernement canadien en vue de continuer de financer Logement d'abord après la conclusion réussie du projet. Ce résultat a été obtenu parce que les membres de l'équipe du projet Chez Soi ont prôné inlassablement les mérites de Logement d'abord auprès des fonctionnaires gouvernementaux et à qui voulait l'entendre.

Revendiquer en s'appuyant sur des données probantes est un travail important et il commence par raconter les succès locaux aux politiciens et aux dirigeants communautaires locaux. Il faut appuyer ces histoires de preuves convaincantes, autant que possible, pour aider à faire passer le message.

Au cours des dix dernières années, de nombreuses villes canadiennes ont elles aussi mis en œuvre des plans pour mettre fin à l'itinérance. Ces plans sont des ingrédients importants du succès des efforts de lobbying déployés en vue d'obtenir du financement. Encore une fois, la connexion avec les groupes qui élaborent ou qui appliquent des plans locaux doit faire partie du travail de revendication fondée sur des preuves qui est nécessaire pour faire en sorte qu'un financement continu soit orienté vers les solutions—comme Logement d'abord—qui ont prouvé qu'elles étaient efficaces pour mettre fin à l'itinérance.

Du point de vue de l'expérience de Winnipeg, et de nombreux autres à qui nous avons parlé partout au Canada, il est clair qu'adopter un cadre de travail fondé sur les forces de la collectivité dès le début, un cadre de travail qui suit une approche qui est axée sur la collaboration, qui tient compte des traumatismes et qui reconnaît l'importance de la culture et de la mobilisation des dirigeants locaux, est primordial pour avoir des programmes plus efficaces et plus « réussis », favorisant ainsi la durabilité.

La dernière couche de la durabilité est le lien aux questions plus vastes auxquelles la population autochtone du Canada fait face. Nous savons que les Autochtones demeurent représentés dans une mesure disproportionnée parmi ceux qui sont sans abri. Bien que le Canada ait épousé la réconciliation comme moyen essentiel de redresser les injustices des deux derniers siècles, bon nombre de ceux qui ont été consultés pour ce rapport ont souligné que travailler avec les communautés autochtones locales pour concevoir et maintenir des programmes Logement d'abord appropriés doit faire partie d'une plus grande histoire de réconciliation :

« Quand tu regardes la réconciliation, ça va continuer après qu'on est partis, ça va continuer après que nos enfants seront partis. Alors, on pose encore ces fondements, on plante ces graines, tu vois? »

Peut-être que soutenir les efforts autochtones locaux de lutte contre l'itinérance commence par reconnaître qu'il faut en faire plus immédiatement pour remédier aux torts du passé et que plus de financement doit aller directement aux organismes autochtones qui fournissent des services. En fin de compte, soutenir les efforts de Logement d'abord pour réduire le nombre de personnes en situation d'itinérance requiert les efforts de beaucoup de monde pour veiller à ce que nous ne perdions pas de vue la nécessité de financer et de soutenir ces organismes de première ligne.²⁷

L'approche adoptée par une collectivité pour localiser ou « autochtoniser » Logement d'abord peut en être une qui favorise la durabilité et qui mène également à de plus grandes transformations. Développer la capacité de la collectivité grâce à un Logement d'abord durable peut être un parcours de guérison pour les personnes et les collectivités, et un plus vaste mouvement vers la réconciliation.



²⁷ Pour un examen additionnel de la durabilité, voir : Lu'ma Native BCH Housing Society, Infocus Management Consulting, Aboriginal Housing First – Readiness Pilot Project – the Bentwood Box, 2015.

PONIPAYIW

LA FIN

Depuis la mise en œuvre du programme Pathways to Housing à New York au début des années 1990, Logement d'abord a subi deux grands changements. Premièrement, le nombre de programmes offerts partout dans le monde est passé de quelques villes à des centaines, et il continue d'augmenter. Deuxièmement, la manière dont les programmes fonctionnent s'est transformée, passant d'une stricte fidélité à Logement d'abord à de plus récents efforts qui saisissent mieux les besoins uniques de la population locale visée par le soutien. Ce dernier changement a été résumé par une personne de Winnipeg qui a déclaré à quel point il est important pour les gens de se voir reflétés dans les services offerts et dans le personnel des nombreux organismes qui exécutent Logement d'abord.

Pour notre travail, nous avons confirmé les points ci-dessus, mais nous avons ajouté un nouvel aspect aux efforts de localisation, soit de voir le changement et l'adaptation dans une optique autochtone. Afin d'accomplir cette tâche, nous avons commencé par un rassemblement d'aînés à Thunderbird House au centre-ville de Winnipeg pour aider à guider notre cheminement. Ce lieu de commencement est aussi celui où nous nous étions rassemblés dix ans auparavant pour demander conseil au début du projet Chez Soi au printemps 2009.

Au Canada, il est important de noter qu'il y a eu un changement considérable depuis la mise sur pied du projet Chez Soi pour ce qui est de la disponibilité de financement et du nombre de programmes de lutte contre l'itinérance. En 2009, peu de villes canadiennes avaient entendu parler de Logement d'abord, et encore moins l'offraient. Les cinq villes originales, Moncton, Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver, avaient été chargées d'examiner et d'adapter un modèle largement américain pour une population canadienne diverse, tout en explorant aussi des adaptations locales.

Parmi les cinq villes, l'accent mis par Vancouver sur les expériences des personnes du Downtown East Side et la toxicomanie a apporté des preuves solides que Logement d'abord pouvait aider les personnes aux prises avec de profondes dépendances. À Toronto, l'attention particulière portée aux nouveaux Canadiens et aux défis de la stigmatisation et des barrières linguistiques a aidé à préparer les équipes à soutenir une population croissante et diverse.

C'est toutefois à Winnipeg, où notre travail actuel est ancré, que la résistance manifestée dès le début par les dirigeants autochtones a fortement influencé l'approche locale, qui a cherché à veiller à ce que les pratiques culturelles et les gens soient au premier plan. Nous tentons de saisir l'esprit du cheminement de Winnipeg dans les sept étapes et l'inclusion d'un cadre de travail fondé sur les forces de la collectivité. Nous nous sommes aussi efforcés d'incorporer un nombre croissant de voix de collectivités de tous les coins du Canada et d'ailleurs qui ont mis au point des modèles locaux visant à soutenir ceux qui sont le plus dans le besoin.

Lier les constatations à la pratique

Le plus important dans ce travail est peut-être de reconnaître qu'il n'y a pas de modèle ou d'approche unique de Logement d'abord. Nous l'affirmons forts de la compréhension qu'il est possible d'exécuter Logement d'abord en restant fidèle à ses principes fondamentaux, tout en élargissant son mandat. Qui plus est, nous demeurons convaincus que Logement d'abord est le moyen le plus efficace de mettre fin à l'itinérance, mais qu'il doit être fermement localisé pour avoir le plus grand effet.



Nous affirmons aussi avec assurance que les communautés autochtones au Canada et dans le monde sont incroyablement douées et plus que capables de tirer parti des capacités et des forces locales pour exécuter Logement d'abord dans le cadre de travail qui reflète le mieux les besoins locaux. Les aînés à Winnipeg ont communiqué l'importance de cet enseignement en soulignant qu'on ne peut pas présumer que les pratiques culturelles d'une communauté sont transposables dans une autre. Dans cet esprit, les sept étapes offrent un cadre de travail directeur, qui commence par le rôle essentiel de veiller à ce que les dirigeants locaux soient au premier plan dans l'élaboration de toute approche de Logement d'abord (de la gouvernance jusqu'à la durabilité). Autrement dit, les collectivités connaissent les forces et les dons qu'elles apportent pour aider ceux dans le besoin. Logement d'abord doit donc être vu comme un cadre de travail sur lequel bâtir une approche locale. La simplicité du modèle et son adaptabilité, dont témoignent Winnipeg et d'autres endroits, prouvent qu'on peut faire beaucoup pour lutter contre l'itinérance quand on implante ce modèle en suivant une approche fondée sur la coopération et la collaboration.

Niiwin Makwag Niimiiwag : Autochtoniser Logement d'abord

Quand nous avons commencé le travail d'élaboration de ce guide, nous avons rassemblé des aînés et des dirigeants des équipes de Niiwin Makwag Niimiiwag en vue de travailler de concert à un plan. Nous voulions transmettre davantage l'héritage de Niiwin Makwag Niimiiwag, mis sur pied dix ans auparavant. Ce faisant, nous avons constaté avec humilité la force immense des aînés qui ont guidé ce travail et qui nous ont offert d'importants enseignements et leçons. Nous avons été inspirés de voir que les dirigeants originaux de Niiwin Makwag Niimiiwag demeurent déterminés dans leurs efforts continus de soutenir les personnes sans abri. De fait, bon nombre de ceux qui ont contribué à ce travail ont aussi parcouru le Canada et d'autres pays pour parler de Logement d'abord et transmettre leurs observations.

En outre, dans nos déplacements au Canada et dans nos discussions avec des équipes des États-Unis et de Nouvelle-Zélande, nous nous sommes rendu compte que la voie de la lutte contre l'itinérance est devenue beaucoup plus fréquentée au cours des dix dernières années. Beaucoup plus de collectivités non seulement utilisent activement des programmes Logement d'abord, mais localisent aussi beaucoup plus les efforts pour veiller à ce qu'ils reflètent les personnes visées par les soutiens.

« Autochtoniser » Logement d'abord ne consiste pas à lire un guide, puis à donner suite aux recommandations. Il s'agit plutôt d'être plus profondément connecté à chaque collectivité Première Nation, métisse ou inuite et à ses dirigeants, dont le savoir et la sagesse apportent des histoires et montrent la voie à suivre. Dans notre cheminement, nous avons passé beaucoup de temps à écouter les aînés et les autres qui nous ont fait cadeau de leur savoir et de leur compréhension.

Pour ceux qui travaillent à des efforts futurs ou qui envisagent un changement, les meilleurs guides sont les personnes de la collectivité qui s'unissent pour trouver une voie commune. Notre espoir est que le présent travail offre quelques idées tirées de notre propre cheminement de dix ans.

Prochaines étapes pour Logement d'abord

Il y a eu beaucoup de changements depuis que Pathways a commencé dans les années 1990 et nous avons beaucoup appris. Le financement a augmenté par l'entremise de diverses initiatives du gouvernement fédéral, et les provinces et les villes financent elles aussi des plans de lutte contre l'itinérance. Dans l'ensemble, beaucoup ont bénéficié des données probantes produites par le projet Chez Soi et d'autres interventions qui ont positionné le Canada comme chef de file mondial dans l'exécution et l'implantation de Logement d'abord.

On le voit clairement dans le fait qu'en 2009, il y avait moins de dix villes exécutant Logement d'abord au Canada (y compris les cinq du projet Chez Soi) et qu'il est maintenant exécuté dans près de 70 collectivités et par plus de 100 équipes.

Avec une nouvelle Stratégie nationale sur le logement et un programme destiné spécialement aux personnes sans abri (Vers un chez-soi), notre action dans l'avenir doit viser non seulement à aider les 30 000 Canadiens qui sont sans abri, mais aussi à empêcher que d'autres ne trouvent pas leur chez-soi et leur communauté.

Ce ne sont pas les livres et les rapports qui mettent fin à l'itinérance, mais les gens.



SOURCES

ABORIGINAL COALITION TO END HOMELESSNESS. Wisdom of the Elders – Guidance from the Community: A Tailored Approach to Indigenize Harm Reduction, 2018. <http://aboriginalhomelessness.ca/>

AUBRY, Tim, M. Bell, J. Ecker et P. Goering. Screening for Housing First, Toronto, Observatoire canadien sur l'itinérance, Commission de la santé mentale du Canada, 2015. <https://www.homelesshub.ca/resource/screening-housing-first-phase-one-assessment-road-map>

BRANDON, J., C. Maes Nino, B. Retzlaff, J. Flett, B. Hepp, R. Shirliffe et A. Wiebe. The Winnipeg Street Census 2018: Final Report, Winnipeg, Social Planning Council of Winnipeg, 2018. <https://streetcensuswpg.ca/>

DISTASIO, J., J. Sareen et C. Isaak. At Home/Chez Soi Project: Winnipeg Site Final Report, Calgary (Alberta), Commission de la santé mentale du Canada, 2014. <https://www.mentalhealthcommission.ca/English/document/32946/winnipeg-final-report-homechez-soi-project>

GOERING, Paula, Scott Veldhuizen, Aimee Watson, Carol Adair, Brianna Kopp, Eric Latimer, Geoff Nelson, Eric MacNaughton, David Streiner et Tim Aubry. National At Home/Chez Soi Final Report, Calgary (Alberta), Commission de la santé mentale du Canada, 2014. <https://www.mentalhealthcommission.ca/English/document/24376/national-homechez-soi-final-report>

GOERING, P., G. Tomiczenko, T. Sheldon, K. Boydell et D. Wasylenki. « Characteristics of persons who are homeless for the first time », *Psychiatric Services*, 2002, vol. 53, n° 11, p. 1472–1474.

GOERING, P., S. Veldhuizen, G. B. Nelson, A. Stefancic, S. Tsemberis, C. E. Adair et D. L. Streiner. « Further validation of the Pathways Housing First fidelity scale », *Psychiatric Services*, 2016, vol. 67, n° 1. <https://doi.org/10.1176/appi.ps.201400359>

KINGI, T. et M. Durie. Hua Oranga: A Maori Measure of Mental Health Outcome, Palmerston North, Nouvelle-Zélande, Te Pumanawa Hauora, School of Maori Studies, Massey University, 1999.

LU'MA NATIVE BCH HOUSING SOCIETY, INFOCUS MANAGEMENT CONSULTING. Aboriginal Housing First – Readiness Pilot Project – the Bentwood Box, 2015. <https://www.homelesshub.ca/resource/aboriginal-housing-first-readiness-pilot-project-bentwood-box>

MCCULLOUGH, S. et Sarah Zell. The At Home/Chez Soi Project: Sustainability of Housing and Support Programs Implemented at the Winnipeg Site, Winnipeg, 2014. <http://winnspace.uwinnipeg.ca/bitstream/handle/10680/1561/2016-At-Home-Chez-Soi-WinnipegSustainabilityReport-FINAL.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

OBSERVATOIRE CANADIEN SUR L'ITINÉRANCE. Canadian Definition of Homelessness, Toronto, Presses de l'Observatoire canadien sur l'itinérance, 2012. www.homelesshub.ca/homelessdefinition

O'CAMPO, P., S. Zerger, A. Gozdzik, J. Jeyaratnam et V. Stergiopoulos. « Strategies to Balance Fidelity to Housing First Principles with Local Realities: Lessons from a Large Urban Centre », *Journal of Health Care for the Poor and Underserved*, 2015, vol. 26, n° 2. <https://doi.org/10.1353/hpu.2015.0031>

POLVERE, L., T. MacLeod, E. Macnaughton, R. Caplan, M. Piat, G. Nelson, S. Gaetz et P. Goering. Canadian Housing First toolkit: The At Home/Chez Soi experience, Calgary et Toronto, Commission de la santé mentale du Canada et Le Rond-point de l'itinérance, 2014. www.housingfirsttoolkit.ca

THISTLE, J. Indigenous Definition of Homelessness in Canada, Toronto, Presses de l'Observatoire canadien sur l'itinérance, 2017. Après l'Aboriginal Standing Committee on Housing and Homelessness, 2012. <https://www.homelesshub.ca/IndigenousHomelessness>

Autres ressources :

BODOR, R., D. Chewka, M. Smith-Windsor, S. Conley et N. Pereira. Perspectives on the Housing First Program with Indigenous Participants, projet réalisé par le Blue Quills First Nations College Research and Program Evaluation Partnership, Homeward Trust, Edmonton, 2011. <http://homewardtrust.ca/what-weve-learned/reports-publications/>

DISTASIO, J., S. Zell et M. Snyder. At Home in Winnipeg: Localizing Housing First as a Culturally Responsive Approach to Understanding and Addressing Urban Indigenous Homelessness, The Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 2018. <https://www.uwinnipeg.ca/ius/>

FINEBLIT, Emma. Indigenizing Housing: A Guide to Providing Culturally-Appropriate Housing for Aboriginal Communities in British Columbia, 2015. Préparé pour l'Aboriginal Housing Management Association (AHMA). https://static1.squarespace.com/static/573e02ab62cd943531b23633/t/5817a7b1197aea6c5f23a9c2/1477945275102/Resource_Indigenizing-Housing-Guide.pdf

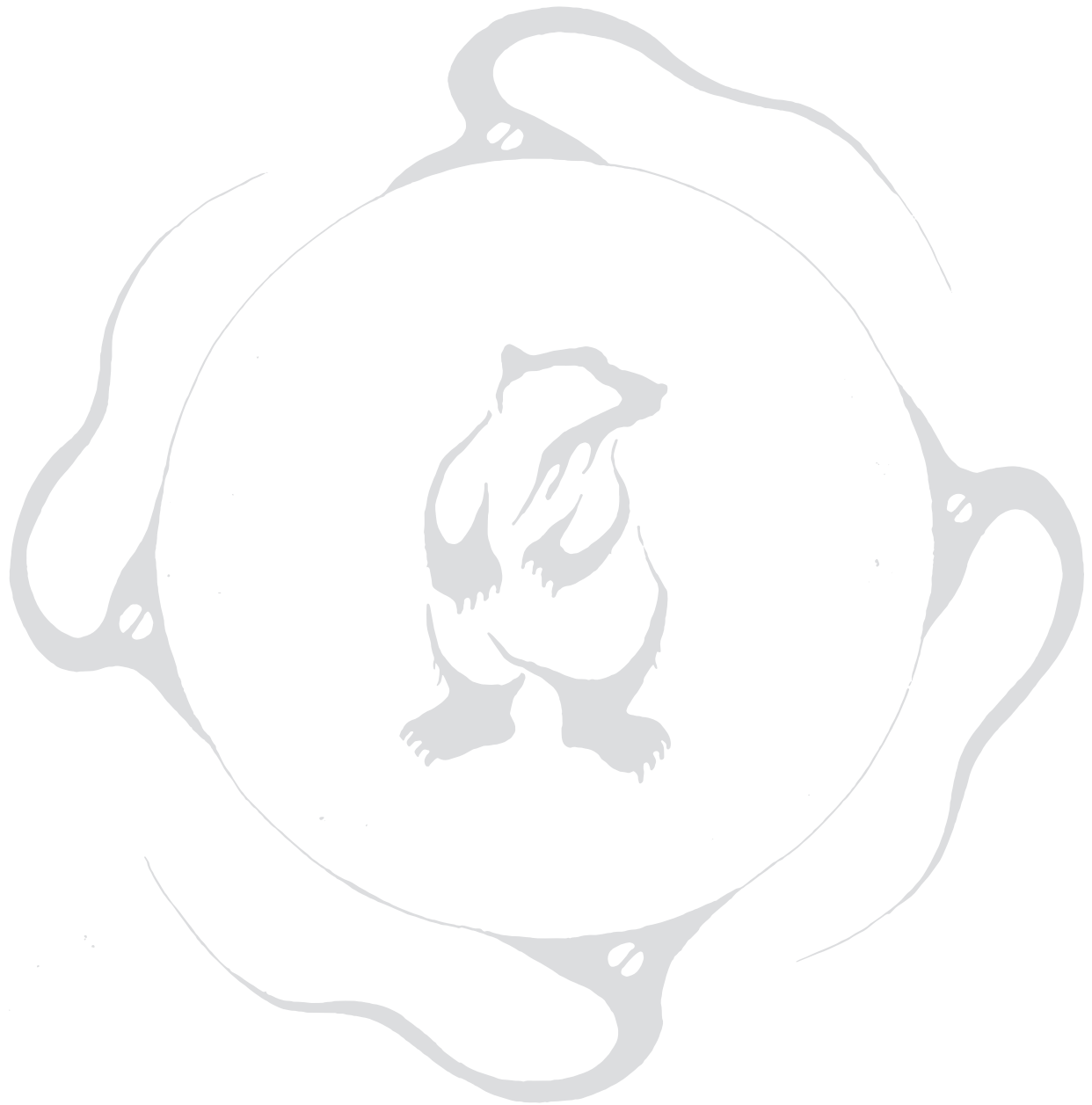
GREATER VANCOUVER SHELTER STRATEGY (GVSS). Housing First Prioritization Tool, s.d. <http://www.metrovancouver.org/services/regional-planning/homelessness/resources-housing-first/Pages/default.aspx>

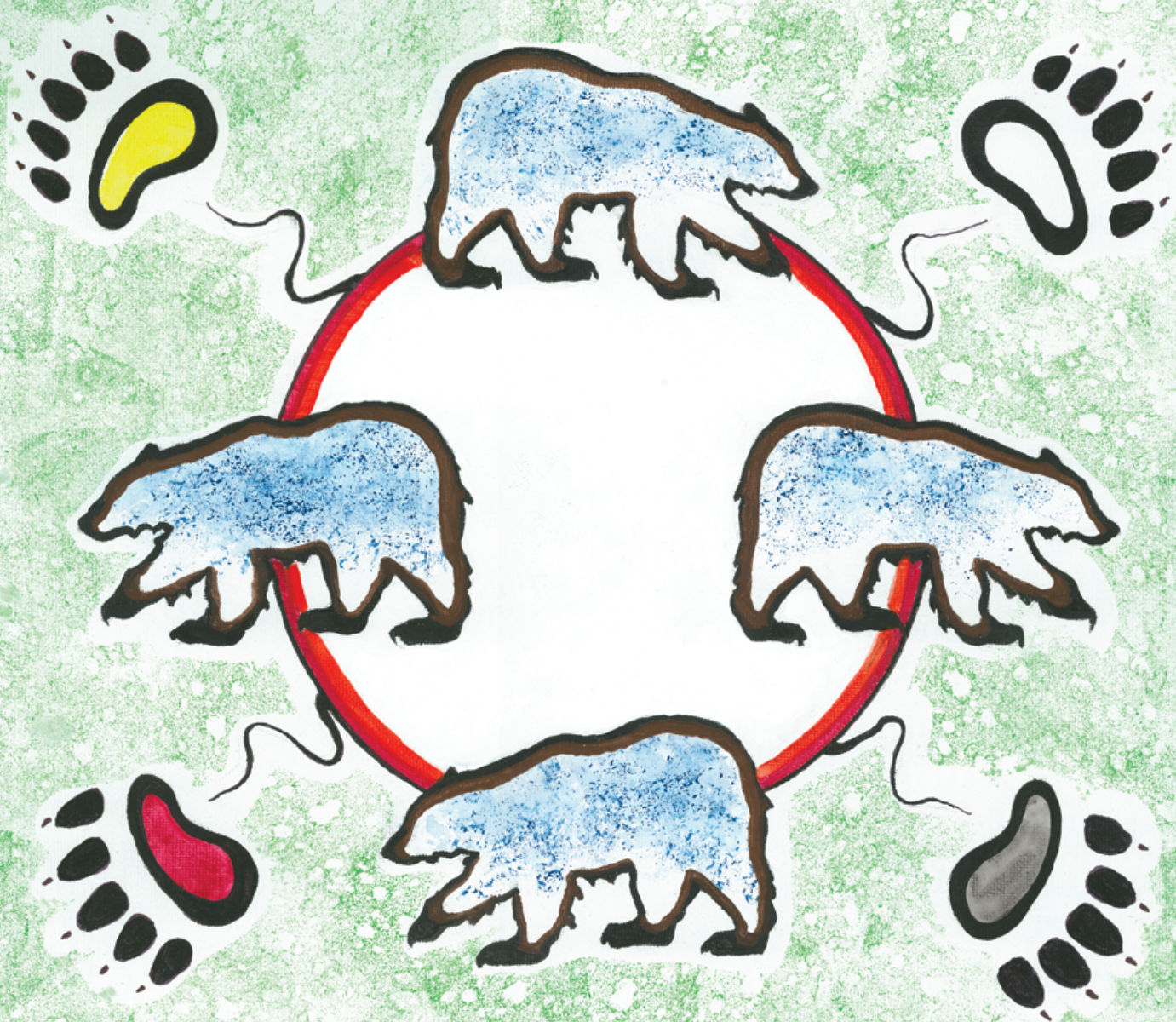
HAYES, J. Guidelines for Culturally-Relevant Urban Aboriginal Housing: Promoting wellness through key components of project form, design, and development, 2016. Préparé pour la ville de Vancouver. Document fourni par l'auteur.

HUNT-JINNOUCHI, F. Towards Health and Well-Being through Cultural Community: Priority One Pilot Program – Lessons Learned / Dec 2016 – March 2018, Aboriginal Coalition to End Homelessness, 2018. <http://aboriginalhomelessness.ca/>

MCCALLUM, K. et D. Isaac. Feeling Home: Culturally Responsive Approaches to Aboriginal Homelessness, 2011. Préparé par le Social Planning and Research Council of British Columbia et le Centre for Native Policy and Research. <https://www.sparc.bc.ca/resources/>

SWIFTWOLFE, D. Indigenous Ally Toolkit, RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal, 2019. <https://reseauatlnetwork.com/>





THE UNIVERSITY OF
WINNIPEG

Institute of
Urban Studies

Institute of Urban Studies,
The University of Winnipeg
599 Avenue Portage, Winnipeg

T 204-982-1140
F 204-943-4695
C ius@uwinnipeg.ca